

N° 98
SEPTEMBRE 2000
ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

***LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE EN INDE
ET LA IV° INTERNATIONALE
1930-1944***

*Centre d'Etudes et Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

Cahiers Du mouvement ouvrier



Le 27 septembre sort le n°11 de l'édition française des *Cahiers du Mouvement Ouvrier* dont le sommaire figure ci-dessous.

Le 15 mars 2001 sortira le **numéro un de l'édition russe des Cahiers**, tiré d'abord à 600 exemplaire et vendu au prix de 10 ou 12 roubles (soit 2 francs 50 centimes) L'édition russe, imprimée dans la banlieue de Moscou, sous la responsabilité de Mark Goloviznine, sera publiée deux fois par an. Le prix de vente de cette édition – lié à l'extrême modestie des salaires dans ce pays – ne couvrira qu'un dixième de son coût. Il nous revient d'assurer les neuf autres dixièmes. Mais dans un pays où Stéphane Courtois ou Alexandre Adler eux-mêmes n'apparaîtraient que comme des faussaires très modestes voire amateurs, une telle édition peut jouer un rôle non négligeable auprès d'un public certes restreint au début de militants, d'enseignants, d'étudiants...

En vous abonnant ou vous réabonnant vous permettrez non seulement de poursuivre l'édition française des Cahiers à un moment où la falsification de l'histoire du mouvement ouvrier, en particulier celle de la révolution russe, atteint à la télévision et dans la presse spécialisée en France de nouveaux sommets, **vous nous donnerez aussi la possibilité de financer l'édition russe.**

SOMMAIRE DU N°11

- Benoît Malon : la grève du Creusot (1870) ;
 - Loïc Le Bars : l'Opposition unitaire (1930 - 1932) (suite) ;
 - André Ferrat : discours au comité central du PCF de mai-juin 1936.
 - Wilebaldo Solano : les journées de mai 1937 à Barcelone.
 - Le mécanisme des procès de Moscou : le dossier Mouralov (Jean-Jacques Marie).
 - Alexis Rykov, ou le parcours semé d'embûches d'un réformateur de l'opposition (Alexandre Sénine).
 - Documents sur Rykov (souvenirs de sa fille) ;
 - Vadim Rogovine : Les préparatifs des purges dans l'Armée rouge et la provocation Hitler- Staline.
 - Le NKVD et l'espionnage systématique de la IVe Internationale.
 - Ngo Van : trotskystes et staliniens au Viet-Nam à la veille de la guerre.
 - l'Eglise et le nazisme : les déclarations du cardinal Baudrillart en 1941.
 - Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme ;
 - Correspondance : Victor Marouk, Louis Ménard et la révolution de 1848.
- Rubriques habituelles : chroniques des falsifications, courrier, actualités, les archives du CERMTRI etc...

ABONNEMENT AUX

« CAHIERS DU MOUVEMENT OUVRIER »

Nom, Prénom.....

Adresse.....

Abonnement d'un an (quatre numéros)..... 180 F

A partir du N°.....

Chèque à l'ordre du CERMTRI (Cahiers du Mouvement Ouvrier),
28 rue des Petites-Ecuries 75010 Paris

Sommaire

Présentation.....	p 3
Un exposé succinct sur les Indes par F. Dingelstaedt	p 7
Quelle politique l'Internationale Communiste poursuit-elle aux Indes ? par Jean-Jacques (Lutte de Classes n° 27, janvier 1931).....	p 11
La Révolution en Inde. Ses tâches et ses dangers (30 mai 1930) par Léon Trotsky	p 21
Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde par Léon Trotsky	p 29
Manifeste de la IV ^o Internationale aux ouvriers et paysans de l'Inde (septembre 1942).....	p 35
Les classes en Inde et leur rôle politique par le Comité de formation du « Bolshevik-Leninist Party of India »	p 49
Le combat d'Août 1942 par Rupsingh (Fourth International , octobre 1944).....	p 61
La situation politique actuelle aux Indes par le Comité politique du Parti Bolchévik-Léniniste des Indes et de Ceylan. (août 1944).....	p 71

Quelques éléments

- La révolte de 1857 à laquelle il est fait allusion dans plusieurs des textes qui suivent ou « grande mutinerie » est la rébellion des troupes indiennes commandées par des britanniques contre l'occupation coloniale. Désignée par les nationalistes indien comme « la première guerre d'indépendance » elle fut sauvagement réprimée.

- Jusqu'en 1947 (indépendance et partition, formation de la république de l'Inde et du Pakistan) l'Inde sous domination britannique conserva la même structure : un ensemble de provinces soumises à un pouvoir central directement contrôlé par Londres (au sommet de la hiérarchie se trouve le gouverneur britannique ou vice-roi) et des « principautés » formellement « indépendantes » mais sous tutelle.

Cet ensemble connaît une évolution constitutionnelle. La constitution de 1935 (votée par le parlement britannique) met en place des gouvernements provisoires. Après les élections de 1937, les nationalistes (Parti du Congrès) acceptent de former le gouvernement de plusieurs provinces.

- Le mouvement nationaliste a ses origines dans le « Indian National Congress » (Congrès national indien) constitué en 1885. Dans les faits, le mouvement nationaliste « moderne » s'affirme dans les années qui précèdent la première guerre mondiale. Il atteint sa maturité comme mouvement national de masse et comme parti organisé, sous la direction des représentants de la bourgeoisie indienne : notamment Gandhi (1869-1948) et Nehru (1889-1964)

- La première confédération syndicale est constituée en 1920 : la All Indian Trade Union Congress (AITUC). L'affirmation propre du mouvement ouvrier organisé coïncide avec une vague de grèves et une période d'agitation nationaliste.

- M. N. Roy (1887-1953) qui participa au 2^o congrès de l'Internationale Communiste et participa à la rédaction des thèses sur « la question d'Orient » est l'un des fondateurs du P. C. indien. Il ne parviendra pas à réunir différents groupes en un parti avant que la crise de l'Internationale ne devienne le facteur prédominant. Le V^o congrès de l'I. C. (1924) fait passer les militants indiens sous contrôle britannique. Il est alors formé le Workers and Peasant Party. Le parti communiste indien n'est formellement constitué qu'en 1928.

Exclu comme « droitier », Roy formera sa propre organisation qui, sur toutes les questions essentielles, pratiquera la politique de Staline.

- Divers groupes d'opposition se développent. En mars 1941, les délégués de trois groupes se réclamant de la IV^o Internationale se réunissent et décident la constitution d'un « Comité pour la formation du Bolshevick-Leninist Party of India (BLPI) qui sera effectivement proclamé en 1942. A sa direction seront associés les dirigeants du Lanka Sama Samaja Party (LSSP) de Ceylan.

- Au sein du Congrès des militants et des courants qui se réclament du socialisme ont constitué le Parti Socialiste du Congrès ; très influencé par le P. C. mais qui se heurtera à lui sur la question de la guerre (le Parti a été constitué en 1934).

Il existe aussi, à partir de 1940, le « Revolutionary Socialist Party » qui vient des éléments les plus radicaux du mouvement nationaliste.

L'aile « gauche » nationaliste au sein du Congrès se regroupe dans le « Forward Bloc » dirigé par Chandra Bose. Exilé, Bose se tournera vers le gouvernement japonais formant, avec son accord, la Indian National Army.

La Ligue Musulmane (formée en 1906) est l'organisation qui, construite par Jinnah (1876-1948) se prononça pour la partition de l'Inde sur des bases religieuses.

Le Maha Sabaha : organisation hindouiste dont les héritiers ont formé le BJP actuellement au pouvoir. Sur une question de vocabulaire : nous avons respecté les formulations employées dans les textes. Aujourd'hui, « indien » désigne un citoyen de la République de l'Inde, « hindou » celui qui pratique la religion hindoue.

Certains des textes traduits de l'anglais et reproduits dans ces « Cahiers » ont déjà été publiés en français notamment dans « 4^o Internationale » (1945) et les « Cahiers Léon Trotsky » (1985)

Présentation

Ce Cahier est composé de documents de l'Opposition de Gauche Internationale, de Léon Trotsky, de la IV^o Internationale et d'organisations de la IV^o Internationale en Inde (ces derniers datant de la période 1941-1944).

Ce Cahier donne ainsi un aperçu des positions, des analyses et de l'intervention des militants se réclamant de l'Opposition de Gauche puis de la IV^o Internationale. Il comprend, pour l'essentiel, des documents qu'il est aujourd'hui difficile de se procurer ; certains comme l'article paru dans « Lutte des Classes » en 1931 n'avait pas été reproduit depuis sa parution ; d'autres comme le tableau du soulèvement d'août 1942 tracé par un militant trotskyste indien, Rupsingh était, pour sa dernière partie, inédit en français.

Ce Cahier se divise en deux parties. L'une qui va jusqu'à la guerre se conclut par la « Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde » rédigée par Léon Trotsky en 1939. Les documents qu'elle contient et notamment l'article de Trotsky sur « La révolution en Inde » montrent bien que, dès les premières années de la constitution de l'Opposition de Gauche Internationale, la lutte des masses indiennes pour se libérer du joug colonial et la place qu'y tient l'action de la classe ouvrière sont une préoccupation majeure de Léon Trotsky et des militants qui agissent avec lui. Les forces de classe en jeu en Inde, le rôle de la bourgeoisie indienne et de son parti le Congrès, la politique de Gandhi sont étudiées avec soin. La politique suivie par l'Internationale communiste stalinisée est elle aussi scrupuleusement analysée.

Bien avant que ne se noue un lien organisé entre des organisations indiennes et la IV^o Internationale ces positions et ces analyses pénètrent – souvent indirectement par le truchement d'étudiants qui se trouvent en Europe – en Inde.

La seconde partie de ce Cahier, où se trouve le « Manifeste de la IV^o Internationale aux ouvriers et aux paysans de l'Inde » (daté du 26 septembre 1942) comprend plusieurs documents et articles émanant d'organisations et de militants indiens de la IV^o Internationale. Elle est centrée sur le soulèvement d'août 1942 qui, en pleine guerre, fit trembler l'impérialisme britannique.

Ce puissant mouvement révolutionnaire des masses indiennes, trahi par le Parti communiste indien, abandonné par la direction nationaliste bourgeoise du Congrès, écrasé par une féroce répression, est largement occulté dans les histoires officielles.

Il apparaît donc nécessaire, dans cette présentation, de brièvement rappeler les faits.

Lorsque commence la guerre en 1939, « L'Empire des Indes », colonie britannique, est jeté dans la guerre. La première manifestation contre l'implication de l'Inde dans la guerre aura lieu à Bombay. Le P. C. indien a appelé à cette manifestation.

Mais après que l'U.R.S.S. ait été attaquée en juin 1941, le P. C. opère une brutale volte-face. La guerre de l'impérialisme britannique, oppresseur direct du peuple indien, devient la « guerre du peuple ». C'est d'ailleurs le nom que le P. C. choisit pour son journal « People's War ». En 1942, le P. C. légalisé mène campagne pour le soutien à l'effort de guerre, contre les grèves, contre l'aile gauche du Congrès (le Parti socialiste du Congrès) et

contre les militants de la IV^e Internationale qui dès le début appelaient à la lutte contre l'impérialisme britannique.

« Le jour du règlement de comptes approche » expliquait un texte du Parti Bolchévik-Léniniste de l'Inde en 1941. Opinion que partageaient certains cercles politiques britanniques. En 1942, le gouvernement anglais dépêche en Inde Sir Stafford Cripps, un travailliste, pour négocier avec les dirigeants du Congrès. Il leur propose un engagement de l'Angleterre d'octroyer à l'Inde un statut de « dominion » (état associé au sein du Commonwealth) à la fin de la guerre en échange d'un appui sans réserve à la guerre.

Gandhi pense que l'on peut, par la pression, arracher des conditions immédiates meilleures pour le Congrès. « On nous propose un chèque post-daté sur une banque en faillite » dit-il et il lance le mot d'ordre « Quit India » (Quittez l'Inde) et appelle à une campagne nationale sur ce thème. Le 8 août, les principaux dirigeants du Congrès sont arrêtés. Dès le 9, les masses commencent à déferler dans les rues. C'est un véritable soulèvement contre la domination coloniale qui commence.

La vague révolutionnaire déferle en premier lieu sur les villes (d'abord Bombay), combinant grèves et manifestations. C'est ainsi que le 21 août, 50.000 travailleurs de la grande usine métallurgique Tata étaient en grève pour la libération des dirigeants emprisonnés. Le mouvement s'étendit ensuite aux campagnes, se matérialisant par la multiplication d'insurrections paysannes.

La répression fut sanglante : aux arrestations massives, aux fusillades contre les manifestants s'ajoutèrent l'usage de l'artillerie et de l'aviation.

L'efficacité de cette brutale répression coloniale se combine avec le fait que le mouvement, malgré sa puissance et son caractère national, ne dispose d'aucune centralisation. La direction du parti du Congrès fut paniquée par ce soulèvement des masses et ses comités locaux apparaissent comme paralysés.

Le P. C. indien, lui, se dresse frontalement contre le mouvement et désigne à la répression ceux qui cherchent à organiser le mouvement, trotskystes, éléments de la gauche du Congrès, nationalistes radicaux.

Pour illustrer son attitude, citons la résolution adoptée le 23 mai 1943 par le P. C. indien :

« Les groupes qui forment la cinquième colonne sont le « Forward Bloc » (le parti du traître Bose), le parti socialiste du Congrès qui a trahi le socialisme au début de la guerre, qui a mené une politique opportuniste et destructrice pour finir dans le camp des traîtres trotskystes et finalement les groupes trotskystes qui sont des gangs criminels payés par les fascistes.

Le Parti communiste déclare que ces trois groupes doivent être traités par tout indien honnête comme les pires ennemis de la nation, chassés hors de la vie politique et exterminés » (cité par M. R. Masani, « The communist party of India – A short history », Londres 1954).

Le seul allié que le P. C. indien trouva alors fut M. N. Roy, l'un des fondateurs du P. C. indien, qui s'était lié à la « droite » au sein de l'Internationale communiste (Brandler) avant de constituer sa propre organisation et de défendre, sur les problèmes majeurs, la politique de Staline.

Rien cependant ne peut masquer le caractère populaire et révolutionnaire des événements qui secouent toute l'Inde, du début d'août à l'automne 1942, la puissance des mobilisations ouvrières, la détermination des révoltes paysannes (l'impérialisme anglais utilisa la force d'environ vingt régiments dans les opérations de répression).

Le représentant de l'autorité britannique en Inde, Linlithgow écrivait le 31 août à Churchill « qu'il s'agissait de la plus sérieuse rébellion depuis la révolte de 1857 ; pour des raisons de sécurité nous en avons dissimulé la gravité ».

Ce soulèvement d'un peuple contre son oppresseur colonial était naturellement un événement de portée internationale. C'est un fait que seule la IV^e Internationale, dans son manifeste de septembre 1942 reproduit dans ce Cahier salue le combat des ouvriers et des paysans en Inde et appelle à la solidarité avec eux.

Il faut souligner, de ce point de vue, le rôle joué par les militants britanniques de la IV^e Internationale. Agissant en pleine guerre au sein de la puissance coloniale, ils défendirent sans réserves la lutte des ouvriers et des paysans de l'Inde.

Il faut également noter l'action de solidarité et d'explication politique menée par le Socialist Workers Party des Etats-Unis dans sa revue « Fourth International ». « Fourth International » a publié de 1942 à 1944, la plupart des documents reproduits en français dans ce Cahier.

Il est intéressant de noter qu'elle n'a pas attendu l'explosion de 1942 pour traiter, sur le fond, des problèmes de la révolution en Inde. Dès mars 1942, elle publie par exemple « Les thèses du parti bolchévik-léniniste de l'Inde ».

Enfin, on ne saurait conclure cette présentation sans rappeler que LA VERITE , publiée clandestinement sous l'occupation nazie, publiait dans son numéro 37, du 15 septembre 1942, un article intitulé : « Les Indes en lutte pour leur liberté ».

Ce Cahier paraît dans une période marquée par la commémoration du 60^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky.

Que ce soit l'occasion de rendre hommage à la mémoire du grand révolutionnaire mais aussi de tous ceux qui sont tombés sous les coups de la répression impérialiste et stalinienne, aux militants indiens, aux militants de tous les pays.

Nous avons souligné, en introduction de cette présentation, que le développement des luttes sociales et politiques en Inde avaient d'emblée tenu une grande place dans la réflexion de l'Opposition de Gauche en U.R.S.S. et à l'échelle internationale.

L'un des pionniers dans ce domaine fut Fiodor Dingelstaedt auteur notamment d'un livre sur la question agraire aux Indes.

Fiodor Dingelstaedt (1897-1937) adhéra au parti bolchévik à la veille de la première guerre mondiale, alors qu'il était âgé de dix-sept ans. Il fut l'un des organisateurs du parti bolchévik à Cronstadt et membre du comité du Parti de Pétrograd en 1917. Il fut commissaire politique dans l'Armée Rouge pendant la guerre civile.

Membre de l'Opposition de Gauche en 1923, puis de l'Opposition Unifiée en 1926-27, signataire de l'appel des 84. Il est exclu du parti, exilé puis déporté aux îles Solovki où il organise une grève de la faim. En 1937, il est fusillé avec sa femme à Vorkouta après avoir organisé une autre grève de la faim. Tant que les conditions de son exil le lui permirent Dingelstaedt continua à travailler sur le plan théorique et politique, notamment au sujet de l'Inde.

Nous publions comme premier document de ce Cahier, la lettre qu'il adressa de son lieu d'exil , Kansk, à Léon Trotsky, le 8 juillet 1928 (cette lettre a été reproduite dans « Contre le courant » numéro 29/30 du 6 mai 1929)

LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français de la IV^e Internationale

LES INDES EN LUTTE POUR LEUR LIBERTÉ

Depuis des semaines, les masses hindoues sont entrées en lutte ouverte pour l'indépendance de leur pays. Trois faits essentiels dominent cette lutte : c'est, d'une part, l'ampleur du mouvement national, qui s'est propagé à travers tout le pays, de Bombay à Bénarès et de Calcutta à Ceylan ; c'est, d'autre part, la brutalité et la sauvagerie de la répression britannique ; c'est, enfin, l'absence de toute direction capable de mener le mouvement à une victoire substantielle.

Résumons les phases du mouvement, qui sont ici mal connues :

Depuis la guerre, grâce en particulier à la conjoncture économique consécutive au développement prodigieux de l'industrie d'armement aux Indes, le mouvement national a connu un nouvel essor. En échange d'une participation à la guerre aux côtés des démocrates, les dirigeants nationalistes, poussés par les masses, exigent l'indépendance de leur pays. Les négociations engagées lors du voyage de Stafford Cripps aboutissent à un échec devant l'intranséquence des conservateurs anglais. Malgré ce refus, les dirigeants du Congrès se montrent prêts à négocier un compromis et le discours prononcé par Gandhi la veille même de son arrestation ouvrait encore la possibilité de nouvelles négociations avec le vice-roi.

Mais l'Inde ne veut pas accepter de traiter : la City entend continuer à exploiter l'Inde jusqu'au bout et les conservateurs ne veulent pas renoncer aux lucratives carrières coloniales. Il faut briser la résistance des masses hindoues dans l'ouest ; il faut agir vite et fort, avant que la campagne de désobéissance civile ait pu être sérieusement organisée. D'où des centaines d'arrestations, des conseils municipaux dissous, une censure féroce sur la presse : la démocratie capitaliste montre son vrai visage.

L'arrestation des dirigeants du Congrès est le signal d'un vaste mouvement des masses : grève des ouvriers à Bombay, Ahmedabad, Karachi, Calcutta, grève des étudiants, grève des commerçants, manifestations, démonstrations anti-anglaises. D'une façon générale, le mouvement garde des allures très pacifiques. Mais la police, selon les directives de Sir Roger Lumley, est prête à "recourir à tous les moyens pour rétablir l'ordre" : charges au gaz, coups de feu, foules mitraillées ou bombardées d'avion, tels sont les exploits héroïques de l'armée britannique contre des foules sans armes.

Le mouvement n'a pas l' moindre direction centrale ; il gagne de ville en ville, spontanément. Dacca, Calcutta, Cuttack, Madras, Mamnad, Lucknow, Cawnpore, Delhi, Colombe, Wardha, Nagpur, Bénarès, Patna, Poona, Moradabad, Bombay, Bassein, Surat, Nasik, Ahmedabad, Karachi, sont tour à tour le théâtre d'incidents sanglants. Les troubles gagnent Ceylan, où les troupes hindoues refusent de tirer sur la foule. Dans quelques villes, des comités locaux illégaux du Congrès dirigent la lutte : le plus souvent, la foule agit sans direction, désorientée dès que la police parvient à arrêter les meneurs qui surgissent de ses rangs. Partout, inégalement, le mouvement ouvrier prend la tête, quoique le Parti Communiste et la Fédération du Travail de l'Inde, sous le Roy multiplient les appels contre la grève.

Dans le même temps, les tentatives de médiation se multiplient de toutes parts dans les milieux hindous. Les libéraux, le droit du Congrès, représentants de l'hindouisme orthodoxe et de la caste des prêtres, offrent leurs services. Mais aucune de ces tentatives n'a de chance d'aboutir parce que, d'une part les dirigeants anglais se refusent à toute négociation, parce que, d'autre part, la pression des masses est telle que les conciliateurs eux-mêmes ne peuvent proposer la formation d'un gouvernement hindou sans demander la participation du Congrès et sans se heurter par là même à une fin de non-recevoir des Anglais.

Ceux-ci, de leur côté, cherchent à utiliser les divisions, poussent en avant les représentants de la grosse paysannerie musulmane, font suggérer la division de l'Inde en plusieurs dominions.

Les dirigeants du Congrès, de leur côté, ne montrent pas de décision à prendre la tête du mouvement des masses. C'est ainsi que Devedas Gandhi, le fils du Mahatma, a publié, au moment même où la police traitait sans pitié sur la foule, un appel au calme et à la non-violence. C'est que les milieux de la grosse industrie hindoue, qui ont réalisé, depuis trois ans, d'énormes bénéfices par l'exploitation scandaleuse des ouvriers hindous, et qui touchent de près Gandhi lui-même, craignent qu'un conflit déclaré avec Londres ne les prive de commandes si profitables.

Pour toutes ces raisons, il se peut que le mouvement des masses connaisse des périodes difficiles, des défaites et des échecs et doive même battre en retraite. Il n'est pas même imaginable que l'insuccès accroisse le nombre de ceux qui pensent que le mouvement national hindou doit momentanément s'appuyer sur les armées japonaises, quitte à se retourner ensuite contre elles. Ce calcul, entièrement faux, que peuvent seuls faire des radicaux petits-bourgeois désempoignés, risque d'être la rançon inévitable des hésitations et des réticences des dirigeants du Congrès.

La leçon que doivent tirer les vrais révolutionnaires indiens doit être tout autre : la grosse paysannerie et la féodalité, une fois de plus, se font le rempart de l'Angleterre, en échange du maintien de leurs privilèges ; la grande bourgeoisie capitaliste indigène, qui veut avant tout obtenir le droit d'exploiter à sa guise son propre prolétariat, est prête à un accord avec l'Inde pourvu que cet accord lui permette de sauver la face ; par contre, la classe ouvrière, malgré les agents de l'impérialisme dans ses rangs, a pris la tête de la lutte : c'est sous sa direction que l'Inde deviendra libre. L'émancipation nationale de l'Inde est désormais étroitement liée à la lutte du prolétariat hindou pour son émancipation.

Si même demain le mouvement national hindou doit connaître de sombres journées, il aura fait un grand pas en avant dans la mesure où surgira du trouble et de la confusion générale un véritable parti prolétarien, inscrivant en tête de son programme la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. L'avant-garde révolutionnaire doit se regrouper aux Indes ; la guerre aura numériquement renforcé le prolétariat ; la lutte actuelle l'aura politiquement mis au premier plan. Sous le drapeau et autour du programme de la IV^e Internationale, se préparera l'étape finale de la lutte de l'Inde pour son émancipation nationale et sociale.

Aidez-nous ! Diffusez « LA VÉRITÉ » !

Organisez les Groupes de discussion de la presse illégale !

Non-souscrivez, afin que ce journal, qui est le votre, camarades ouvriers, puisse continuer à paraître.

UN EXPOSE SUCCINT SUR LES INDES

L'auteur de la lettre publiée ci-dessous, traitant des rapports sociaux dans l'Inde et de leur importance pour le développement de la Révolution hindoue, est un bolchevik de l'Opposition russe, qui travaillait déjà illégalement sous le tsarisme. Au cours des dernières années, il occupa les fonctions de recteur à l'Institut Supérieur forestier. L'an dernier, on a publié un livre de lui consacré à la situation agraire aux Indes. Le camarade Dingelstaedt se trouve actuellement en exil à Kansk d'où est datée la lettre que nous publions, adressée au camarade Trotsky.

Kansk, le 8 juillet 1928.

Cher camarade Léon Davidovitch,

Sur proposition de V. je me suis décidé à vous communiquer par écrit quelques-unes de mes considérations sur les perspectives de la révolution prolétarienne aux Indes. Malheureusement, la rareté de la documentation et la mauvaise qualité de celle-ci ne permettent pas d'établir des déductions suffisamment concluantes. Il va de soi que la statistique officielle anglaise ne se donne pas pour tâche de faciliter l'analyse marxiste dans l'étude de la situation sociale et économique de l'Inde. En ce qui concerne les travaux parus jusqu'à présent et ayant un caractère de généralisation et d'étude, ils souffrent de tant de défauts au point de vue méthode ou bien sont tellement tendancieux que, eux aussi, sont de très peu d'utilité pour notre but. Dans l'ensemble des œuvres traitant de l'Inde on peut, peut être, mettre à part quelques livres du Professeur Charkh, qui se dit marxiste, et du Professeur Narain qui, au contraire, estime nécessaire de se délimiter de tout ce qui approche du marxisme. En outre, on peut puiser de la documentation assez intéressante au point de vue des faits dans les études consciencieuses du docteur Mann, G. Glater et K.K. Das.

Sur ma demande, des camarades ont choisi une partie des livres que j'avais rassemblés et vous les ont envoyés. Seulement, ce qui est malheureux, c'est qu'après la perquisition, il s'est produit un tel désordre dans mes livres que certaines choses se sont perdues. Quant à moi, on refusa catégoriquement de me laisser passer par la maison pour mettre en ordre mes affaires personnelles (comme je l'avais demandé). Par suite de ceci, je ne puis nullement garantir que le choix des livres sur les Indes qui vous ont été envoyés corresponde à vos désirs. Mon frère m'a expédié certains ouvrages, parmi lesquels plusieurs « Reports » officiels intéressants : s'il le faut je vous les enverrai par la poste.

Pour passer au fond de la question il faut tout d'abord signaler que l'Inde, tout en étant incroyablement arriérée au point de vue de la disproportion existant entre l'agriculture et l'industrie, est un pays de capitalisme concentré, avancé (ayant pourtant certains côtés négatifs).

L'industrie de l'Inde s'est développée unilatéralement dans le sens du textile; son prolétariat est encore fortement lié aux campagnes; l'unité de ce prolétariat est extraordinairement entravée par les différences de tribus, les préjugés de religion et de caste ; néanmoins, comme l'a démontré l'expérience des dix dernières années, il constitue une force de classe des plus sérieuses. Il traverse encore jusqu'à présent une époque de mouvement spontané, insuffisamment conscient, correspondant à peu près à notre période d'avant 1905. Il est encore assez difficile de dire avec quelle rapidité il saura élaborer les facteurs subjectifs nécessaires à l'action révolutionnaire : son avant-garde de classe, le Parti, ses traditions et son programme de classe. Mais les circonstances dans lesquelles se développe le prolétariat hindou sont telles qu'on peut espérer une allure très rapide de cette maturation.

En confrontant les diverses données du recensement officiel de 1921, j'ai obtenu le schéma approximatif suivant de la composition des classes formant la population des Indes :

	Millions
I - Prolétariat	
Ouvriers industriels.....	2.65)
Mineurs.....	0.54)
Ouvriers des transports.....	4.09)
Ouvriers des plantations.....	1.29) → 8.57
Domestiques.....	4.57
Ouvriers non qualifiés (terrassiers, débardeurs, etc.)...	9.58
Ouvriers agricoles et journaliers.....	37.92
Total.....	60.84
II - Petits producteurs indépendants.	
Agriculteurs (petits propriétaires et fermiers : paysans moyens et surtout paysans pauvres).....	173.00
Éleveurs, pêcheurs, maraîchers, horticulteurs, chasseurs.....	7.11
Artisans.....	30.29
Total.....	210.52
III - Groupes « en dehors des classes ».	
Armée et police.....	2.18
Mendiants et prostituées.....	3.25
Total.....	5.43
IV - Bourgeoisie.	
Gros et moyens propriétaires agraires, koulaks.....	10.72
Commerçants (y compris les petits).....	18.12
Industriels.....	0.83
Professions « libérales ».....	5.02
Fonctionnaires.....	4.69
Rentiers.....	0.48
Total.....	39.26
Total général.....	316.05

Ce tableau n'acquiert un sens que si on pénètre le contenu social vivant. C'est le second groupe (petits producteurs indépendants) qui est surtout important. En ce qui concerne les agriculteurs, ceux-ci, pour la plus grande part, constituent une couche de paysans faibles au point de vue économique, se ruinant graduellement d'année en année et subissant le joug des propriétaires hobereaux et des fonctionnaires. Les artisans ne sont pas dans une situation meilleure : ce sont les descendants, à demi - affamés d'une classe qui fut autrefois beaucoup plus nombreuse et florissante dans la vieille Inde.

Toute cette masse constitue une réserve colossale destinée à combler les vides dans les rangs du prolétariat industriel. Pourtant, l'allure trop lente du développement de l'industrie ne permet pas aux paysans et aux artisans en train de se ruiner de trouver à gagner leur nourriture en ville. C'est de là que vient « l'attrait vers la terre » dont parlent avec une pointe d'orgueil les représentants du populisme hindou.

La population agraire en surcroît, qui augmente continuellement, inquiète beaucoup les fonctionnaires anglais qui constatent l'existence de conditions favorables au révolutionnement des campagnes hindoues . L'unique moyen radical pour supprimer le réseau très ramifié du chômage dissimulé consisterait à industrialiser rapidement le pays ; mais beaucoup d'éléments de la « direction » britannique craignent cela comme le feu.

D'après l'exposé ci-dessus, bien qu'il soit incomplet, tout en embrassant entièrement les grandes lignes de la situation économique du pays, on peut déduire la conclusion principale suivante : l'exploitation coloniale de l'Inde continue actuellement sur un volcan ; il y a plus qu'il n'est nécessaire, de matériaux inflammables dans le pays : l'explosion de la révolution est possible même dans l'avenir le plus proche. Cette conclusion n'est évidemment pas nouvelle, et elle est très élémentaire. Néanmoins on n'en tire pas toujours les déductions pratiques nécessaires .

La situation désespérée de la masse principale de la population agraire du pays, en présence du grand nombre relatif de la classe ouvrière (très fortement représentée dans les campagnes), dicte la nécessité de l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans, **mais à condition que le prolétariat, organisé en parti de classe ayant son existence propre, ait l'hégémonie.** Personne ne pourrait prouver à présent qu'il existe aux Indes, certaines conditions « spéciales », que ce n'est pas le prolétariat, mais une autre classe quelconque, qui peut entraîner les grandes masses de la paysannerie et de la petite bourgeoisie dans la lutte contre l'impérialisme.

On en conclut clairement que diluer l'avant garde révolutionnaire, priver de son programme et ses mots d'ordre de la pureté de principes de classe, c'est simplement nuire à l'œuvre de la révolution prolétarienne dans les Indes.

Voilà justement pourquoi on ne peut être d'accord avec ceux qui défendent la nécessité d'organiser aux Indes un parti ouvrier et paysan (Staline) et non pas un Parti ouvrier. Dans mon livre récemment paru « la question agraire aux Indes », j'insiste avec plus de détails sur le problème de la Révolution hindoue au point de vue de la solution à donner aux questions épineuses de l'agriculture de ce pays .

Votre
F.DINGELSTAEDT

Extrait de « Contre le courant » N° 29/30 du 6 mai 1929

LA « UNE » DU JOURNAL DES TROTSKYSTES BRITANNIQUES . AOUT 1942

SOCIALIST APPEAL

Organ of Working International League
Fourth International

FULL SUPPORT FOR INDIA'S FREEDOM — Stop the Terror against Indian People

By ANDREW SCOTT

BY REFUSING TO CONSIDER THE QUESTION OF GIVING FREEDOM TO INDIA AT ONCE, THE BRITISH GOVERNMENT HAS DELIBERATELY CHOSEN A POLICY WHEREBY THOUSANDS OF BRITISH SOLDIERS WHO HAVE BEEN SENT OUT TO INDIA SUPPOSEDLY TO FIGHT FOR "DEMOCRACY" AND THE "FREEDOM OF NATIONS" WILL BE USED FOR THE PURPOSE OF PUTTING DOWN BY ARMED FORCE, THE STRUGGLE OF THE INDIAN PEOPLE FOR FREEDOM. ARE WE TO STAND BY AND SEE OUR BOYS AND BROTHERS AND BROTHERS-IN-LAW USED BY THE IMPERIALISTS AS AN ARMY OF OPPRESSION AGAINST OUR COLONIAL CLASS BROTHERS? THE ANSWER OF LABOUR MUST BE NO!

The Indian masses are letting it be known that the Indian Revolution is on the order of the day. No longer will they permit of freedom "after the war" tactics. No longer will they delay the mighty movement for freedom which has been gathering for many years, and which the war has not altered.

The passing of the Congress "Quit India" resolution was the signal for the British authorities to resort to a policy of "divide and rule" by which they have sought to weaken the Indian masses and to prevent the struggle for freedom. Already the struggle has passed its halfway mark, the Government has been forced to give up its "divide and rule" policy. The slightest manifestation of sympathy by the Indian workers and peasants has been met with bitter charges, with fear gas, and in the last resort, with bullets.

SOUTIEN TOTAL A LA LIBERATION DE L'INDE

HALTE A LA TERREUR CONTRE LE PEUPLE INDIEN !

En refusant de considérer comme une solution le fait d'accorder maintenant la liberté à l'Inde, le gouvernement britannique a délibérément choisi une politique pour laquelle des milliers de soldats britanniques qui ont été envoyé en Inde prétendument pour combattre « pour la démocratie » et pour « la liberté des nations » seront utilisés dans le but d'écraser par la force armée, la lutte des masses de l'Inde pour leur liberté.

Devrions nous rester passifs et accepter que nos fils, nos frères et nos maris soient utilisés par les impérialistes comme une armée d'opposition à l'encontre de nos frères de classe coloniaux ? La réponse du mouvement ouvrier doit être NON !

Quelle politique l'Internationale communiste poursuit-elle aux Indes ?

I

Les négociations qui, pendant de longues semaines, se sont poursuivies à Londres, entre les représentants de la bourgeoisie hindoue et Mac Donald, ministre socialiste de la couronne impériale, ont traîné en longueur.

Un des problèmes qui ont occupé les débats fut le genre de la représentation des Musulmans et Hindous dans la problématique constitution indienne. Et, ici, se font jour, les rivalités des différents intérêts de la bourgeoisie de l'Inde. Etant une minorité, les Musulmans représentent l'élément des propriétaires fonciers, dont l'affermage des terres constitue la principale ressource, tandis que les hindous sont économiquement plus forts, parce qu'usuriers, industriels, Ils représentent une force économique capitaliste plus progressive vis-à-vis des premiers.

Défendant leurs intérêts les musulmans réclament des collèges électoraux séparés, afin de se garantir dans les provinces où, contrairement au Punjab et Bengale, ils sont en minorité, tandis qu'au contraire les Hindous exigent un collège électoral unique. Dans ces deux cas, les différents clans de la grande bourgeoisie se disputent une partie du pouvoir. Mais en cela même ils se retrouvent d'accord contre les masses ouvrières et paysannes; tel fut le sens de leur participation à la conférence de la Table Ronde.

En effet l'affermage des terres permet aux propriétaires fonciers, de prélever en moyenne 60 pour cent du produit net de la terre, allant jusqu'aux 7/8 lorsqu'ils fournissent l'outillage. Les usuriers ne restent pas en retard; dans le Punjab le montant de l'endettement s'élève à 80 pour cent des familles.

Comme le remarquait justement Winston Churchill : « Ce n'est pas à la Conférence de Londres qu'est le mouvement de révolte, mais aux Indes mêmes, et il faut l'étouffer à tout prix ». A Londres, ces représentants de Rajahs, Musulmans et libéraux acceptent la domination britannique, comme la leur propre. Pendant ce temps la lutte se poursuit aux Indes mêmes avec une différenciation de classe assez accentuée, d'une part la bourgeoisie nationaliste, d'autre part la paysannerie et les ouvriers.

(.....)

Les mots d'ordre avancés par la bourgeoisie ne limitent en rien ses privilèges et son exploitation de classe, ils se bornent au boycottage des marchandises étrangères, à un mouvement de non-coopération aux institutions gouvernementales, ainsi qu'à la

fameuse campagne du sel, le tout doublé de non-violence. Ainsi donc on voit que ces mots d'ordre «nationalistes» ne sont en rien révolutionnaires, et ne mettent nullement en cause l'exploitation des masses paysannes et ouvrières. Et pour cause; car cela équivaudrait pour la bourgeoisie nationaliste à saper ses propres fondements.

On sait que les masses paysannes sont particulièrement exploitées, que ce soit des ryots ou bien propriétaires de leurs terres ou des fermiers, ou zamindari. Dans les deux cas elles sont pressurées par l'Etat ou les propriétaires fonciers. Les engager à ne pas payer l'impôt uniquement à l'Etat, c'est-à-dire, aux représentants britanniques, ne se peut évidemment pas sans mettre en cause celui qu'il faut payer aux propriétaires fonciers indigènes. Et c'est là principalement que réside l'aspect fondamental de la révolution agraire. Et ici la bourgeoisie nationaliste a un intérêt commun avec la partie libérale, collaborationniste de la Table Ronde, des grands industriels et financiers. Ces problèmes ont déjà été posés dès 1920-21, à l'apogée du mouvement révolutionnaire, alors que le mouvement de non-coopération impulsé par Gandhi dépassait les bornes marquées, et prenait un caractère nettement accentué par l'intervention des masses. Et dès 1922, le comité exécutif du Congrès arrêtait que *le refus de payer les fermages aux Zamindari est contraire aux résolutions du Congrès et nuisible à l'intérêt national*. On ne peut parler avec plus de netteté. Si nous posons ainsi le problème nous voyons fort bien, que le caractère même de la politique de la bourgeoisie nationaliste est celui d'approfondir son exploitation. En cela le caractère de classe de la bourgeoisie qu'elle aille des collaborationnistes de la Table Ronde aux nationalistes, est celui de toute bourgeoisie, quelle qu'elle soit, d'un pays capitaliste ou colonial. Autrement dit, le caractère social des mouvements coloniaux ne s'élève nullement au-dessus des classes mais en est particulièrement imprégné. Comme toute révolution sociale, c'est l'hégémonie de classe de la bourgeoisie ou du prolétariat qui est en cause.

Le mouvement de non-violence, ou, pour parler plus nettement, l'utilisation, en les rendant passifs, du mécontentement et de la révolte des masses par la bourgeoisie, risque, inévitablement, de dépasser les frontières que celle-ci a bien voulu lui tracer. Le mouvement paysan croît. De nouveau parviennent, ces dernières semaines, des dépêches confirmant l'existence d'un mouvement paysan en Birmanie, la fermentation croît dans le Bengale et au Penjab. Le motif en est *la résistance au paiement de l'impôt*. Mac Donald, socialiste d'empire, agit en bon socialiste, la bible armée sur son cœur. Lord Irwin, délégué jusqu'en avril, du gouvernement de Sa Majesté vient de promulguer deux ordonnances : interdiction des plus sévères de la liberté de la presse, défense de communiquer des nouvelles sur le mouvement paysan, et d'autre part répression accrue contre le mouvement paysan, et contre tout le mouvement révolutionnaire.

Mais si la bourgeoisie ne peut, évidemment, pas s'élever contre le paiement des impôts, la paysannerie est-elle capable de résoudre elle-même le problème qui l'intéresse? Et ici même nous touchons au caractère de classe de la révolution, et à l'hégémonie du prolétariat dans toute révolution. L'orientation de la révolution est conditionnée par ses participants. Le dilemme est de savoir si la révolution sera bourgeoise ou prolétarienne. Ces deux classes sociales représentent deux étapes bien distinctes de l'évolution économique et politique. La question nationale ne peut se résoudre que dans un sens de classe. Et si national que puisse être l'intérêt, de la bourgeoisie d'un pays colonial, le problème de sa puissance se pose sur son propre

terrain, c'est-à-dire, marche en opposition sur l'arène mondiale avec le capitalisme étranger. Mais la lutte pour son indépendance économique, se trouve être en même temps l'aggravation de l'exploitation à son compte des masses laborieuses. Par là même se trouve réduite à sa juste limite la capacité « révolutionnaire » de la bourgeoisie coloniale. Et par là même se résolvent les possibilités de la bourgeoisie à résoudre les problèmes de la révolution agraire.

Aux Indes, bien plus accentué qu'en Chine, existe le régime féodal usuraire; la lutte de la paysannerie est une lutte contre la propriété foncière, pour la possession de la terre, c'est là une lutte bourgeoise, en ce sens qu'elle ne dépasse, et ne peut le faire, le stade de l'économie bourgeoise, que seul le prolétariat, se développant en antagonisme avec le capitalisme, peut franchir; sa fin étant la socialisation des moyens de production. Mais le caractère bourgeois de la révolution n'est nullement conditionné par la participation de la paysannerie. Le prolétariat joue son rôle en tant que force motrice principale de l'avenir de la révolution et de son orientation, par suite de l'incapacité de la paysannerie à jouer un rôle indépendant.

Le problème se présente ainsi sous une forme dynamique, qui se développe avec l'attitude de ses participants, qui jouent leur rôle pour solutionner les problèmes de la révolution agraire : l'abolition des rapports féodaux, de la lutte pour l'indépendance nationale, double question qui ne peut être résolue que par le caractère de classe qu'aura le pouvoir. Positivement par celui du prolétariat, négativement par celui de la bourgeoisie. C'est au prolétariat qu'il appartient d'arracher à la bourgeoisie les quelques 200 millions de paysans qui se trouvent sous sa dépendance. Et pour cela il faut au prolétariat hindou qui a déjà fait ses preuves de conscience de classe, un guide, une avant-garde consciente des buts et des moyens, en un mot : un *parti communiste*.

II

Or, qu'a fait jusqu'à présent l' I. C. sous ce rapport?

Poser cette question, c'est mettre en cause toute la ligne politique de la direction actuelle quant aux problèmes coloniaux. Après les fautes accumulées en Chine, on est malheureusement contraint de constater que non seulement la politique de l' I. C. en Chine ne s'améliore pas dans la période actuelle, mais qu'aussi aux Indes, nous assistons à la même politique qui conduisit le prolétariat chinois à la défaite de la deuxième révolution.

Brièvement résumée la politique de l' I. C. en Chine se présente comme ayant été à la remorque de la bourgeoisie, par une croyance opportuniste de l'espèce la plus vile en une capacité révolutionnaire immanente de la bourgeoisie, considération qui aboutit à lier des pieds et des mains le P. C. chinois au Kuomintang bourgeois, le tout avec une stratégie opportuniste de l'évolution graduelle des étapes de la Révolution, c'est-à-dire l'abandon de tout l'enseignement de la Révolution d'Octobre. La formulation en fut « la dictature démocratique » qui eut pour aboutissement la

dictature contre-révolutionnaire de Chang-Kai-Chek.

Nous avons vu qu'aux Indes la bourgeoisie est fermement hostile à toute la paysannerie et à la classe ouvrière parce que c'est sur leur exploitation qu'est basée sa domination. Un des problèmes les plus importants de la révolution démocratique c'est-à-dire la révolution agraire ne peut nullement être résolu par elle, parce que mettre en cause la régime foncier de l'Inde, c'est se condamner personnellement. Par conséquent c'est au prolétariat hindou qu'il incombe de réaliser sous sa dictature prolétarienne la révolution démocratique agraire et ainsi souder son alliance avec la paysannerie. Pour ce faire il faut que le P. C. garde une indépendance farouche, sa liberté d'action absolue, ayant en vue la conquête du pouvoir.

En est-il ainsi aux Indes?

III

Il y a quelques années, le logicien conséquent de la politique stalinienne aux Indes était Roy. Nullement indépendant de la politique de Staline en Chine, il en était bien au contraire le ferme soutien. Le bloc des quatre classes en Chine se concrétisait aux Indes, pour Roy, par « l'alliance démocratique révolutionnaire ». Martynov qui depuis d'innombrables années, et durant trois révolutions consécutives fut le théoricien attitré de l'évolution progressive et graduelle par étapes, avait et a en Roy un disciple des plus purs. Or il se trouve que Roy fut exclu par Staline, comme droitier et opportuniste. Bien. Mais Staline modifia-t-il sa propre politique? Nullement. Sur ce point, Palme Dutt, «spécialiste» de la question hindoue lui aussi, vient dans les numéros 30-31 de *l'Internationale Communiste* - (éd. française nov.-déc. 1930) - confirmer notre point de vue: rien de changé de l'opportunisme foncier de la politique de Staline en Orient. Martynov continue son apostolat.

Que dit en substance Palme Dutt? De 1920 à 1930 nous assistons à un rassemblement des éléments de lutte dans l'Inde. « *Et la classe ouvrière a peu à peu pris le premier plan dans ce rassemblement* ». Sous la direction de qui? Nullement du parti communiste - car : « *Tout d'abord, il n'existe aucun organisme politique organisé; aucune direction de la classe ouvrière révolutionnaire dans l'Inde, c'est-à-dire, qu'il n'existe pas de P. C. C'est là la lacune essentielle* ».

Ainsi donc, nous constatons les méfaits de la politique stalinienne pleinement solidaire de Roy, dans sa politique d' « alliance démocratique révolutionnaire », dans sa politique du « parti de l'indépendance », dans celle des partis ouvriers et paysans. Pas de P.C. alors que la classe ouvrière montrait un sens de classe, autrement conséquent que celui des Martynov. Avoir livré la classe ouvrière à elle-même, c'est avoir abandonné la direction de la lutte à la bourgeoisie, c'est avoir passivement lié la classe ouvrière à son ennemi de classe. En Chine, l'existence du P.C. força la direction stalinienne à livrer le P. C. chinois au Kuomintang et s'y subordonner. Aux Indes, jusqu'à ces derniers temps on simplifia l'opération en se dispensant de créer un parti communiste.

La défaite de la révolution chinoise démontra que le sens de classe de la bourgeoisie, fût-elle d'un pays colonial, prend nettement le dessus, lorsque dans sa lutte interimpérialiste, c'est son pouvoir qui est en question. La leçon fut assez chèrement payée pour que l'on s'en souvienne. Or, que lisons-nous dans l'article de Palme Dutt?

« *Un des aspects essentiels du rôle de la bourgeoisie dans la lutte actuelle, c'est la mauvaise volonté extrême qu'elle a manifesté pour entrer dans la lutte (« un péril fou ») ».*

Ainsi donc, par l'absence d'un P. C. on a livré à la classe ouvrière hindoue à la bourgeoisie qui manifeste de la « mauvaise volonté » à être révolutionnaire. Vraiment on aurait espéré de telles stupidités opportunistes bannies d'un parti communiste, et tandis que ceux, qui durant des années ont combattu pour un point de vue marxiste de la politique coloniale en Chine, aux Indes, comme dans tout l'Orient se trouvent traités d'opportunistes, se trouvent bannis et exilés, ce sont de telles grossièretés opportunistes qu'on publie dans l'organe du C. E. de l'I. C. ! L'expérience de la Révolution chinoise vient s'ajouter à celle de trois révolutions russes et aujourd'hui, alors qu'il y a un mouvement de masses qui grandit aux Indes, on parle de la « mauvaise volonté » de la bourgeoisie. L'absence de tout P. C. permet à la bourgeoisie indigène de prendre une allure « gauche » et de capter les masses. Mais le passé de ces mêmes Gandhi et Nehru ne permet-il pas de les dénoncer? Après avoir conseillé de « *combattre sans conditions et jusqu'à la mort aux côtés de l'Angleterre* », Gandhi personnifia la trahison de toute la bourgeoisie, envers tout mouvement de classe qui met en cause la domination même de la bourgeoisie coloniale; en son nom a été liquidé le mouvement révolutionnaire de 1919 à 1922. Le mouvement de non-violence déclenché par lui, aboutit à l'explosion des masses, lors des incidents de Chauri Chaura, où les agents anglais furent massacrés; de plus les paysans donnant un sens de classe à leur lutte se refusèrent à payer l'impôt et se virent opposer la politique du Congrès. « L'année. 1922, écrit A. Philip dans *l'Inde Moderne*, marque nettement la cassure entre l'élément populaire qui s'était donné entièrement à la cause nationale et l'élément bourgeois, terrifié, comme l'apprenti sorcier des forces qu'il avait lui-même déclenchées ». C'est là l'opinion d'un homme non suspect de communisme, encore moins de « trotskysme ».

Attend-on un Shanghai, à la manière de Chang-Kai-Chek pour se prouver définitivement la « mauvaise volonté » de la bourgeoisie, - la bourgeoisie fût-elle de « gauche », qui nous démontra déjà en Chine toutes ses capacités à détruire le mouvement révolutionnaire? Sans doute les leçons du Kuomintang de gauche et du gouvernement de Wou-Han, ne furent-elles pas une illustration assez sanglante?

La bourgeoisie et petite bourgeoisie de « gauche » aux Indes seront-elles encore plus sanglantes après avoir tempéré le mouvement révolutionnaire par la non-violence, en le détournant ainsi de son véritable cours, facilitées en cela par la politique de l'I. C.?

Gandhi ne s'est-il pas déjà repenti après les Incidents « regrettables » de Chauri-Chaura en 1922?

Mais, dira-t-on, puisqu'on daigne malgré tout apercevoir la « trahison » bourgeoise, on doit en déduire une stratégie en conséquence. Lisons donc :

« Il faut réaliser un nouveau bloc révolutionnaire de lutte dont le noyau sera constitué par les nationalistes et les paysans et dans lequel les éléments nationalistes révolutionnaires petits-bourgeois trouveront à s'orienter, comme à présent, vers la bourgeoisie nationale. Dans un pareil bloc, la classe ouvrière pourra progresser vers l'hégémonie ».

C'est donner ici un développement bien singulier au vœu platonique de la nécessité de créer un parti communiste. Car dans cette « progression » du prolétariat à travers le « bloc ouvrier-paysan » que devient le P. C. et son indépendance?

Aux Indes la Révolution agraire se heurte non seulement à la domination de la bourgeoisie, mais aussi à des propriétaires fonciers, le tout sous une domination des plus pesantes d'une bureaucratie anglo-hindoue. Pour la bourgeoisie hindoue se libérer de la domination anglaise, ne veut nullement dire détruire sa propre domination, loin de là. Aussi dans un tel pays, où les caractères du servage sont des plus prononcés, seule la classe ouvrière, sous la direction du parti communiste, peut résoudre la révolution sociale dans un sens progressif pour les masses paysannes et pour la classe ouvrière.

Aussi il ne s'agit nullement, de « progresser » vers l'hégémonie mais d'agir nettement pour prendre la direction de la lutte. Poser la question d'un bloc ouvrier-paysan, ce n'est nullement rompre avec la politique passée, au moment même où l'on avoue, que la bourgeoisie a de la « mauvaise volonté », (comme si elle a jamais eu de « bonne volonté »), c'est représenter le bloc actuel sous son autre face et continuer la même politique opportuniste des partis bi-partites » si chers à Roy.

« Plus le prolétariat est jeune, plus ses « liens » de parenté avec la paysannerie sont récents et intimes, plus la proportion de la population qu'elle constitue est grande, et plus la lutte contre toute alchimie politique « bi-partite » acquiert d'importance » (L. Trotsky. - Critique du Programme de l' I. C.). Cela est d'une plus grande importance pour l'Inde, ou pour environ 4.000.000 d'ouvriers, c'est-à-dire, de mineurs, cheminots, marins, dockers, métallurgistes etc. ... nous avons une masse de 26 millions d'ouvriers agricoles, qui, augmentés d'artisans ruinés forment une masse de 35 millions! Noyer le P. C. dans ce bloc, c'est continuer la politique passée. En 1908 Lénine écrivait : « On ne peut en aucun cas concevoir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie comme la *fusion de classes diverses ou des partis du prolétariat et de la paysannerie*. Non seulement une fusion mais *tout accord durable* serait funeste au parti socialiste de la classe ouvrière et affaiblirait, la lutte démocratique révolutionnaire » (cité par Trotsky dans la *Critique du Programme de l' I. C.*).

Vouloir présenter, ainsi que le fait Palme Dutt le bloc ouvrier-paysan comme un pas en avant de la rupture avec la bourgeoisie, équivaldrait, au contraire, à se précipiter de nouveau dans ses bras. Pour conquérir la paysannerie il ne s'agit nullement de se jeter en plein dans les bras de la petite bourgeoisie. La tâche du prolétariat « ne peut être double » selon le mot de Lénine; ce qu'il faut : « c'est soutenir et pousser les paysans jusqu'à la confiscation de n'importe quelle « propriété » seigneuriale « sacrée » dans la mesure où ces paysans agissent en révolutionnaires

démocrates » (Lénine, vol. VII, éd. française).

IV

« Mais pour la masse des ouvriers et des paysans, le renversement de l'impérialisme n'est pas une fin en soi, ce n'est qu'un moyen pour obtenir une plus large libération. Pour la classe paysanne, c'est un lien avec la révolution agraire qui tend à la suppression de la domination féodale et de la propriété. Pour les ouvriers, c'est un degré dans le développement du socialisme, vers la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ».

Cette citation suffit à juger son auteur et la politique qu'il préconise. S'il fallait une nouvelle dénonciation de la récidive opportuniste quant à la compréhension du processus et de la dynamique des révolution nationales, cet extrait de Palme Dutt serait suffisant.

Il est faux, tout d'abord, de séparer de toute lutte de classe la lutte des paysans coloniaux contre l'impérialisme. Car la lutte contre ce dernier est conditionnée par la classe qui mène le combat. La chose a d'autant plus d'importance aux Indes. Contrairement à la Chine, qui est un pays semi-colonial, l'Inde est la colonie type. La domination britannique s'incruste dans un système social des plus arriérés, aux rapports féodaux, de castes et même de servage, et en constitue un des fondements. L'industrialisation de l'Inde est liée au capital financier anglais, près de 72 pour cent des sociétés anonymes sont aux mains britanniques; l'exportation des capitaux anglais est de 15 pour cent aux Indes annuellement. On voit ainsi que la volonté « libératrice » de la bourgeoisie est limitée par ses intérêts propres et sa liaison au capital de la métropole. Dans la mesure où le capital indien participe aux entreprises, il ne peut tirer ses ressources que du capital usuraire, c'est-à-dire de l'exploitation des masses paysannes.

Aussi l'indépendance de l'Inde est intimement liée au mouvement social de l'Inde, en premier lieu à la révolution agraire. Mais cela même ne peut se faire, que sous la direction de la seule classe révolutionnaire : la classe ouvrière. Car le mouvement paysan ne peut rester stagnant dans des « guerres de paysans » mais peut contribuer à donner une solution révolutionnaire à la crise sociale sous la direction de l'unique classe capable d'assumer un pouvoir antagoniste à celui du capitalisme et de la bourgeoisie : la *dictature prolétarienne*. Le potentiel révolutionnaire du prolétariat acquiert d'autant plus de force, qu'il se trouve aux Indes en face d'une industrie centralisée; 3/4 des salariés sont employés dans des entreprises de plus de 400 ouvriers, d'autre part le capital bancaire se trouve ainsi que tout le commerce concentré aux mains de la grande bourgeoisie, ce qui réduit les possibilités, déjà limitées des louvoisements de la petite bourgeoisie. L'unique utilisation positive du mouvement retombe ainsi sur le prolétariat.

Ainsi donc on voit comment le développement de Palme Dutt, est nettement opportuniste, en présentant la lutte contre l'impérialisme comme un moyen plus large de libération, alors que c'est la libération des masses exploitées qui représente la lutte contre l'impérialisme. Ce n'est que la révolution prolétarienne appuyée sur les masses paysannes qui permettra de se libérer de l'impérialisme. La position actuelle de Palme Dutt, et de toute la bureaucratie s'identifie pleinement avec la politique menée

en Chine, qui présentait la lutte se développant graduellement. D'abord la lutte en commun avec la bourgeoisie contre l'impérialisme, ensuite une différenciation de classe, au lieu du bloc « anti-impérialiste des quatre classes ». La position n'a en rien varié. La défaite de la révolution chinoise, lourde du sang des prolétaires chinois n'a rien appris à tous ces « spécialistes » de la question coloniale. Ils récidivent. Le programme rédigé au VI^e congrès par le « bourgeois libéral » Boukharine, reste leur credo intangible, que Safarov nous délaie mensuellement dans le *Bolchévik*, organe théorique du P. C. R.

La lutte présente aux Indes est liée tout d'abord, à la constitution du parti communiste, constitution sabotée jusqu'à ces dernières semaines par Staline et ses « spécialistes coloniaux ». Des années ont été perdues à soutenir le marxisme d'opérette de Roy. A ce parti il faut une ligne directrice nette. Un mot d'ordre de mobilisation des masses. Actuellement, la paysannerie qui gronde tend à développer son mouvement et risque de faire explosion. Ce qu'il faut au prolétariat et à son parti, c'est diriger cette lutte et lui donner un sens précis. La révolution développe actuellement aux Indes son étape démocratique, période dans laquelle il ne faut pas permettre à la bourgeoisie comme cela est jusqu'à présent, de prendre pied et pour cela il faut avancer le mot d'ordre conséquent *d'Assemblée Constituante*, qui doit, aux yeux de la paysannerie, concrétiser la prise de possession de la terre, la libération du fardeau des impôts fonciers, et pour la classe ouvrière, l'amélioration de son sort et la réduction de sa journée de travail à huit heures alors qu'elle est présentement de 12 à 15 heures. Mot d'ordre de mobilisation des masses, pour permettre au P.C. et à la classe ouvrière de prendre possession d'eux-mêmes. Mais ce mot d'ordre n'est pas, en aucun cas, un but en soi, car les problèmes ne peuvent nullement trouver leur solution dans un parlementarisme, il reste une question de force entre le prolétariat et la bourgeoisie en dernier lieu. C'est ce que ne veulent nullement comprendre les mencheviks qui siègent au C. E. de l'I. C. Car ainsi que toute l'opposition ne cesse de le répéter, la solution des tâches démocratiques ne peut être assurée indépendamment par la petite bourgeoisie, en premier lieu par la paysannerie mais *uniquement par la dictature du prolétariat*. Car la discussion ne roule pas sur « le rôle décisif de la paysannerie en tant qu'allié, ni sur l'importance capitale de la révolution agraire, mais s'il est possible qu'en Chine il y ait une révolution agraire démocratique indépendante, ou bien que la « nouvelle édition d'une guerre de paysans » mettra en avant la dictature du prolétariat (1) ».

C est là que gît le problème qui se pose aussi aux Indes comme dans tout l'Orient. L'exemple de la Chine nous a démontré que la bourgeoisie est incapable d'assumer les tâches de la révolution nationale. Cette démonstration d'un pays semi-colonial acquiert d'autant plus d'importance pour un pays colonial comme l'Inde.

Substituant le menchévisme à la doctrine marxiste, l'actuelle direction mène le prolétariat à la défaite. Il n'est que temps d'y remédier et pour cela de revenir à Marx, à Lénine, c'est-à-dire à la conception de la *révolution permanente*, autrement dit à celle du rôle dirigeant du prolétariat moderne dans la conduite de la révolution jusqu'à l'établissement de son pouvoir. Au delà il n'y a qu'opportunisme et révisionnisme, dans la croyance des plus grossières à la capacité révolutionnaire de la bourgeoisie ou, à défaut, de celle - non moins condamnée par l'histoire de toutes les révolutions - de la petite bourgeoisie à jouer un rôle indépendant, ce qui ne s'est

jamais vu.

Le développement de la Révolution hindoue se trouve actuellement à la croisée des chemins. *Il n'est que temps* de se ressaisir. Sinon c'est une défaite révolutionnaire qu'on prépare, entraînant une fois de plus l'affaiblissement des positions de la révolution mondiale et de l'I. C. Il n'est que temps d'engager la lutte dans une juste compréhension de l'étape présente, et par la constitution d'un P. C. guidé par la conception marxiste de l'I. C., celle de Marx, Lénine, Trotsky.

JEAN-JACQUES.

P. S. - Depuis que cet article a été écrit, le C. E. de l'I. C. vient de publier un projet *de programme d'action pour le P. C. de l' Inde* (qui est encore à créer). Nous l'examinerons dans le prochain numéro. - J.-J.

(1) L. Trotsky. - *La Révolution Permanente*, p. 134, (éd. russe).

Publié dans **La Lutte de Classes**, revue théorique mensuelle de la Ligue Communiste, section française de l'opposition communiste de gauche internationale, n° 27, janvier 1931

Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso (1986-1996)

Serie: DAGLI ARCHIVI DEL BOLSCEVISMO

- n. 1, marzo 1986: Lev Trotsky, *Agonija kapitalizma i zadachi Chetvertogo Internatsionala (Mobilizatsiya mass vo-krug perekhodnikh trebovaniy kak podgotovka k zavoevaniyu vlasti)*, pp. 18, L. 3.000
- n. 2, maggio 1988: V.I.Lenin-L.Trotsky, *In lotta contro lo stalinismo. La vera storia del "testamento" di Lenin* (In appendice: Pierre Frank, "L'ultimo turbamento" di Lenin"), pp. 52, L. 8.000
- n. 3, luglio 1988: Raya Dunayevskaya, *Trotsky, l'uomo* (In appendice: L.Trotsky-R.Dunayevskaya, *Carteggio 1937-39*), pp. 64, L. 10.000
- n. 4, novembre 1989: Lev Trotsky, *La Quarta Internazionale e la guerra* (10 giugno 1934), pp. 40, L. 6.000
- n. 5, giugno 1990: Lev Trotsky, *Vers le capitalisme ou vers le socialisme?* (août 1925), Reprint, pp. 32, L. 6.000
- n. 6, agosto 1990: Michel Raptis-Joseph Hansen-Natalia Sedova-Jean van Heijenoort, *L'assassinio di Trotsky*, pp. 56, L. 9.000
- n. 7, ottobre 1990: Lev Trotsky, *L'Esercito Rosso. Discorso su "Il potere dei consigli e l'imperialismo internazionale" tenuto a Mosca il 21 aprile 1918*, Reprint, pp. 24, L. 5.000
- n. 8, maggio 1991: David Korner (Barta)-Natalia Sedova, *Correspondance 1946-1949*, pp. 20, L. 4.000
- n. 9, luglio 1991: Wilhelm Reich-Lev Trotsky, *Carteggio 1933-1935*, pp. 20, L. 4.000
- n. 10, ottobre 1991: Pietro Tresso (Blasco), *Marxismo e questione nazionale* (1935), pp. 16, L. 3.000
- n. 11, dicembre 1991: Lev Trotsky, *Un dramma giudiziario (Il processo Beilis)* (novembre 1913), Reprint, pp. 16, L. 3.000
- n. 12, aprile 1992: David Korner (Barta), *Rapport sur l'organisation* (juillet 1943), pp. 20, L. 4.000
- n. 13, novembre 1992: Lev Trotsky, *La natura di classe dello stato sovietico* (1° ottobre 1933), pp. 36, L. 6.000
- n. 14, maggio 1993: David Korner (Barta), *"L'Ouvrier"* (n° 2 et n° spécial, janvier 1940), pp. 20, L. 4.000
- n. 15, marzo 1994: Victor Serge, *De Lénine à Staline* (1936), Reprint, pp. 72, L. 12.000
- n. 16, luglio 1994: Lev Trotsky, *Perché Stalin ha sconfitto l'opposizione?* (12 novembre 1935), pp. 24, L. 5.000
- n. 17, gennaio 1995: Alfonso Leonetti, *Bordighismo e trotskismo* (1932) [Avec texte français], pp. 28, L. 5.000
- n. 18, luglio 1995: *La Verità, Organo della Sezione Italiana della Lega Comunista-Internazionalista (Bolscevichi-Leninisti)* [n. 1, marzo 1934-n. 2, aprile 1934], pp. 52, L. 9.000
- n. 19, luglio 1996: Lev Trotsky, *Rosa Luxemburg: difesa e critica di una rivoluzionaria. Due articoli e un discorso*, pp. 68, L. 12.000

Serie: STUDI E RICERCHE

- n. 1, maggio 1986: Paolo Casciola, *Appunti di storia del trotskismo italiano (1930-1945)*, pp. 50, L. 8.000
- n. 2, giugno 1987: Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945* (fascicolo 1), pp. 36 (1-36), L. 6.000
- n. 3, luglio 1987: Paolo Casciola, *Il trotskismo e la rivoluzione in Italia (1943-1944)* (In appendice: "Manifesto del Segretariato Provvisorio Europeo. Agli operai, ai contadini e ai soldati italiani", 8 agosto 1943), pp. 28, L. 5.000
- n. 4, settembre 1987: Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945* (fascicolo 2), pp. 36 (37-72), L. 6.000
- n. 5, novembre 1987: Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945* (fascicolo 3), pp. 36 (73-108), L. 6.000
- n. 6, gennaio 1988: Zygmunt Zaremba, *1944: La Comune di Varsavia. Tradita da Stalin, massacrata da Hitler*, ESAURITO
- n. 7, agosto 1988: Arturo Peregalli, *Antonio Gramsci. Idealismo, produttivismo e nazione*, pp. 12, L. 3.000
- n. 8, ottobre 1988: Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945* (fascicolo 4), pp. 36 (109-144), L. 6.000
- n. 9, novembre 1988: Diego Giachetti, *Alle origini dei Gruppi Comunisti Rivoluzionari 1947-1950. Una pagina di storia del trotskismo italiano*, pp. 72, L. 10.000
- n. 10, dicembre 1988: Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945* (fascicolo 5), pp. 36 (145-180), L. 6.000
- n. 11, gennaio 1989: Richard B. Day, *La teoria dei cicli lunghi. Kondratiev, Trotsky, Mandel* (In appendice: Lev Trotsky, "La curva dello sviluppo capitalistico", 21 giugno 1923), pp. 24, L. 5.000
- n. 12, febbraio 1989: Ante Ciliga, *Come Tito si impadronì del Partito Comunista Jugoslavo*, pp. 20, L. 4.000
- n. 13, marzo 1989: Archivio Gambino-Verdoja, *Catalogo. Materiali per una storia dei Gruppi Comunisti Rivoluzionari 1949-1975*, pp. 40, L. 7.000
- n. 14, aprile 1989: Andy Cleminson-Keith Hassell, *Antonio Gramsci e la tradizione rivoluzionaria*, pp. 28, L. 5.000

- n. 15, maggio 1989: Peter Fryer, *La tragedia ungherese. 1956: Cronaca di una rivolta proletaria contro la burocrazia stalinista*, Reprint, pp. 40, L. 7.000
- n. 16, giugno 1989: Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945* (fascicolo 6), pp. 36 (181-216), L. 6.000
- n. 17, febbraio 1990: Arturo Peregalli, *Il Partito Comunista Internazionalista 1942-1945*, pp. 40, L. 7.000
- n. 18, aprile 1990: Paolo Casciola, *Trotsky e le lotte dei popoli coloniali* (In appendice: Lev Trotsky, "Rivoluzione e guerra in Cina", 5 febbraio 1938), pp. 24, L. 5.000
- n. 19, dicembre 1990: Diego Giachetti, *I Gruppi Comunisti Rivoluzionari tra analisi e prospettive 1948-1951. Il contesto nazionale e internazionale nei primi anni della "Guerra Fredda"*, pp. 60, L. 10.000
- n. 20, febbraio 1991: Pierre Broué, *Trotsky e la Rivoluzione francese* (In appendice: P. Broué, "Christian Rakovsky e l'analogia con il Terrore"), pp. 28, L. 5.000
- n. 21, aprile 1991: Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945* (fascicolo 7), pp. 36 (217-240 + I-VIII), L. 6.000
- n. 22, febbraio 1992: Diego Giachetti, *La svolta entrista. La Quarta Internazionale e i Gruppi Comunisti Rivoluzionari negli anni 1951-1953*, pp. 80, L. 12.000
- n. 23, giugno 1992: Edmund Samarakkody, *La lotta per il trotskismo a Ceylon*, pp. 48, L. 8.000
- n. 24, settembre 1992: Giuseppina (Pina) Verdoja, *Una trotskista nel dopoguerra* (Intervista a cura di Diego Giachetti), pp. 36, L. 6.000
- n. 25, gennaio 1993: Bruno Rizzi, *Dove va l'URSS? (1937)*, Reprint, pp. 52, L. 9.000
- n. 26, febbraio 1993: Manuel Fernández Grandizo (G. Munis)-Jaime Fernández Rodríguez, *Rectificaciones a Rectificatifs aux "Cahiers Léon Trotsky" N° 3*, pp. 24, L. 5.000.
- n. 27, aprile 1993: Agustín Guillamón Iborra, *I bordighisti nella guerra civile spagnola*, pp. 44, L. 8.000
- n. 28, luglio 1993: Michel Dreyfus, *Il socialismo di sinistra in Europa tra le due guerre*, pp. 32, L. 6.000
- n. 29, ottobre 1993: Ante Ciliga, *L'insurrezione di Kronstadt e il destino della rivoluzione russa*, pp. 20, L. 4.000
- n. 30, dicembre 1993: Virginia Gervasini, *Gli insegnamenti della sconfitta della rivoluzione spagnola (1937-1939)*, pp. 40, L. 7.000
- n. 31, maggio 1994: Henri Mercillon, *Quando l'URSS di Stalin svendeva il suo patrimonio artistico (1928-1932)*, pp. 20, L. 4.000
- n. 32, settembre 1994: Diego Giachetti, *I Gruppi Comunisti Rivoluzionari negli anni della ripresa capitalistica e della "destalinizzazione" 1954-1959*, pp. 80, L. 12.000
- n. 33, novembre 1994: Isaac Deutscher, *L'uomo socialista*, pp. 28, L. 5.000
- n. 34, marzo 1995: Livio Maitan, *Attualità di Gramsci e politica comunista*, Reprint, pp. 48, L. 8.000
- n. 35, maggio 1995: Clé, *Bulletin mensuel de la FIARI (Fédération Internationale de l'Art Révolutionnaire Indépendant) [n° 1, 1er janvier 1939-n° 2, février 1939]*, Reprint, pp. 32, L. 6.000
- n. 36, settembre 1995: Paolo Casciola, *Giovanna Costantini [Jeanne Apik] (1903-1995)* [Avec texte français], pp. 28, L. 5.000
- n. 37, novembre 1995: Arturo Peregalli, *Simone Weil e lo stalinismo (1932-1933)*, pp. 36, L. 6.000
- n. 38, gennaio 1996: Fausto Bucci-Paolo Casciola (con la collaborazione di Claudio Carboncini), *Cristofano Salvini (1895-1953). Un rivoluzionario italiano nella guerra civile spagnola*, pp. 88, L. 14.000
- n. 39, marzo 1996: Jacques Ramboz, *L'internationalisme de l'Union Communiste (Trotskyiste)*, suivi de *La guerre d'Indochine et les travailleurs français* (1949), pp. 28, L. 5.000
- n. 40, maggio 1996: Cristofano Salvini, *"Dopo inaudite sofferenze..." Racconto autobiografico* (A cura di Fausto Bucci, Claudio Carboncini e Paolo Casciola), pp. 40, L. 7.000

FUORI COLLEZIONE

- Paolo Casciola, *Pietro Tresso militante trotskista (1930-1944)*, [1985], pp. 76, L. 8.000
- Paolo Casciola, *Trotsky and the Struggles of Colonial Peoples*, agosto 1990, pp. 32, L. 3.000
- Leslie Goonewardene, *A Short History of the Lanka Sama Samaja Party*, Reprint, gennaio 1992, pp. 72, L. 6.000
- Victor Serge, *Lettres à Antoine Borie*, Reprint, marzo 1992, pp. 44, L. 5.000
- Paolo Casciola, *Edmund Samarakkody (1912-1992)* (In appendice: E. Samarakkody, "The Root and the Flower. A Short History of the Lanka Sama Samaja Party", febbraio 1960), gennaio 1993, pp. 36, L. 3.000
- Paolo Casciola, *Virginia Gervasini (1915-1993)* (In appendice: V. Gervasini, "La cause de la débâcle d'Espagne: absence du parti révolutionnaire dans la guerre civile", 20 febbraio 1939), gennaio 1994, pp. 32, L. 3.000
- Leslie Goonewardene, *The Differences Between Trotskyism and Stalinism* (1954), Reprint, aprile 1995, pp. 32, L. 3.000
- Marcel Martinet, *Où va la révolution russe? L'affaire Victor Serge* (1933), Reprint, aprile 1996, pp. 36, L. 3.000

Gli arretrati possono essere richiesti inviando il relativo importo complessivo

— più lire 5.000 quale contributo fisso per spese di spedizione —

tramite vaglia postale intestato a:

Paolo Casciola - C.P. 154 - 50100 Firenze.

Léon Trotsky

La révolution en Inde

Ses tâches et ses dangers.

(30 mai 1930)

L'Inde est le pays colonial classique comme la Grande-Bretagne est la métropole classique. Toute la cruauté des classes dirigeantes et toutes les formes d'oppression que le capitalisme a utilisées contre les peuples arriérés d'Orient est résumé de la façon la plus complète et la plus épouvantable dans l'histoire de la gigantesque colonie sur laquelle les impérialistes britanniques se sont installés comme des sangsues pendant le dernier siècle et demi. La bourgeoisie britannique a soigneusement cultivé chaque vestige de barbarie et toutes les institutions médiévales qui pouvaient être utiles à l'oppression de l'homme par l'homme. Elle a contraint ses agents féodaux à s'adapter à l'exploitation capitaliste coloniale et en a fait son lien, son organe, sa courroie de transmission à l'égard des masses.

Les impérialistes britanniques se vantent de leurs chemins de fer, de leurs canaux, de leurs entreprises industrielles en Inde dans lesquelles ils ont investi presque l'équivalent de quatre milliards de dollars en or. Les avocats de l'impérialisme comparent triomphalement l'Inde actuelle avec l'Inde avant l'occupation coloniale. Mais qui peut douter un instant qu'une nation douée et forte de 320 millions d'habitants se développerait incomparablement plus vite et avec plus de succès si elle était affranchie du fardeau du pillage systématique et organisé ? Il suffit de mentionner les quatre milliards de dollars qui représentent l'investissement britannique en Inde pour imaginer ce que la Grande-Bretagne retire de l'Inde en cinq ou six ans.

Accordant à l'Inde des doses soigneusement mesurées de technologie et de culture, juste ce qu'il faut pour faciliter l'exploitation de la richesse du pays, les Shylock de la Tamise ne pouvaient cependant pas empêcher les idées de l'indépendance économique et nationale et de liberté de se répandre de plus en plus largement dans les masses.

Comme dans les pays bourgeois plus anciens, les nombreuses nationalités qui existent en Inde ne peuvent fusionner en une seule nation que par une révolution qui les liera de plus en plus l'une à l'autre comme un tout. Mais, contrairement aux vieux pays, la révolution en Inde est une révolution coloniale dirigée contre des oppresseurs étrangers. Plus, c'est la révolution d'un pays historiquement arriéré où le servage féodal, les divisions de caste coexistent avec les antagonismes de classe de la bourgeoisie et du prolétariat, qui ont été grandement exacerbés dans la dernière période.

Le caractère colonial de la révolution indienne contre un des oppresseurs les plus

puissants du monde masque dans une certaine mesure les antagonismes sociaux internes du pays, particulièrement aux yeux de ceux pour qui cette dissimulation est avantageuse. En réalité, la nécessité de rejeter le système de l'oppression impérialiste dont les racines sont étroitement mêlées avec les vieilles formes d'exploitation locales, exige un effort révolutionnaire extraordinaire de la part des masses indiennes et en soi donne un élan considérable à la lutte de classes. L'impérialisme britannique n'abandonnera pas ses positions de son plein gré. Tout en frétilant humblement devant les Etats-Unis, il dirigera toute son énergie et toute sa ruse contre l'Inde insurgée.

Quelle instructive leçon historique. La révolution indienne, même à son étape actuelle, alors qu'elle n'a coupé avec la direction traîtresse de la bourgeoisie nationale, est écrasée par le gouvernement « socialiste » de MacDonald. Les répressions sanglantes de ces canailles de la IIe Internationale, qui promettent d'introduire pacifiquement le socialisme dans leur pays représentent la première livraison de ce que l'impérialisme britannique a en réserve pour l'Inde. Les aimables délibérations social-démocrates sur la réconciliation des intérêts de la Grande-Bretagne bourgeoise avec l'Inde démocratique sont un supplément nécessaire de la sanglante répression de MacDonald qui est toujours prêt, entre deux exécutions, à la mille et unième commission de réconciliation.

La bourgeoisie britannique comprend très bien que la perte de l'Inde signifierait non seulement l'effondrement de sa puissance mondiale déjà pourrie mais aussi un effondrement social chez elle. C'est une lutte à mort. Toutes les forces seront mises en mouvement. Cela signifie que la révolution devra mobiliser toutes ses ressources. Des millions d'hommes ont commencé à se mettre en branle. Ils ont démontré une telle puissance spontanée que la bourgeoisie nationale a été obligée d'agir pour maîtriser le mouvement afin d'émousser son tranchant révolutionnaire.

Le mouvement de résistance passive de Gandhi est le nœud tactique qui lie la naïveté et l'aveuglement généreux des petits-bourgeois éparpillés aux manœuvres traîtresses de la bourgeoisie libérale. Le fait que le président de l'Assemblée législative indienne, c'est à dire l'institution officielle pour la collusion avec l'impérialisme, ait abandonné son poste pour prendre la tête du mouvement pour le boycottage des biens britanniques a un caractère profondément symbolique. « Nous vous prouverons », disent les éléments de la bourgeoisie nationale à ces messieurs de la Tamise, « que nous vous sommes indispensables, que vous n'arriverez pas sans nous à apaiser les masses et , pour cela, nous vous présenterons la note ».

En guise de réponse, MacDonald a mis Gandhi en prison. Il est possible que le laquais aille plus loin que ne le veut le maître, car il en fait plus que nécessaire afin de pleinement démontrer sa soumission. Il est possible que les conservateurs, impérialistes sérieux et expérimentés, ne seraient pas allés aussi loin à cette étape. Mais d'un autre côté, les dirigeants nationaux de la résistance passive ont eux-mêmes grand besoin de la répression pour rehausser leur réputation bien ébranlée. MacDonald leur rend ce service. Tout en faisant tirer sur les ouvriers et les paysans, il arrête Gandhi après l'avoir prévenu, exactement comme le Gouvernement provisoire russe arrêtait les Kornilov et les Denikine.

Si l'Inde est une composante de la domination interne de la bourgeoisie britannique, alors, de même, la domination impérialiste du capital britannique sur l'Inde

est un élément composant de l'ordre interne de l'Inde. Cette question ne peut être simplement réduite à celle de l'expulsion de quelques dizaines de milliers d'exploiteurs étrangers. Ils ne peuvent être séparés des oppresseurs de l'intérieur et, plus la pression des masses grandit, moins les oppresseurs de l'intérieur veulent se séparer des oppresseurs étrangers. De même qu'en Russie la liquidation du tsarisme avec son endettement à l'égard du capital financier mondial n'a été possible que parce que, pour la paysannerie, l'abolition de la monarchie était nécessaire à la liquidation des grands propriétaires financiers, en Inde la lutte contre l'oppression impérialiste développe dans les masses innombrables de la paysannerie opprimée et semi-paupérisée l'idée qu'il faut liquider les grands propriétaires féodaux, leurs agents et intermédiaires, les fonctionnaires locaux et les hyènes de l'usure.

Le paysan indien veut une distribution « juste » de la terre. C'est la base de la démocratie. Et c'est en même temps la base sociale de la révolution démocratique dans son ensemble.

A la première étape de leur lutte, les paysans arriérés, inexpérimentés et dispersés, qui, dans chaque village s'opposent aux représentants individuels d'un régime haï recourent toujours à la résistance passive. Ils ne paient pas loyers ou taxes, ils se cachent dans les bois, désertent du service militaire, etc. Les formules tolstoïennes de résistance passive étaient en un sens la première phase de l'éveil révolutionnaire des masses paysannes russes. Le gandhisme représente le même phénomène en ce qui concerne les masses du peuple indien. Plus Gandhi est personnellement « sincère », plus il est utile aux maîtres en tant qu'instrument pour discipliner les masses. Le soutien de la bourgeoisie à la résistance passive à l'impérialisme n'est qu'une condition préliminaire à sa résistance sanglante aux masses révolutionnaires.

Des formes passives de lutte, les paysans sont plus d'une fois dans l'histoire passés aux guerres les plus extrêmes et les plus sanguinaires contre leurs ennemis immédiats: les propriétaires, les fonctionnaires locaux et les usuriers. Le Moyen Age a connu nombre de guerres paysannes semblables en Europe; mais il est aussi plein de répressions impitoyables contre les paysans. La résistance passive des paysans aussi bien que leurs sanglants soulèvements ne peuvent devenir une révolution que sous la direction d'une classe urbaine qui devient alors le chef de la nation révolutionnaire et, après la victoire, le porteur du pouvoir révolutionnaire. A l'époque actuelle, seul le prolétariat est une telle classe, même en Orient.

Il est vrai que le prolétariat indien est plus faible numériquement que même le prolétariat russe à la veille de 1905 ou 1917. Cette dimension relativement réduite du prolétariat en Russie était l'argument principal de tous les philistins, de tous les Martynov, de tous les mencheviks, contre la perspective de la révolution permanente. L'idée même que le prolétariat russe, écartant la bourgeoisie, pouvait s'emparer de la révolution agraire des paysans, l'encourager et monter sur sa vague jusqu'à la dictature révolutionnaire leur semblait fantaisiste. Ils pensaient qu'ils étaient réalistes quand ils comptaient sur la bourgeoisie libérale, s'appuyant sur les masses des villes et de la campagne, pour réaliser la révolution démocratique. Mais il s'avéra que les statistiques de population n'étaient pas des indicateurs pour le rôle économique et politique des différentes classes. La révolution d'Octobre l'a montré une fois pour toutes et de façon très convaincante.

Si le prolétariat indien est aujourd'hui plus faible numériquement que le russe, cela ne signifie nullement que ses possibilités révolutionnaires ne soient pas aussi grandes; la faiblesse numérique du prolétariat russe comparé aux prolétariats américain et britannique n'a pas été un obstacle à la dictature du prolétariat en Russie. Au contraire, toutes les particularités sociales qui ont rendu la révolution d'Octobre possible et inévitable existent en Inde sous une forme plus aiguë. Dans ce pays de paysans pauvres, l'hégémonie de la ville n'est pas moins établie que dans la Russie tsariste. La concentration de la puissance industrielle, commerciale et bancaire aux mains de la bourgeoisie et principalement de la bourgeoisie étrangère, d'un côté, la croissance rapide d'un prolétariat industriel de l'autre, excluent la possibilité d'un rôle indépendant de la petite bourgeoisie urbaine et même dans une certaine mesure de la petite bourgeoisie intellectuelle. Cela transforme la mécanique politique de la révolution en lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour la direction des masses paysannes. Il ne manque qu'une seule condition: un parti bolchévique. Et c'est là le problème.

Nous avons constaté la façon dont Staline et Boukharine ont appliqué la conception menchévique de la révolution démocratique à la Chine. Armée d'un appareil puissant, ils ont été capables d'appliquer dans l'action les formules menchéviques et, pour cette raison, ont été obligés de les pousser à leur terme. Pour assurer le rôle dirigeant de la bourgeoisie, dans la révolution bourgeoise, (c'est l'idée de base du menchévisme russe), la bureaucratie stalinienne a transformé le jeune P.C. de Chine en une section subordonnée du parti bourgeois national. Selon les termes sur lesquels Staline et Tchiang Kai-chek s'étaient officiellement mis d'accord (par l'intermédiaire de l'actuel commissaire à l'éducation, Boubnov), les communistes ne pouvaient occuper qu'un tiers des postes à l'intérieur du Guomindang. Le parti du prolétariat est ainsi entré dans la révolution comme captif officiel de la bourgeoisie avec la bénédiction de l'Internationale communiste. Le résultat est connu: la bureaucratie stalinienne a détruit la révolution chinoise. Cela constitue un crime politique sans équivalent dans l'histoire.

En même temps que l'idée réactionnaire du socialisme dans un seul pays en 1924, Staline a avancé le mot d'ordre des « partis ouvriers et paysans à deux classes », pour l'Inde comme pour tous les pays d'Orient. C'était là un autre mot d'ordre qui continuait à exclure une politique indépendante et un parti indépendant du prolétariat. Le malheureux Roy est devenu, depuis ce temps, l'apôtre du parti fourre-tout au-dessus des classes, « populaire » ou « démocratique ». L'histoire du marxisme, les développements du XIXe siècle, l'expérience des trois révolutions russes, tout, tout est passé devant ces messieurs sans laisser de trace. Ils n'ont pas encore compris que le « parti ouvrier et paysan » n'est concevable que sous la forme du Guomindang, c'est-à-dire sous la forme d'un parti bourgeois qui entraîne derrière lui les ouvriers et les paysans pour les trahir et les écraser ensuite. Il n'a jamais existé dans l'histoire d'autre type de parti au-dessus des classes, fourre-tout. Après tout cela, Roy - agent de Staline en Chine, prophète de la lutte contre le « trotskysme » et exécutant du « bloc martynoviste des quatre classes » - est devenu le bouc émissaire des crimes de la bureaucratie stalinienne après la défaite inévitable de la révolution chinoise.

Pendant six ans en Inde on s'est livré à des expériences débilantes et démoralisantes pour réaliser la formule stalinienne des partis à deux classes, ouvriers et paysans. Les résultats sont là: de faibles « partis ouvriers et paysans » de province, qui vacillent, claudiquent ou simplement se désintègrent et disparaissent précisément au moment où ils sont supposés agir, au moment de la marée révolutionnaire. Mais il

n'existe pas de parti prolétarien. Il faudra le créer à la chaleur des événements. Et pour cela, il est nécessaire d'enlever tout le fatras accumulé par la direction bureaucratique. Telle est la situation ! Depuis 1924, la direction de l'Internationale communiste a fait tout son possible pour laisser le prolétariat indien impuissant, pour affaiblir la volonté de l'avant-garde, pour lui rogner les ailes.

Pendant que Roy et les autres élèves de Staline perdaient de précieuses années à élaborer un programme démocratique pour un parti au-dessus des classes, la bourgeoisie nationale a tiré un profit maximum de leur gaspillage pour prendre le contrôle des syndicats.

Un Guomindang a été créé en Inde, non en tant que parti politique, mais comme « parti » à l'intérieur des syndicats. Maintenant cependant ses créateurs ont été effrayés de leur propre œuvre et se sont retirés, calomniant les « exécutants ». Cette fois, on le sait, les centristes ont sauté "à gauche", mais cela n'arrange rien. La position officielle de l'Internationale communiste sur les problèmes de la révolution indienne est un tel fouillis de confusion que cela semble particulièrement destiné à désorienter l'avant-garde prolétarienne et la plonger dans le désespoir. Au moins la moitié du temps, cela arrive parce que la direction s'efforce sans cesse de dissimuler ses erreurs de la veille. Le reste de la confusion peut être attribué à la nature malheureuse du centrisme.

Nous ne faisons pas référence maintenant au programme de l'Internationale communiste qui donne un rôle révolutionnaire à la bourgeoisie coloniale, approuvant totalement les constructions de Brandler et Roy, qui continuent à porter le chapeau Martynov-Staline. Et nous ne parlons pas des innombrables éditions des Problèmes du léninisme où, dans toutes les langues du monde, le discours sur les partis à deux classes, ouvriers et paysans, continue. Non. Nous nous bornons à l'actualité, à la dernière façon de poser la question en Orient, conformément aux erreurs de la troisième période de l'Internationale communiste.

Le mot d'ordre central des staliniens pour l'Inde, comme pour la Chine, reste encore la dictature démocratique des ouvriers et des paysans. Personne ne sait, personne n'explique, parce que personne ne comprend ce que ce mot d'ordre signifie à présent, en 1930, après l'expérience des quinze années écoulées. En quoi la dictature démocratique des ouvriers et des paysans diffère-t-elle de la dictature du Guomindang qui a massacré les ouvriers et les paysans ? Les Manouilsky et les Kuusinen répondront peut-être qu'ils parlent maintenant de la dictature des trois classes (ouvriers, paysans et petite bourgeoisie urbaine) et pas de quatre comme en Chine où Staline a si heureusement attiré dans ce bloc son allié Tchiang Kai-chek.

S'il en est ainsi, répondons-nous, alors faites un effort pour nous expliquer pourquoi vous rejetez la bourgeoisie nationale comme un allié en Inde, ce même allié pour le rejet duquel en Chine vous avez exclu les bolchéviks du parti communiste avant de les emprisonner ? La Chine est un pays semi-colonial.

Il n'y a pas en Chine de caste puissante de seigneurs féodaux avec leurs agents. Mais l'Inde est un pays colonial classique avec de puissants restes du régime de caste féodal. Si Staline et Martynov font découler le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie chinoise de la présence en Chine d'une oppression étrangère et de vestiges féodaux, chacune de ces raisons devrait être deux fois plus valable dans l'application à l'Inde.

Cela veut dire que la bourgeoisie indienne, conformément à la lettre du programme de l'I.C., a infiniment plus de droits à revendiquer son inclusion dans le bloc stalinien que la bourgeoisie chinoise avec son inoubliable Tchiang Kai-chek et le « loyal » Wang Jingwei . Mais puisque ce n'est pas le cas, puisque, en dépit de l'oppression de l'impérialisme britannique et de tout l'héritage du Moyen Age, la bourgeoisie indienne n'est capable que d'un rôle contre-révolutionnaire et non révolutionnaire - alors il vous faut condamner implacablement votre propre politique de trahison en Chine et corriger immédiatement votre programme dans lequel cette politique n'a laissé de façon couarde que de sinistres traces !

Mais cela n'épuise pas la question. Si on construit en Inde un bloc sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie, qui va le diriger ? Les Manouilsky et les Kuusinen vont peut-être répondre avec leur habituelle indignation hautaine : « Quoi, le prolétariat, bien sûr ! ». Bien, répondons-nous, tout à fait digne d'éloges. Mais si la révolution indienne se développe sur la base d'un bloc des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie, si ce bloc est dirigé non contre l'impérialisme et le féodalisme mais aussi contre la bourgeoisie nationale liée à eux dans toutes les questions fondamentales; si, à la tête de ce bloc, se tient le prolétariat; si le bloc remporte la victoire en balayant ses ennemis par une insurrection armée et élève ainsi le prolétariat au rôle de dirigeant réel de toute la nation - alors la question se pose : entre quelles mains le pouvoir sera-t-il après la victoire, sinon dans celles du prolétariat ? Que signifie dans un tel cas la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, distincte de la dictature du prolétariat dirigeant la paysannerie ? En d'autres termes, en quoi l'hypothétique dictature des ouvriers et des paysans diffèrera-t-elle de la dictature véritable établie par Octobre ?

Il n'existe pas de réponse à cette question. Il ne peut pas y en avoir. A travers ce cours de développement historique, la « dictature démocratique » est devenue non seulement une fiction vide mais un piège traître pour le prolétariat. Beau mot d'ordre qui admet deux interprétations diamétralement opposées: l'une étant la dictature du Guomindang et l'autre la dictature d'Octobre ! Mais elles s'excluent mutuellement l'une l'autre. En Chine, les staliniens ont interprété la dictature démocratique de deux façons : d'abord comme une dictature du Guomindang de droite, et ensuite de gauche. Mais comment l'expliquent-ils en Inde ? Ils se taisent. Ils sont obligés de garder le silence par peur d'ouvrir les yeux de leurs partisans sur leurs crimes. Cette conspiration du silence est en réalité une conspiration contre la révolution indienne. Et toutes les clameurs actuelles d'extrême ou d'ultra-gauche n'améliorent pas la situation d'un iota, car les victoires de la révolution ne sont pas assurées par les clameurs et le vacarme mais par la clarté politique.

Mais tout ce qu'on vient de dire de déroule pas encore l'écheveau embrouillé. Quelques nouveaux fils sont précisément pris dans ce nœud. En donnant à la révolution un caractère démocratique abstrait et en lui permettant de n'atteindre la dictature du prolétariat qu'après l'établissement d'une espèce de « dictature démocratique » mystique ou mystificatrice, nos stratèges rejettent en même temps le mot d'ordre politique central de tout mouvement démocratique révolutionnaire qui est précisément celui de l'Assemblée constituante. Pourquoi ? Sur quelle base ? C'est tout à fait incompréhensible. La révolution démocratique signifie l'égalité pour le paysan - avant tout, l'égalité dans la distribution de la terre. L'égalité devant la loi dépend d'abord de cette égalité-là. L'Assemblée constituante, où les représentants du peuple entier règlent formellement leurs comptes avec le passé mais où en réalité les différentes classes

règlent leurs comptes entre elles, est l'expression généralisée naturelle et inévitable des tâches démocratiques de la révolution, non seulement dans la conscience des masses en train de s'éveiller, mais aussi dans la conscience de la classe ouvrière elle-même. Nous en avons parlé plus pleinement à propos de la Chine et nous ne voyons pas la nécessité de le répéter ici. Ajoutons seulement que la grande variété des formes provinciales en Inde, la diversité des formes de gouvernement et leurs non moins diverses interpénétrations avec les rapports féodaux et de caste donnent au mot d'ordre de l'Assemblée constituante en Inde un contenu révolutionnaire démocratique d'une particulière profondeur.

Le théoricien de la révolution indienne dans le P.C. U.S. actuellement est Safarov qui, grâce à sa capitulation mène une activité injurieuse dans le camp du centrisme. Dans un article programmatique du Bolchevik sur les forces et les tâches de la révolution en Inde, Safarov tourne avec prudence autour de la question de l'Assemblée constituante comme un rat expérimenté tourne autour d'un morceau de fromage sur un ressort. Ce sociologue ne veut en aucune façon tomber une seconde fois dans le piège trotskyste. Traitant la question sans trop de cérémonie, il oppose à l'Assemblée constituante cette perspective:

« Le développement d'une nouvelle montée révolutionnaire sur la base (!) de la lutte pour l'hégémonie prolétarienne conduit à la conclusion (conduit qui ? comment ? pourquoi?) que la dictature du prolétariat en Inde ne peut être réalisée que sous la forme soviétique » (Bolchevik, n° 5, 1930, p.100)

Lignes étonnantes ! Martynov multiplié par Safarov. Martynov, nous connaissons. Lénine disait, non sans tendresse :

« Safartchik va devenir gauchiste ! Safartchik va faire des bourdes »

La perspective safaroviste mentionnée plus haut n'invalide pas cette caractérisation. Safarov est devenu très gauchiste et il faut reconnaître qu'il n'a pas démenti la seconde partie de la prédiction de Lénine. Pour commencer, la montée révolutionnaire des masses (se) développe « sur la base » de la lutte des communistes pour l'hégémonie prolétarienne. Tout le processus est renversé et mis tête en bas. Nous pensons que l'avant-garde prolétarienne entre ou se prépare à entrer ou devrait entrer en lutte pour son hégémonie sur la base d'une nouvelle montée révolutionnaire. La perspective de la lutte, selon Safarov, est la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Ici, au nom du gauchisme, on s'est débarrassé du mot « démocratique ». Mais on ne dit pas franchement quel type de dictature à deux classes se trouve là: un type Guomindang ou un type Octobre. Ce dont nous sommes sûrs, c'est sa parole d'honneur que la dictature sera réalisée « seulement sous la forme soviétique ». Cela sonne très noble. Pourquoi le mot d'ordre d'Assemblée constituante ? Safarov n'est prêt à être d'accord qu'avec la « forme » soviétique.

L'essence de l'épigonisme - sa méprisable et sinistre essence - réside dans le fait que, des processus réels du passé et de ses leçons, il n'abstrait que la simple forme et en fait un fétiche. C'est ce qui est arrivé avec les soviets. Sans rien dire du caractère de classe de la dictature - une dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat, comme le Guomindang, ou une dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, de type Octobre ? - Safarov abuse quelqu'un, lui-même d'abord, avec la forme soviétique de la dictature. Comme si les soviets ne pouvaient pas être une arme pour tromper les ouvriers et les

paysans ! Qu'étaient d'autre les soviets menchéviks- social-révolutionnaires de 1917 ? Rien d'autre qu'une arme pour soutenir le pouvoir de la bourgeoisie et la préparation de sa dictature . Qu'étaient les soviets social-démocrates en Allemagne et Autriche en 1918-1919 ? Des organes pour sauver la bourgeoisie et tromper les ouvriers. Avec un nouveau développement du mouvement révolutionnaire en Inde, avec l'apparition de luttes de classes plus puissantes et la faiblesse du parti communiste - et cette dernière est inévitable si la confusion safavroviste continue à prévaloir - la bourgeoisie nationale indienne elle-même peut créer des soviets d'ouvriers et de paysans pour les diriger exactement comme elle dirige maintenant les syndicats, afin d'étrangler la révolution comme la social-démocratie allemande, en prenant la tête des soviets, l'a étranglée. Le caractère traître du mot d'ordre de dictature démocratique réside dans le fait qu'il ne ferme pas nettement une telle possibilité à nos ennemis, une fois pour toutes.

Le parti communiste indien, dont la création a été reportée pendant six ans - et quelles années - est maintenant privé, dans les circonstances d'une montée révolutionnaire, d'une des armes les plus importantes pour mobiliser les masses, précisément le mot d'ordre démocratique d'Assemblée constituante. Au lieu de cela, ce jeune parti qui n'a pas encore fait ses premiers pas, est chargé du mot d'ordre abstrait des soviets comme une forme d'une dictature abstraite, c'est-à-dire une dictature dont personne ne sait de quelle classe elle est. C'est réellement l'apothéose de la confusion. Et tout cela est accompagné, comme d'habitude, de retouches et d'un répugnant camouflage d'une situation très sérieuse et nullement réjouissante.

La presse officielle, particulièrement sous la plume du même Safarov, dépeint la situation comme si le nationalisme bourgeois en Inde était déjà un cadavre, comme si le communisme avait soit gagné ou était en train de gagner l'allégeance du prolétariat lequel, à son tour, aurait presque entraîné la paysannerie derrière lui... Les dirigeants et leurs sociologues de service, de la manière la plus indigne, présentent leurs désirs pour des réalités. Pour être plus exact, ils affirment ce qui aurait pu être avec une politique juste pendant les six dernières années au lieu de ce qui s'est réellement produit comme résultat d'une politique erronée. Mais quand l'inconsistance des inventions face aux réalités apparaîtra, ceux qu'on blâmera, ce seront les communistes indiens, comme mauvais exécutants de l'inconsistance généralisée érigée en une ligne générale.

L'avant-garde du prolétariat indien n'est qu'au seuil de ses grandes tâches et il a devant lui une longue route. Une série de défaites sera le prix à payer non seulement pour l'arriération du prolétariat et de la paysannerie, mais aussi pour les péchés de la direction. La principale tâche du moment est d'assurer une conception marxiste claire des forces motrices de la révolution et une perspective juste, une politique à long terme qui rejette les formules bureaucratiques stéréotypées mais qui, dans l'accomplissement des grandes tâches révolutionnaires, s'adapte effectivement aux étapes réelles de l'éveil politique et de la croissance révolutionnaire de la classe ouvrière.

Léon Trotsky.

(Publié en anglais dans « Writings of Leon Trotsky » (1930) – Editions Pathfinder, d'abord paru dans « The Militant » le 12 juillet 1930)

Léon Trotsky

Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde

25 juillet 1939

Chers Amis,

Des événements gigantesques et terribles approchent avec une force implacable. L'humanité vit dans l'attente de la guerre, qui entraînera naturellement dans son maelström les pays coloniaux et pèsera lourd sur leur destinée. Les agents du gouvernement britannique présentent les choses comme si la guerre allait être menée pour les principes de la « démocratie » qu'il faut sauver du fascisme. Tous les peuples doivent se rallier aux gouvernements « pacifiques » et « démocratiques » pour repousser les agresseurs fascistes. Alors la démocratie sera sauvée et la paix établie pour toujours. Cet évangile repose sur un mensonge délibéré. Si le gouvernement britannique est réellement intéressé à l'épanouissement de la démocratie, il a alors une occasion très simple de le démontrer : donner la liberté complète à l'Inde. Le droit à l'indépendance nationale est un des droits démocratiques élémentaires mais en réalité, le gouvernement de Londres est prêt à céder toutes les démocraties de la terre en échange d'un dixième de ses colonies.

Si le peuple hindou ne veut pas rester esclave pour toujours, alors il doit combattre et rejeter ces faux prédicateurs qui disent que le fascisme est *le seul* ennemi du peuple. Hitler et Mussolini sont, sans aucun doute, les pires ennemis des travailleurs et les opprimés . Ce sont des bourreaux sanglants animés de la plus grande haine contre les travailleurs et les opprimés du monde. Mais ils sont avant tout les ennemis du peuple allemand et italien sur le dos desquels ils sont assis. Les classes et les peuples opprimés doivent chercher - comme nous l'ont enseigné Marx, Engels, Lénine et Liebknecht - leur ennemi principal dans leur propre pays, incarné par leurs propres exploités et oppresseurs. Dans l'Inde, cet ennemi est avant tout la bourgeoisie anglaise. Le renversement de l'impérialisme anglais serait un coup terrible contre tous les oppresseurs, y compris les dictateurs fascistes. A la longue, les impérialismes se distinguent l'un de l'autre, non point par l'essence, mais par la forme. L'impérialisme allemand, dépourvu de colonies, se pare du terrible masque du fascisme avec ses crocs en avant. L'impérialisme anglais, gorgé, puisqu'il possède d'immenses colonies, cache ses crocs derrière le masque de la démocratie. Mais cette démocratie n'existe que pour le centre métropolitain, pour 45.000.000 d'âmes ou, plus exactement, pour la bourgeoisie dominante dans le centre métropolitain. L'Inde est dépourvue non seulement de démocratie, mais encore du droit le plus élémentaire, celui d'indépendance nationale. La démocratie impérialiste, c'est cette démocratie des propriétaires d'esclaves, nourrie avec le sang vivant des colonies. Mais l'Inde cherche à avoir sa

propre démocratie, non à servir d'engrais aux propriétaires d'esclaves.

Ceux qui désirent en finir avec le fascisme, la réaction et toutes les formes d'oppression, doivent renverser l'impérialisme. Il n'y a pas d'autre voie. Cette tâche ne peut pourtant pas être réalisée par des méthodes pacifiques, des négociations ou des pétitions. Les propriétaires d'esclaves n'ont jamais, au cours de l'histoire, libéré volontairement leurs esclaves. Seule une lutte audacieuse et décidée du peuple de l'Inde pour son émancipation économique et nationale peut libérer l'Inde.

La bourgeoisie de l'Inde est incapable de conduire une lutte révolutionnaire. Elle est trop liée, elle dépend trop du capitalisme anglais. Elle tremble pour ses propres propriétés. Elle a peur des masses. Elle cherche des compromis avec l'impérialisme anglais, à n'importe quel prix, et trompe les masses de l'Inde avec des espoirs de réforme d'en haut. Le leader et le prophète de cette bourgeoisie est Gandhi. Un piètre leader et un faux prophète. Gandhi et ses princes ont développé la théorie que la position de l'Inde s'améliorera constamment, que ses libertés s'élargiront continuellement et que l'Inde deviendra un dominion sur la voie des réformes radicalement pacifiques. Toute cette perspective est fautive. Le capitalisme n'a été capable de faire des concessions, que dans sa période ascendante, tant que les exploités pouvaient compter fermement sur la croissance continue de leur profit. Aujourd'hui, il ne peut même plus en être question. L'impérialisme mondial est sur son déclin. La condition de toutes les nations impérialistes devient chaque jour plus difficile, tandis que les contradictions entre elles s'aggravent de plus en plus. Des armements monstrueux dévorent une partie toujours grandissante des revenus nationaux. Les impérialistes ne peuvent plus faire de concessions sérieuses ni à leurs propres masses laborieuses ni à leurs colonies. Au contraire, ils sont contraints de recourir à une exploitation de plus en plus bestiale. C'est en cela précisément que s'explique l'agonie mortelle du capitalisme. Pour garder colonies, marchés et concessions contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, le gouvernement de Londres est prêt à décimer des millions d'hommes. Est-il possible, sans avoir perdu complètement la raison, d'avoir le moindre espoir que cette oligarchie financière, rapace et sauvage, libèrera volontairement l'Inde ?

Il est vrai qu'un gouvernement du soi-disant Labour Party peut remplacer le gouvernement conservateur. Mais cela ne changera rien. Le parti labouriste - comme, en témoigne tout son programme passé et présent - ne se distingue en rien des Torys dans la question coloniale. Le Labour Party exprime en réalité non point les intérêts de la classe ouvrière, mais les intérêts de la bureaucratie ouvrière, et de l'aristocratie ouvrière. C'est à cette couche que la bourgeoisie peut jeter des morceaux succulents parce qu'ils exploitent eux-mêmes sans pitié les colonies et, par-dessus tout, l'Inde. La bureaucratie ouvrière britannique - du Labour Party comme des Trade Unions - est directement intéressée à l'exploitation des colonies. Elle n'a pas le moindre désir de penser à l'émancipation de l'Inde. Tous ces messieurs - le Major Attlee, Sir Walter Citrine et compagnie - sont prêts à flétrir comme traître, comme aide à Hitler et à Mussolini, le mouvement révolutionnaire du

peuple de l'Inde, et à recourir à des mesures militaires pour le supprimer. La politique actuelle de l'Internationale Communiste ne lui en est en aucune façon supérieure. Certes, il y a vingt ans, la IIIe Internationale (l'Internationale Communiste) fut fondée comme véritable organisation révolutionnaire. Une de ses tâches les plus importantes était la libération des peuples coloniaux. Cependant, il ne reste plus aujourd'hui de ce programme que des souvenirs. Les leaders, de l'Internationale sont devenus depuis longtemps les simples instruments de la bureaucratie de Moscou qui étouffe les masses ouvrières soviétiques et qui s'est transformée en une nouvelle aristocratie. Sans doute, dans les rangs des Partis Communistes des différents pays, y compris l'Inde, se trouvent de nombreux travailleurs honnêtes, des étudiants, etc., mais ce ne sont pas ceux-ci qui fixent la politique du Komintern. Le mot décisif appartient au Kremlin qui est guidé non par les intérêts des opprimés, mais par ceux de la nouvelle aristocratie de l'URSS

Pour l'amour d'une alliance avec les gouvernements impérialistes, Staline et sa clique ont renoncé au programme révolutionnaire de l'émancipation des colonies. Un des leaders du Comintern, Manuïlsky, l'avoua ouvertement au dernier congrès du parti de Staline tenu au mois de mars cette année à Moscou :

« Les communistes mettent au premier plan la lutte pour l'auto-détermination des nationalités rendues esclaves par les gouvernements *fascistes*. Ils demandent l'auto-détermination de l'Autriche, des régions Sudètes, de la Corée, de Formose, de l'Abvssinie... ». Et pour l'Inde, l'Indochine, l'Algérie et les autres colonies de l'Angleterre et de la France ? Voilà ce que répond le représentant du Comintern : Les communistes demandent aux gouvernements impérialistes des Etats dits bourgeois démocratiques une amélioration immédiate (*sic !*) et radicale (!) du niveau de vie des masses laborieuses des colonies et l'octroi de larges droits démocratiques aux colonies ». (Pravda, n° 70 du 12 mars 1939). En d'autres termes, en ce qui concerne les colonies de la France et de l'Angleterre, le Comintern est complètement passé sur les positions de Gandhi et la position conciliatrice de la bourgeoisie coloniale en général. Le Comintern a, renoncé complètement à la lutte révolutionnaire pour l'indépendance de l'Inde. Il demande « à genoux » à l'impérialisme anglais de céder des « libertés démocratiques » à l'Inde. Les mots d'une amélioration immédiate et rigoureuse des niveaux de vie des masses laborieuses des colonies rendent un son particulièrement faux et cynique. Le capitalisme moderne, déclinant, gangrené, et en décomposition est de plus en plus contraint d'aggraver la position des ouvriers dans le centre métropolitain lui-même. Comment pourrait-il améliorer la position des travailleurs dans les colonies dont il est obligé d'extraire toute la sève vitale pour pouvoir maintenir son propre état d'équilibre ? L'amélioration des conditions de masses laborieuses des colonies n'est possible que sur la voie du renversement total de l'impérialisme.

Mais le parti communiste est allé encore plus loin sur le chemin de la trahison. D'après Manuïlsky, les communistes « subordonnent la réalisation de ce droit de sécession...dans l'intérêt de la défaite du fascisme ». Autrement dit, dans le cas d'une guerre entre l'Angleterre et la France au sujet des colonies, le peuple de l'Inde doit soutenir ses actuels propriétaires

d'esclaves, les impérialistes britanniques. C'est-à-dire qu'il doit verser son sang non pour sa propre émancipation, mais pour préserver la domination de la « city » sur l'Inde. Et ces canailles osent citer Marx et Lénine ! En vérité, leur maître et chef n'est autre que Staline. Le chef d'une nouvelle aristocratie bureaucratique, le boucher du parti bolchevique, l'étrangleur des ouvriers et des paysans.

Les staliniens couvrent leur politique de servitude vis-à-vis des impérialismes anglais, français et américains avec la formule du « front populaire ». Quelle dérision ! Le « front populaire » n'est que le nouveau nom d'une vieille politique qui repose sur la collaboration de classes, sur la coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans toutes ces coalitions, la direction revient invariablement aux mains de l'aile droite, c'est-à-dire aux mains de la classe possédante. La bourgeoisie indienne, comme il a été établi, ne désire que la négociation pacifique et non la lutte. La coalition avec la bourgeoisie mène le prolétariat à la négation de sa lutte contre l'impérialisme. La politique de coalition implique le piétinement sur place, la temporisation, les faux espoirs, le fourvoiement dans des intrigues et des manœuvres creuses. A la suite d'une telle politique, la désillusion s'empare inévitablement des masses ouvrières, les paysans tournent le dos au prolétariat et tombent dans l'apathie. La révolution allemande, la révolution autrichienne, la révolution chinoise et la révolution espagnole ont toutes succombé comme conséquence de la politique de coalition. C'est exactement le même danger qui menace la révolution de l'Inde, où les staliniens lui opposent, sous le déguisement du « front populaire », une politique de subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Elle signifie dans l'action le rejet de la lutte pour le pouvoir, le rejet de la lutte de la révolution, le rejet du programme agraire révolutionnaire, le rejet de l'armement des travailleurs. Dans le cas où la bourgeoisie de l'Inde serait elle-même obligée de faire le moindre petit pas sur le chemin de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne, le prolétariat soutiendra naturellement un tel pas. Mais il le soutiendra avec ses *propres méthodes* : meetings de masse, mots d'ordre audacieux, grèves, manifestations et actions de combat plus décisives, en fonction du rapport de force et des circonstances. Précisément, pour faire cela, le prolétariat a besoin d'avoir les mains libres. L'indépendance complète vis-à-vis de la bourgeoisie est indispensable au prolétariat, par-dessus tout pour qu'il puisse exercer une influence sur la paysannerie, la masse prédominante de la population de l'Inde. Seul le prolétariat est capable de mettre en avant un audacieux programme agraire révolutionnaire, de soulever et de rassembler des dizaines de millions de paysans et de les conduire dans la lutte contre les oppresseurs indigènes et l'impérialisme britannique. L'alliance des travailleurs et des paysans pauvres est la seule alliance honnête et digne de confiance qui puisse assurer la victoire finale de la révolution de l'Inde.

Tous les problèmes du temps de paix conserveront leur force en temps de guerre, mais ils auront un caractère beaucoup plus tranchant. Tout d'abord l'exploitation des colonies sera grandement intensifiée. Les centres métropolitains ne tireront pas seulement des aliments et des matières premières des colonies, mais encore ils mobiliseront un grand nombre

d'esclaves coloniaux qui devront se faire tuer sur les champs de bataille de leurs maîtres. Pendant que la bourgeoisie coloniale aura le museau profondément enfoncé dans les commandes de guerre, elle renoncera à l'opposition au nom du patriotisme et des profits. Gandhi est déjà en train de préparer le terrain pour une telle politique. Ces messieurs continueront à battre le tambour :

« Nous devons attendre patiemment la fin de la guerre et alors Londres nous récompensera pour l'assistance que nous lui avons donnée ». En réalité, les impérialistes redoubleront et tripleront l'exploitation des travailleurs, aussi bien dans la métropole que dans les colonies, et surtout dans ces dernières, pour restaurer le pays après le carnage et la dévastation de la guerre. Dans ces circonstances, ni nouvelles réformes sociales dans les centres métropolitains, ni concessions de liberté aux colonies ! De doubles chaînes d'esclavage, telle sera la conséquence inévitable de la guerre, si les masses de l'Inde suivent la politique de Gandhi, des staliniens et de leurs amis.

Pourtant, la guerre peut apporter à l'Inde aussi bien qu'à d'autres colonies, non pas un redoublement d'esclavage, mais au contraire une liberté complète, à condition toutefois de mener une juste politique révolutionnaire. Le peuple de l'Inde doit dès le début dissocier son destin de celui de l'impérialisme britannique : les oppresseurs et les opprimés sont des deux côtés opposés des tranchées. Aucune aide, quelle qu'elle soit, aux propriétaires d'esclaves ! Au contraire, il faut utiliser les immenses difficultés que la guerre apportera pour asséner un coup mortel à toutes les classes dirigeantes. C'est de cette manière que les classes et les peuples devraient agir dans tous les pays, sans tenir compte de ce que ces messieurs les impérialistes portent le masque démocratique ou le masque fasciste.

Pour réaliser une telle politique, un parti révolutionnaire qui s'appuie sur l'avant-garde du prolétariat est nécessaire. Un tel parti n'existe pas en Inde. La IVe Internationale offre à ce parti son programme, son expérience, sa collaboration. Les conditions fondamentales pour un tel parti sont : indépendance complète envers la démocratie impérialiste, indépendance complète envers le IIe et la IIIe Internationale, indépendance complète envers la bourgeoisie nationale de l'Inde.

Des sections de la IVe Internationale existent dans nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux et elles y font des progrès heureux. La première place est indiscutablement tenue par notre section de l'Indochine française qui mène un combat irréconciliable contre les mystifications du « front populaire ». « Les leaders staliniens », écrit le journal des travailleurs de Saïgon (*La Lutte* du 7 avril), « ont fait un autre pas sur le chemin de la trahison jetant leur masque révolutionnaire, ils sont devenus les champions de l'impérialisme et parlent ouvertement contre l'émancipation des peuples opprimés ». Grâce à leur audacieuse politique révolutionnaire les prolétaires de Saïgon, membres de la IVe Internationale, ont obtenu une brillante victoire sur le bloc du parti dominant et des staliniens, aux élections du conseil colonial au mois d'avril de cette année.

C'est exactement la même politique qui doit être suivie par les ouvriers avancés de l'Inde britannique. Nous devons rejeter les faux espoirs et repousser les faux amis. Nous ne devons avoir confiance qu'en nous-mêmes, qu'en nos propres forces révolutionnaires. La lutte pour l'indépendance nationale, pour une république indienne indépendante est indissolublement liée à la révolution agraire, à la nationalisation des banques et des trusts, à plusieurs autres mesures économiques tendant à élever le niveau de vie du pays et à faire des masses laborieuses les maîtres de leur propre destinée. Seul le prolétariat, allié à la paysannerie est capable de réaliser ces tâches.

Dans sa phase initiale, le parti révolutionnaire formera sans doute une petite minorité. Cependant, contrairement aux autres partis, il rendra compte clairement de la situation, et marchera sans crainte vers son grand but. Il est indispensable d'établir dans toutes les villes et centres industriels des groupes de travailleurs se plaçant sous les drapeaux de la IVe Internationale. Seuls les intellectuels qui sont complètement passés du côté du prolétariat pourront être admis dans ces groupes. Etrangers au sectarisme qui se replie sur lui-même, les ouvriers marxistes révolutionnaires doivent participer activement au travail des Trade-Unions (syndicats), des sociétés éducatives, du parti socialiste du congrès et en général de toutes les organisations de masses. Partout, ils expliquent leur programme d'une façon patiente et amicale aux travailleurs, paysans et intellectuels révolutionnaires. De grands événements viendront en aide aux bolcheviks léninistes de l'Inde, en révélant aux masses la justesse de leur voie. Le parti croîtra vite et se trempera au feu.

Permettez-moi d'exprimer mon ferme espoir que la lutte révolutionnaire pour l'émancipation de l'Inde se déploiera sous le drapeau de la IVe Internationale.

Léon Trotsky

IVe Internationale

Manifeste de la IV^o Internationale aux ouvriers et paysans de l'Inde

26 septembre 1942

Ouvriers et Paysans de l'Inde,

La IVe Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, se joint à vous dans la lutte pour la libération nationale de l'Inde. Les sections de la IVe internationale à travers le monde entier se rassemblent pour défendre la lutte de l'Inde contre les impérialistes qui essaient de la noyer dans le sang.

Nous avons assumé la tâche d'appeler les ouvriers et les opprimés des campagnes de tous les continents au secours des masses de l'Inde pour gagner leur fierté. Alors que la IIe et la IIIe Internationale - les réformistes et les staliniens - apportent leur aide à Churchill en condamnant la lutte présente de l'Inde, la IVe Internationale apparaît comme le soutien le plus ferme des combattants indiens de la liberté. Nous dénonçons comme un agent de l'impérialisme tout dirigeant ouvrier qui s'oppose à la lutte de l'Inde pour son indépendance.

L'Inde et la IV Internationale

La lutte de l'Inde, de la Chine et des autres pays coloniaux et semi-coloniaux d'Extrême-Orient pour leur indépendance nationale doit être soutenue par tout travailleur. Comme nous l'avons écrit dans nos thèses sur *La Guerre et la IVe Internationale* en 1934 : la lutte des peuples coloniaux est doublement progressiste, « en arrachant les peuples arriérés au mode de production asiatique, au particularisme et à la tutelle étrangère, elle porte de rudes coups à l'impérialisme ». A la conférence de fondation de la IVe Internationale en 1938, nous avons affirmé dans notre programme : « Quelques pays coloniaux et semi-coloniaux essaieront sans doute d'utiliser la guerre pour secouer le joug de l'esclavage. Cette guerre ne sera pas une guerre impérialiste, mais une guerre de libération ». Cette caractérisation est pleinement valable aujourd'hui pour l'Inde et pour la Chine. Pendant la première période de la guerre actuelle, la Conférence d'alarme de la IVe Internationale, dans son *Manifeste sur la Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne, en 1940*, déclarait : « En créant des difficultés et des dangers énormes pour les centres métropolitains des impérialismes, la guerre crée d'importantes possibilités pour les peuples opprimés. Le grondement du canon en Europe annonce que l'heure de leur libération approche ». Dans ce *Manifeste*, relevant la déclaration de Gandhi indiquant qu'il s'était refusé à mettre la Grande-Bretagne en difficultés pendant une crise sévère, nous disions : « Comme si les opprimés avaient jamais été capables, en quelque lieu et quelque temps que ce soit, de se libérer sans

exploiter les difficultés de leurs oppresseurs ! »

Depuis lors, Gandhi et une fraction de la bourgeoisie indienne ont été obligés par les événements et la pression des masses de l'Inde à déclarer une campagne de désobéissance civile. Envisageant semblable éventualité, Léon Trotsky, le fondateur de la IVe Internationale, écrivait à la veille de la guerre dans sa *Lettre ouverte aux travailleurs de l'Inde* en juillet 1939 :

« Dans le cas où la bourgeoisie de l'Inde serait elle-même obligée de faire le moindre petit pas sur le chemin de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne, le prolétariat soutiendra naturellement un tel pas. Mais il le soutiendra avec ses propres *méthodes* : meetings de masse, mots d'ordre audacieux, grèves, manifestations et actions de combat plus décisives en fonction du rapport de forces et des circonstances. Précisément, pour ce faire, le prolétariat doit avoir les mains libres. L'indépendance complète vis-à-vis de la bourgeoisie est nécessaire, indispensable au prolétariat, par-dessus tout pour qu'il puisse influencer la paysannerie, la masse prédominante de la population indienne. Seul le prolétariat est capable de mettre en avant un audacieux programme agraire révolutionnaire, de soulever et de rassembler des dizaines de millions de paysans et de les conduire dans la lutte contre les oppresseurs indigènes et l'impérialisme britannique ».

Ces conceptions de la IVe Internationale sur la nature de la révolution indienne qui vient se sont révélées justes à l'épreuve des événements. Les meilleurs des révolutionnaires indiens ont commencé à le comprendre au cours des dernières années et les groupes et partis ouvriers de l'Inde et de Ceylan se sont réunis en mars 1941 pour constituer une section indienne de la IVe Internationale. Ayant réussi à amener au nouveau parti d'autres groupes encore, sur la base d'un projet de programme, le Bolshevik-Leninist Party of India a été formellement fondé en mars 1942 - à la veille même de la lutte actuelle. Dirigée par des combattants trempés dans les viles prisons de l'Impérialisme britannique, notre section indienne soutient sans réserve et participe à la lutte actuelle. Nous avons confiance que les leçons des événements les feront apparaître comme l'avant-garde reconnue des ouvriers et paysans de l'Inde.

Il faut renverser le Raj britannique

Les événements ont démontré de façon irréfutable que l'impérialisme britannique n'accepterait jamais l'indépendance nationale de l'Inde. Si la Grande-Bretagne satisfait la « revendication » des soit disant « amis de l'Inde » pour la reprise des négociations entre le Congrès pan-Indien et le gouvernement britannique, cela ne donnera rien de plus que la gigantesque fraude de la mission Cripps. La brutale déclaration de Churchill à la Chambre des Communes le 10 septembre devrait avoir rendu clair pour tout le monde que sa politique demeure ce qu'elle était en janvier 1930 quand il a dit au Parlement :

« Tôt ou tard, il vous faudra écraser Gandhi et le Congrès indien, ainsi que *tout ce qu'ils défendent* ! ».

L'impérialisme britannique acceptera de nouvelles négociations seulement s'il a le sentiment que sa répression n'atteint pas son objectif de détruire le mouvement nationaliste et ouvrier de l'Inde. De telles négociations et tout « compromis » qui en résulterait ne seraient destinés qu'à donner un répit à l'impérialisme britannique pendant lequel il pourrait préparer des mesures plus efficaces pour écraser les ouvriers et les paysans indiens. C'était précisément là le rôle des négociations Cripps, commencées au moment de la chute de Singapour et de la Malaisie alors que la puissance militaire britannique en Orient était brisée ; les négociations ont donné à Churchill le temps d'envoyer de nouvelles troupes et des armes en Inde pour la répression qui se déroule actuellement. La deuxième raison pour les négociations Cripps était de créer l'illusion que la Grande-Bretagne voulait donner la liberté à l'Inde - une illusion suffisamment forte aujourd'hui encore pour abuser des fractions importantes de la classe ouvrière américaine et britannique qui, autrement, sympathiseraient avec la lutte de l'Inde pour sa liberté. Les dirigeants du Congrès ont aidé Churchill à répandre cette illusion en participant aux négociations privées avec Cripps. De nouvelles négociations ne feraient que prolonger la vie de cette illusion dangereuse.

Il est absurde de plaider en priant la Grande-Bretagne de ne pas commettre la même « erreur » qu'en Birmanie ou en Malaisie. Les maîtres britanniques savent ce qu'ils font. L'impérialisme britannique fait cette guerre pour garder son empire ; perdre de façon permanente son contrôle de l'Inde serait perdre la guerre. Comme en Birmanie et en Malaisie, la classe dirigeante britannique préférerait livrer l'Inde à l'invasion japonaise, avec l'espoir de la reconquérir plutôt que de la perdre au profit du mouvement de l'indépendance nationale. Chaque ouvrier dans le monde doit comprendre ce fait essentiel.

L'impérialisme britannique ne pourrait pas exister si l'Inde était perdue pour lui à jamais. « Si nous perdons l'Inde, l'Empire doit s'effondrer, économiquement d'abord, politiquement ensuite », écrivait dans ses journaux Lord Rothermere le 16 mai 1930. Pendant la discussion de la Constitution de 1935, Churchill a parlé par radio au-dessus de l'Atlantique pour expliquer à l'Amérique « pourquoi l'Angleterre ne peut pas se permettre de perdre l'Inde » parce que « deux Anglais sur dix en dépendent ». Le mythe selon lequel l'impérialisme britannique a relâché son exploitation de l'Inde est démenti par les faits les plus simples. En 1911, les investissements britanniques en Inde constituaient 11 % de ses avoirs d'outre-mer ; en 1937, ses avoirs en Inde avaient cru jusqu'à 25 % des investissements britanniques à l'étranger. De plus, outre ces énormes profits nés de ces « investissements » (du butin pressuré sur l'Inde et « investi » sur place), une grande partie des fonds qui viennent tous les ans à Londres de l'Inde, proviennent de son contrôle politique direct (paiements pour les troupes britanniques, commandes gouvernementales indiennes de fournitures, bons de paiement garantis par le vice-roi, salaires des fonctionnaires et pensions, etc.). Ces deux types de pillage devraient se terminer par l'indépendance nationale, car, quels que puissent être les engagements de continuer à payer les Britanniques pris par un gouvernement nationaliste bourgeois, les

besoins écrasants des masses paupérisées de l'Inde mettraient bientôt un terme à de telles extorsions.

La façon dont la Grande-Bretagne saigne l'Inde est indiquée par le fait que la dette « publique » de l'Inde a augmenté d'environ 10 % tous les ans dans les 80 années écoulées, tandis que le revenu national n'augmentait de son côté que de 1 % par an. Ce pillage de l'Inde est la colonne vertébrale de l'impérialisme britannique. Sans lui, le capitalisme britannique est voué à la ruine. Si une contraction relativement légère du marché étranger de la Grande-Bretagne après la première guerre mondiale a provoqué la crise politique qui a atteint son apogée avec la grève générale de 1926, la perte de l'Inde produirait incontestablement la révolution socialiste en Grande-Bretagne. La classe dirigeante britannique n'acceptera dans aucun cas de son plein gré de relâcher sa prise sur l'Inde, car aucune classe dirigeante ne peut jamais accepter d'abandonner la base de sa propre existence.

Attention à la « médiation » américaine

Les illusions sur l'impérialisme américain peuvent être exactement aussi dangereuses que celles sur l'impérialisme britannique. Pourtant les dirigeants du Congrès indien ont pendant des années attendu le soutien de Washington. Ils ne comprenaient pas ou ignoraient le fait que l'impérialisme américain souhaitait mettre un terme au contrôle politique britannique sur l'Inde dans le seul but de le remplacer par la pénétration également impérialiste de l'impérialisme du dollar. La Ligue indienne aux Etats-Unis, qui représente le parti du Congrès, ne manifeste aucune attention à l'authentique sympathie pour l'indépendance indienne qui existe déjà dans de larges fractions de la classe ouvrière américaine et se concentre au contraire sur les « amis de l'Inde » à Washington et dans la presse bourgeoise.

Ce que valent ces « amis » bourgeois américains a été manifeste quand les négociations Cripps ont échoué. Une véritable conspiration du silence a supprimé l'aspect Congrès de l'histoire tandis que la presse et la radio américaine adoptaient les mensonges de Cripps. Le soutien du gouvernement américain à Churchill contre l'Inde a été clairement indiqué le 23 juillet, quand le secrétaire d'Etat Hull, dans un discours manifestement adressé à l'Inde, a dit aux peuples coloniaux qu'ils devaient d'abord soutenir la guerre et « montrer ainsi par leurs actes qu'ils étaient dignes » de la « liberté » après-guerre. Le soutien du gouvernement et de la presse américaine a constitué sans doute l'une des raisons essentielles qui ont encouragé Churchill à refuser à l'Inde la plus petite concession.

Pendant les cinq premières semaines de la Terreur blanche britannique contre l'Inde, qui a commencé le 9 août, Washington a continué sa politique de soutien total de Churchill. La presse et la radio américaines pendant cette période ont répété toutes les calomnies britanniques contre la lutte de l'Inde. Ce n'est que quand il fut clair que les Britanniques n'arrivaient pas à écraser l'Inde que Washington changea de tactique, faisant pression en privé sur Churchill pour qu'il commence de nouvelles négociations avec les dirigeants

du Congrès. Washington espérait que de nouvelles négociations prolongées ramèneraient le calme en Inde. Mais Washington reste fondamentalement le soutien de Churchill en Inde ; toute illusion que la pression de Roosevelt sur la politique indienne des Britanniques pourrait bénéficier aux masses indiennes peut être fatale à l'indépendance indienne. Il est complètement faux de penser que Roosevelt, si la Grande-Bretagne accepte sa médiation, sera un juge impartial entre les forces en présence en Inde. Au contraire, on peut d'avance prédire que, dans ce cas, Washington présidera à une parodie de procès se terminant par une décision en faveur de la Grande-Bretagne et de ses agents indigènes.

La radio et la presse américaine continuent de diffuser des « nouvelles » d'Inde en termes essentiellement favorables aux Britanniques. Tout récit ou éditorial critique de Churchill qui peut occasionnellement paraître reste en même temps hostile au Congrès Pan-Indien et aux masses en lutte et son objectif est donc de soutenir l'idée d'une médiation américaine. Ces critiques de Churchill sont aussi destinées à dégager les Etats-Unis de leur responsabilité dans la Terreur blanche de Churchill en Inde et constituent donc des tentatives de sauver le prestige sérieusement entamé des « Nations Unies » aux yeux des masses coloniales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui sont de tout leur cœur en faveur de la lutte de l'Inde. Mais pour un mot de critique de Churchill proféré par la bourgeoisie américaine, il y en a un millier contre la lutte de l'Inde pour son indépendance.

Le rôle traître du Stalinisme

A la différence de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, l'Union Soviétique mène une guerre progressiste; tout ouvrier a le devoir de soutenir l'Etat ouvrier soviétique contre l'invasion impérialiste. Tout en faisant cela, cependant, les ouvriers de l'Inde doivent comprendre qu'il y a une distinction fondamentale entre l'Union soviétique et Staline. Ne faites pas un instant confiance à la bureaucratie stalinienne ! En Union soviétique, le régime du Kremlin a détruit la démocratie du temps de Lénine et Trotsky ne donne aucune parole aux masses ; la conception de Staline de la défense de l'Union soviétique est bureaucratique, intéressée à la préservation de sa propre domination réactionnaire et sans une trace d'internationalisme. Staline ne saurait d'aucune façon encourager une révolution en Inde par une telle révolution qui inspirerait les masses soviétiques et les inciterait à présenter leurs propres revendications contre Staline. Les actions des créatures de Staline démontrent son hostilité à la révolution indienne ; la presse soviétique ne dit pas un mot pour défendre la lutte de l'Inde, pendant que la presse stalinienne en Angleterre, en Amérique et ailleurs, condamne votre lutte sous le prétexte qu'elle « interfère » dans les efforts de guerre des Nations Unies.

Les partis communistes en Angleterre et en Amérique disent aux ouvriers qu'ils ne doivent pas soutenir votre lutte actuelle pour l'indépendance. Les partis communistes, qui sont de simples agents de la politique étrangère anti-internationaliste de Staline, disent qu'il faut tout subordonner

à l'effort de guerre des « démocraties ». Tout en condamnant le Congrès Pan-Indien pour sa campagne de désobéissance civile, les staliniens ne disent pas un mot de critique de Jinnah et autres agents de l'impérialisme britannique qui sabotent l'indépendance indienne ! Et ils proposent de « résoudre » le conflit en Inde par des appels à une médiation de Roosevelt. Une fois de plus, les événements de l'Inde ont mis à jour la trahison du stalinisme.

La sympathie chinoise pour la lutte indienne est si répandue que Tchiang Kai-chek lui-même doit l'approuver du bout des lèvres ; mais il n'agit ainsi que pour la dévier dans le canal d'une proposition de médiation américano-russo-chinoise. N'oubliez pas que c'est avec l'approbation de Churchill que Tchiang Kai-chek est venu en Chine au printemps dernier ! Tchiang gouverne la Chine en dictateur impitoyable et n'a pas la moindre sympathie pour vos aspirations démocratiques. Craignant les ouvriers et les paysans de Chine, il a écrasé la révolution chinoise en 1927. C'est précisément parce qu'il anéanti cette révolution et sa puissance de masse que le Japon a pu attaquer la Chine. Son amitié avec Nehru et autres dirigeants du Congrès ne signifie pas que Tchiang soit un ami de la révolution indienne : au contraire, ceux qui peuvent rester amis de Tchiang démontrent ainsi qu'ils ne sont pas incapables de faire à la révolution indienne ce que Tchiang a fait à la révolution chinoise.

Si Staline et Tchiang Kai-chek devaient faire une médiation dans la situation indienne, ils rendraient certainement une sentence acceptable pour Churchill et Roosevelt. Aussi les masses de l'Inde ne peuvent-elles attendre aucune aide des « démocraties » et des gouvernements du Kremlin et de Tchoung-King.

La lutte contre l'impérialisme japonais

Quant aux promesses d'« indépendance » de l'impérialisme japonais, la IV^e Internationale reprend à son compte l'avertissement de nos camarades indiens :

« Le Bolshevik-Leninist Party of India met les masses en garde de ne pas plus faire confiance aux promesses mensongères des impérialistes japonais qu'aux offres trompeuses des impérialistes britanniques. De même que la première tâche des masses chinoises est de chasser l'impérialisme japonais, de même la première tâche des masses indiennes est de chasser l'impérialisme britannique. C'est le meilleur exemple que nous pouvons donner aux soldats du Mikado pour qu'ils retournent leurs armes contre leurs propres maîtres impérialistes, la meilleure façon dont nous puissions persuader les milliers de Birmans abusés qui combattent aux côtés de l'armée japonaise, de se joindre au contraire à nous dans la grande lutte pour libérer l'Inde et la Birmanie de tous les impérialismes. C'est la meilleure façon dont nous puissions contribuer à la véritable défaite de l'impérialisme japonais et à la victoire de la lutte des masses chinoises ».

L'Inde - chaînon le plus faible de la chaîne impérialiste

La révolution des ouvriers et paysans de l'Inde contre l'impérialisme britannique ne trouvera d'alliés internationaux que si sa lutte est menée avec une ferme détermination. Ce n'est pas dans les immeubles gouvernementaux de Washington et Londres, de Moscou et de Tchoung-King, de Tokyo et de Berlin, mais chez *les ouvriers et paysans du monde* que se trouvent les alliés de la révolution indienne.

Prolétaires de l'Inde ! Vous avez la possibilité d'assumer le glorieux rôle qui a été joué par les ouvriers de la Russie tsariste arriérée en 1917. Dans les ténèbres de la troisième année de la première guerre mondiale impérialiste s'est levée l'étoile de la révolution russe. Les ouvriers russes, semblaient alors terriblement isolés dans un monde hostile, mais les masses opprimées du monde sont venues à leur secours. L'étoile polaire de la révolution russe inspira les soulèvements des masses en Allemagne, en Autriche, en Hongrie et l'éveil de larges masses dans l'Europe entière, en Afrique et en Asie. *De même que la Russie était en 1917 le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, de même c'est ce qu'est l'Inde aujourd'hui !* Exactement comme en 1917, la destruction, aujourd'hui, du maillon le plus faible inspirera une série de révolutions qui viendront à leur tour au secours de la révolution indienne contre les impérialistes.

Et cette fois, si notre volonté révolutionnaire est suffisamment ferme, la révolution se poursuivra partout irrésistiblement jusqu'à la victoire permanente sur tous les impérialistes. Votre lutte révolutionnaire en Inde en elle-même constitue la preuve que la nouvelle vague de révolutions sera plus étendue et plus profonde que celle qui est née de la Première Guerre Mondiale. En 1914-1918, l'Asie subissait la paix des cimetières ; toutes les puissances impérialistes avec des possessions en Asie (Grande-Bretagne, Etats-Unis, France, Portugal, Japon) étaient unies pour maintenir « l'ordre » en Asie. La bourgeoisie indienne et le Congrès Pan-Indien, au lieu d'utiliser les difficultés de la Grande-Bretagne en Europe, soutenaient la guerre ; le « pacifiste » Gandhi aidait la Grande-Bretagne à recruter des soldats indiens et à lever des emprunts de guerre ; des centaines de milliers de soldats indiens étaient massacrés dans les campagnes de Gallipoli et d'ailleurs comme chair à canon britannique. Grâce à la « paix » en Asie et à l'aide servile de la bourgeoisie indienne, la Grande-Bretagne a traversé la Première Guerre Mondiale sans rencontrer en Inde de sérieuses difficultés.

A quel point la situation est maintenant différente - et totalement différente en faveur de la révolution indienne ! Dès le début de la guerre, les masses indiennes ont forcé le Congrès à lancer la campagne de désobéissance civile. Pendant ce temps, les impérialistes se battent entre eux en Asie, et sans que la fin de cette guerre soit en vue. C'est maintenant le moment pour l'Inde de gagner son indépendance ! Brisez le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste et les peuples du monde vous suivront et se joindront à vous !

L'Etat d'esprit nouveau des ouvriers britanniques

Et vous n'avez pas non plus à craindre que les soldats britanniques constituent un obstacle insurmontable au renversement de l'impérialisme britannique. Il y a un nouvel état d'esprit qui se développe parmi les ouvriers et soldats britanniques ! Le gouvernement britannique essaie de vous le dissimuler, mais c'est un fait - un fait d'une signification terrible pour l'impérialisme britannique.

En Angleterre aujourd'hui, l'écrasante majorité des travailleurs se méfient déjà profondément du gouvernement Churchill. Les capitalistes britanniques ne pourraient pas gouverner du tout sans l'aide des dirigeants du Labour Party britannique. Après deux ans de ce gouvernement de coalition capitalistes-Labour, les ouvriers sont mécontents non seulement des ministres capitalistes, mais de ceux du Labour. En dépit de lois anti-grèves et d'emprisonnements, en dépit d'appels frénétiques des dirigeants du Labour, les ouvriers d'Angleterre ont de plus en plus recours aux actions de grèves entrant ainsi directement en conflit avec le gouvernement. Les défaites britanniques en Extrême-Orient qui étaient avant tout une conséquence du refus des masses coloniales de combattre et mourir pour leurs oppresseurs, ont comme jamais auparavant ouvert les yeux des ouvriers britanniques sur les maux de l'impérialisme. Les ouvriers britanniques désirent sincèrement une alliance avec les masses de l'Inde. Ils sont en train maintenant d'apprendre qu'une telle alliance est impossible tant que Churchill ou tout autre gouvernement capitaliste gouverne la Grande-Bretagne. Ils commencent à comprendre que l'exploitation britannique de l'Inde est terminée, que ce soit à travers une invasion japonaise, le remplacement de la Grande-Bretagne par l'Amérique ou une révolution indienne victorieuse. Il est infiniment mieux pour les ouvriers britanniques qu'il y ait une révolution indienne victorieuse que si l'Inde tombait sous la domination japonaise ou américaine. En outre, la désintégration de l'empire britannique pose aux ouvriers britanniques une question de vie ou de mort, la nécessité d'un gouvernement ouvrier en Grande-Bretagne qui coopérerait avec une Inde libre et d'autres gouvernements ouvriers et des pays non-impérialistes, pour mettre un terme à tous les impérialismes, fascistes ou « démocratiques ».

L'atmosphère nouvelle parmi les ouvriers britanniques est également vraie dans les rangs des soldats, dont la majorité viennent de la classe ouvrière. Les soldats britanniques discutent partout intensément de questions politiques - quelque chose de sans précédent dans l'histoire de l'impérialisme britannique. Il y a parmi les soldats britanniques en Inde et à Ceylan nombre de syndicalistes et d'ouvriers qui ont une conscience politique, beaucoup d'entre eux croient d'ores et déjà à un avenir socialiste de l'humanité. Nombre d'entre eux sont les anciens combattants de sévères luttes grévistes contre les capitalistes britanniques. Dans la mesure où les ouvriers et soldats britanniques soutiennent la machine de guerre britannique, ils le font avec la conviction erronée que le gouvernement

britannique combat réellement le fascisme. Les soldats que vous voyez ne sont pas venus en Inde pour vous combattre, mais en croyant qu'ils venaient pour écraser le nazisme et le totalitarisme japonais. En Inde, leurs yeux se sont ouverts à des choses qu'ils ne connaissaient pas auparavant. Ils ont vu dans quel état de pauvreté et d'oppression vous êtes maintenus par l'impérialisme britannique et ne veulent pas être responsables de votre misère.

Les officiers britanniques meurtriers donnent l'ordre de tirer sur vous ; mais les soldats britanniques ne veulent pas tirer sur vous, et malgré la menace de la discipline de fer militaire, ils ne tireront pas s'ils trouvent une alternative. Vous pouvez leur montrer qu'il existe une alternative ! La propagande impérialiste leur a rebattu les oreilles avec le mythe selon lequel vous ne pouvez pas vous gouverner vous-mêmes et que seules les « races martiales » parmi vous peuvent se battre. Vous pouvez démentir cette propagande en montrant votre détermination de lutter jusqu'à la mort pour votre liberté. Souvenez-vous qu'en 1917, même les Cosaques ont refusé de tirer dès qu'ils virent que les grandes masses étaient décidées à renverser les oppresseurs ! Il en sera de même en Inde lorsque, par votre fermeté en fraternisant avec eux, vous trouverez accès aux oreilles et aux cœurs de ces ouvriers britanniques en uniforme.

Méthodes révolutionnaires contre méthodes du Congrès

Nous écrivons de loin et une grande partie de ce qui arrive en Inde nous est caché par la censure britannique. Il est clair néanmoins que les ouvriers et paysans de l'Inde au cours des dernières semaines ont fait de gigantesques efforts pour secouer le joug britannique et sont prêts à faire des efforts encore plus grands. Quand nous lisons les plaintes des zamindari et des capitalistes dans l'Assemblée législative centrale, demandant à la Grande-Bretagne d'être plus raisonnable, nous savons que ces agents des Britanniques ont peur parce que la grande vague de la lutte de masse peut les balayer en même temps que les Britanniques.

Mais il est également clair pour nous que les efforts héroïques des ouvriers et des paysans ne sont pas utilisés pour obtenir les meilleurs résultats. On gaspille une précieuse énergie, il y a des victimes inutiles, parce qu'il n'y a pas d'état-major général et aucun plan de lutte véritable.

L'insuffisance des méthodes de luttes actuelles en Inde découle de la fausse théorie des dirigeants du Congrès. Ils ont comme objectif, dans leur campagne de désobéissance civile, comme dans celle de 1930-1934, de provoquer une « impasse » suffisante pour que les Britanniques soient obligés d'ouvrir de nouvelles négociations sur la base de la revendication de l'indépendance du Congrès. Mais cela signifie que le Congrès demande aux Britanniques d'être d'accord avec l'indépendance. Les impérialistes britanniques noieront l'Inde dans le sang plutôt que de lui concéder sa liberté.

La théorie de l'« impasse » du Congrès n'exprime pas les aspirations

des ouvriers et des paysans. Elle exprime l'opinion de ceux qui, au bout du compte, veulent faire un accord de collaboration avec les Britanniques plutôt que de voir les ouvriers et les paysans renverser le Raj britannique. Elle exprime l'attitude des capitalistes et des zamindari dans la direction du Congrès.

Ouvriers et paysans de l'Inde ! *Méfiez-vous de ceux sur qui le joug britannique repose aussi délicatement!* Ceux qui travaillent comme des bêtes de somme et qui ont faim - ce sont les seuls qui méritent qu'on leur fasse confiance pour rejeter le joug étranger. Mais ceux qui vivent dans des maisons splendides rivalisant en splendeur avec les palais des capitalistes britanniques, qui paient 1000 roupies pour un siège aux sessions du Congrès - ceux-là ne trouvent pas le joug britannique bien rude ! *Leur* querelle avec les Britanniques est une discussion entre partenaires pour le partage des dépouilles ; un Birla, un Rajaj, veulent avoir le droit d'exploiter les ouvriers et paysans indiens sans partager aussi généreusement avec les Britanniques qu'ils sont obligés à le faire maintenant.

Même à présent, alors qu'ils sont en conflit avec les Britanniques, ces riches membres du Congrès et leurs agents politiques jettent derrière eux des coups d'œil craintifs aux ouvriers et paysans en lutte. Ils craignent par-dessus tout que les masses prennent entre leurs mains le destin de l'Inde et que la revendication de l'indépendance signifie alors concrètement non seulement l'émancipation politique, mais l'émancipation économique. Pour l'empêcher, ils ont imposé aux masses la méthode inadéquate de l'« impasse ». Pour rendre plus certain encore que le mouvement pour l'indépendance ne leur échappera pas des mains, ils ont essayé de lui imposer la doctrine de la non-violence de Gandhi.

Si les masses de l'Inde devaient confiner leur lutte et la borner aux limites de l'« impasse » et de la non-violence, elles pourraient s'efforcer pendant mille ans encore sans jamais conquérir leur liberté ! Heureusement, nous voyons, même de loin, que les masses s'emploient à dépasser les limites que la direction du Congrès a essayé de leur imposer. Ni les grèves ouvrières, ni les luttes paysannes ne sont menées dans l'esprit conservateur des dirigeants du Congrès.

Les ouvriers et paysans de l'Inde ont atteint un résultat important par leur pression spontanée sur la direction du Congrès. Il n'y aurait pas maintenant de campagne de désobéissance civile si la décision avait été laissée au comité du Congrès. Le 20 mai 1940, Nehru disait : « Lancer une campagne de désobéissance civile à un moment où la Grande-Bretagne est engagée dans une lutte à mort serait un acte qui porterait atteinte à l'honneur de l'Inde ». Nehru n'a jamais changé d'opinion - ce sont les ouvriers et les paysans de l'Inde qui l'ont obligé à se lancer dans cette campagne de désobéissance civile. Même après la mission Cripps, Nehru disait, le 12 avril 1942 : « Nous n'allons pas gêner l'effort de guerre britannique en Inde ». Aussi n'est-ce pas Nehru qui a commencé la lutte qui a abouti aux gigantesques grèves dans l'industrie de guerre ! Comme les autres dirigeants du Congrès, il a été littéralement traîné dans cette campagne de

désobéissance civile par les masses.

Les masses ont beaucoup obtenu par la pression sur la direction du Congrès. Mais cette pression ne s'est pas montrée capable de changer les méthodes de lutte inadéquates défendues par le Congrès. Et aucune pression ne saurait transformer les dirigeants du Congrès en révolutionnaires véritables. Ils demeurent ce qu'ils ont toujours été. Il ne suffit pas que les masses rejettent les méthodes des dirigeants du Congrès. Il faut les remplacer par des méthodes révolutionnaires, avec un *plan* révolutionnaire, et avec une *direction révolutionnaire*.

Libération nationale par la révolution agraire !

La libération nationale ne peut être conquise qu'à travers la révolution agraire. La grande force dirigeante de la révolution indienne, comme de la révolution russe, est la crise agraire. La grande masse de la paysannerie s'efforce sans cesse de rejeter la triple oppression de la taxation gouvernementale, de la rente seigneuriale et de l'usure du prêteur. *L'abolition du landlordisme et la liquidation des dettes agricoles* sont les uniques mots d'ordre susceptibles de rallier la paysannerie pour écraser l'impérialisme et ses agents indigènes. Mais la paysannerie, malgré son énormité numérique, est dispersée dans la campagne. L'histoire témoigne du fait que les révoltes paysannes ne peuvent vaincre si elles ne sont pas soutenues et dirigées par une classe puissante dans les villes.

Cette classe ne peut pas être la bourgeoisie, avec ses liens sociaux et économiques étroits avec les zamindari. Et le Congrès est le parti de la bourgeoisie. La direction du Congrès démontre son caractère bourgeois et zamindar par le fait qu'elle a condamné les paysans quand ils ont cessé de payer la rente pendant les campagnes de désobéissance civile de 1920-1922 et 1930-1934. Cette fois aussi, la résolution du comité du Congrès du 15 juillet appelle à une campagne de désobéissance civile sans faire une seule proposition pour alléger le fardeau de la rente et de l'usure sur la paysannerie - pour ne pas parler de l'abolition du landlordisme.

Il est clair, par conséquent, que seul le prolétariat industriel peut conduire la paysannerie à la révolution. Comme l'écrivait en 1939 Trotsky aux travailleurs de l'Inde : « L'alliance des ouvriers et des paysans pauvres est l'unique alliance honnête et digne de confiance qui puisse assurer la victoire finale de la révolution indienne ».

La classe ouvrière de l'Inde est tout à fait capable d'assumer la direction de la révolution indienne. Le poids spécifique du prolétariat indien dépasse de beaucoup celui de la bourgeoisie indienne et il faut y ajouter sa riche expérience de la lutte politique et syndicale depuis 1917. Le prolétariat indien entre dans la révolution avec l'énorme avantage d'avoir devant lui l'exemple de la révolution russe, qui fut elle aussi dirigée par un prolétariat dans un pays à prédominance agricole.

Quelle forme prendra l'alliance des ouvriers et des paysans ? La plus

démocratique possible : un vaste réseau de comités directement élus par les travailleurs, avec des élections nouvelles quand les masses le désirent.

Pour des Comités de lutte démocratiques

Dans toutes les usines, les ateliers, les quartiers, il faut que les ouvriers élisent leurs propres comités pour agir au nom des ouvriers dans toutes les questions où leurs vies, leurs conditions de vie et tous leurs intérêts sont en danger. Ce n'est que si les ouvriers sont dirigés par leurs propres comités qu'ils peuvent se protéger non seulement contre l'impérialisme britannique mais aussi contre la trahison des nombreux fonctionnaires du Congrès et des syndicats qui sont voués à capituler devant le Raj britannique. De tels comités chez les ouvriers des villes inspireront à leur tour la création de comités de villages élus par les paysans pour diriger leurs luttes. Ces comités uniront tous les travailleurs, indépendamment de leurs opinions politiques, et, dans leur sein, les partis politiques pourront librement entrer en compétition pour le ralliement des masses pendant le travail et l'activité du comité. La guerre a jeté les soldats au milieu de la population civile et quand les comités ouvriers et surtout les comités paysans seront établis, ils inspireront, également des *comités de soldats* dans l'armée indienne, car les soldats indiens sont des paysans en uniforme. Un réseau de ces comités d'ouvriers, paysans et de soldats est l'unique façon sûre de mobiliser les grandes masses pour la lutte pour la libération nationale du joug de l'oppression.

Dès que possible, les délégués des divers comités de chaque localité devront se réunir pour centraliser et coordonner leur travail. A leur tour, des délégués des localités devront former des organismes régionaux et, finalement, il devra y avoir un Conseil Pan-Indien des délégués des ouvriers, paysans et soldats. Contre un réseau aussi puissant, unissant des centaines de millions de travailleurs de l'Inde, le Raj britannique ne pourra jamais l'emporter ! C'est sous la direction d'un réseau exactement identique que la révolution russe a marché à la victoire

Pour l'Assemblée constituante !

A travers ces comités, l'Inde se soudera en tant que nation, y compris le peuple des Etats indigènes. Les comités sont une réponse irréfutable à toute affirmation du Raj britannique, de la soi-disant Ligue Musulmane de Jinnah, de l'Hindu Mahasabha ou qui que ce soit d'autre, que la lutte pour l'indépendance n'est pas soutenue par l'écrasante majorité du peuple de l'Inde. Cette question peut être décidée démocratiquement par une *Assemblée constituante* élue au suffrage universel par hommes et femmes de plus de 18 ans !

Ni les capitalistes britanniques, ni les capitalistes indigènes ou les zamindari n'oseront soumettre la question à l'élection d'une Assemblée constituante ; au contraire, ils remueront ciel et terre pour empêcher sa création. Seule la révolution victorieuse des comités d'ouvriers, de paysans

et de soldats contre le Raj britannique et ses alliés indigènes peut garantir l'établissement d'une Assemblée constituante.

L'Industrialisation de l'Inde

La révolution agraire ouvrira la voie à une réorganisation totale de l'agriculture. Mais un siècle de domination impérialiste a systématiquement détruit les industries artisanales indigènes et a précipité tant de centaines de millions dans l'agriculture que la première tâche est d'enlever des dizaines de millions à la terre pour les mettre dans l'industrie. En outre, la révolution ne se contentera pas de cultiver la terre par des méthodes primitives, la culture sur une grande échelle après la révolution exige des outils agricoles modernes. C'est pourquoi la réorganisation de l'agriculture est impossible sans *l'industrialisation* de l'Inde.

Dans les usines de fer et d'acier des Tata, dans les grandes usines récemment créées pour les munitions au Bihar, les ouvriers indiens - y compris les paysans d'hier - ont démontré avec quelle rapidité ils apprennent les techniques de la mécanisation moderne. L'industrialisation va extirper des siècles de pauvreté. L'industrialisation mettra fin à tous les maux hérités du passé, créant non seulement un niveau de vie dont on ne rêvait pas jusqu'alors pour les masses indiennes, mais apportant aussi l'optique scientifique de la vie. *Ce ne sont pas le pagne ni le rouet de Gandhi, mais la dynamo et le tracteur qui sont les symboles de l'avenir de l'Inde.*

Un Gouvernement ouvrier et paysan

Le développement industriel est si impératif pour l'Inde qu'il ne doit pas être permis qu'il se fasse sur un rythme d'escargot et avec l'anarchie et le gaspillage du capitalisme, y compris du capitalisme indigène. L'industrialisation doit avancer au rythme et à l'échelle que seul un gouvernement ouvrier et paysan peut rendre possible, comme l'ont démontré les plans quinquennaux de l'Union soviétique.

De plus, l'Inde peut s'attendre non à l'isolement dans un monde capitaliste, ce qui fut le destin de l'Union soviétique pendant vingt-cinq ans, mais la coopération socialiste avec l'union soviétique, avec une Chine régénérée, avec la Birmanie et l'Indochine et avec les Etats-Unis socialistes d'Europe qui sortiront sans aucun doute des cendres de cette guerre. Il est en vérité glorieux, l'avenir de l'Inde et de l'Asie !

Pour le Bolshevik-Leninist Party !

Pour marcher fermement vers cet avenir, pour remplir leurs tâches

révolutionnaires, les ouvriers de l'Inde ont besoin d'un état-major général. Ils ont besoin de leur propre parti d'avant-garde, un parti qui soit réellement leur, indépendant du contrôle du Congrès ou des staliniens.

Il existe un tel parti en Inde aujourd'hui ! C'est le Bolshevik-Leninist Party, la section indienne de la IV^e Internationale. C'est un parti construit sur les fermes fondations des enseignements de Marx, Lénine et Trotsky. C'est un parti qui sait comment relier la lutte de l'Inde avec celle des ouvriers et des peuples opprimés du monde entier. C'est un parti qui offre aux ouvriers et aux paysans de l'Inde l'unique programme qui puisse les conduire au renversement victorieux de l'impérialisme britannique !

Ouvriers et Paysans de l'Inde ! Ralliez-vous autour du Bolshevik-Leninist Party ! Il vous conduira à la victoire sur l'impérialisme britannique et ses agents locaux !

Ouvriers et Paysans de l'Inde ! Soyez sûrs que, sur tous les continents du monde, les sections de la IV^e Internationale sont en train de défendre votre lutte, de dénoncer les mensonges des impérialistes et de rallier à vos côtés les ouvriers et les paysans.

26 septembre 1942

Comité exécutif international de la IV^e Internationale (Parti mondial de la Révolution socialiste)

Comité de Formation du Bolshevik-Leninist Party

Les classes en Inde et leur rôle politique

Les princes indigènes

La révolte de 1857 représenta la dernière tentative de la vieille classe dirigeante féodales de l'Inde pour rejeter le joug britannique. Cette révolte, malgré le caractère réactionnaire de sa direction, mit à nu la profondeur du mécontentement et de la fermentation populaires, inquiéta les maîtres britanniques et mena à un tournant radical de leur politique en Inde. A la recherche de bases d'un soutien social et politique, les Britanniques abandonnèrent leur politique d'annexion dans l'Inde britannique d'Etats indiens et, à la place, garantirent à ce qui restait des anciens maîtres féodaux leurs positions privilégiées et parasitaires dans d'innombrables petites principautés, étayant leur pouvoir, les protégeant contre les masses et recevant en retour le soutien sans réserves de la domination britannique par ces éléments. Les princes de ces Etats indiens maintenus au prix d'une multiplication chaotique des subdivisions administratives, ne sont plus aujourd'hui que les outils corrompus et dépendants de l'imperialisme britannique, et les Etats feudataires, comme un damier dans toute l'Inde, ne sont guère plus qu'un vaste réseau de forteresses érigées par les Britanniques pour leur propre défense. La variété de ces Etats et de la juridiction des princes féodaux défie une description générale, mais tous soutiennent également la politique réactionnaire de l'impérialisme en Inde. Le despotisme et le mauvais gouvernement de la grande majorité de ces maîtres dans leurs territoires ont créé et perpétué des conditions d'arriération extrême, même pour l'Inde, incluant les formes les plus primitives du féodalisme et de l'esclavage même. Leurs intérêts collectifs sont représentés par la Chambre des Princes, créée en 1921, l'organisme le plus réactionnaire de toute l'Inde.

Les Landlords

Les soutiens les plus fermes de la domination britannique en Inde, après les princes, sont les landlords. En fait, la majorité des princes ne sont eux-mêmes rien de plus que des landlords magnifiés, jouant le même rôle que les landlords de l'Inde britannique. Les landlords de l'Inde ont un palmarès d'oppression médiévale, d'extorsion de rente et d'usure, et de gangstérisme débridé contre une paysannerie désarmée, qui ont fait d'eux les exploiters les plus haïs en Inde. L'extension rapide des grandes propriétés à l'époque moderne à travers le développement de nouvelles classes parasites intermédiaires au détriment de la paysannerie, a non seulement accru le nombre de ceux qui perçoivent la rente fermement lié leurs intérêts à ceux de la classe capitaliste indienne à travers les liens de l'investissement et de l'hypothèque. Le rôle politique des landlords a toujours été d'étroite soumission à l'impérialisme

britannique en même temps que d'obstacle le plus important sur la route du développement agricole qui exige une profonde révolution démocratique dans le domaine agraire et la liquidation du landlordisme sous toutes ses formes.

La seconde moitié du XIX^e siècle a vu le développement à Bombay et dans d'autres centres industriels d'une classe capitaliste. La bourgeoisie indienne des premiers temps, consciente de sa faiblesse et de sa position de dépendance dans l'économie, ne contestait en rien la domination britannique. Mais le profond conflit économique entre ses intérêts propres et ceux de ses concurrents britanniques l'a amenée, à partir de la première décennie du XX^e siècle, à se servir du mouvement politique national pour renforcer sa capacité de marchandage avec l'impérialisme britannique.

La bourgeoisie indienne

La bourgeoisie, en l'absence de toute classe concurrente et particulièrement d'un mouvement prolétarien indépendant, a assumé la pleine direction du mouvement politique national par l'intermédiaire de son parti, le Congrès National Indien. Le caractère bourgeois de la direction du mouvement a été clairement démontré en 1905 par le choix d'un boycottage économique des produits étrangers comme méthode pour lutter contre la partition du Bengale. Pendant cette période, la bourgeoisie définissait comme son objectif d'atteindre « un auto-gouvernement colonial dans le cadre de l'Empire » en tant que partenaire subalterne de l'impérialisme. Elle abandonna la lutte et adopta une politique de coopération avec les Britanniques après l'octroi des réformes Morley-Minte, ses propres objectifs étant atteints pour le moment.

Les dernières années d'après la seconde guerre mondiale et celles qui l'ont immédiatement suivie, ont été marquées par le développement, pour la première fois depuis 1857, d'une lutte de masse à l'échelle nationale, contre l'impérialisme, basée sur le mécontentement et l'agitation de la paysannerie et de la classe ouvrière. Ce mécontentement était particulièrement marqué à Bombay où la vague de grèves ouvrières atteignit une échelle sans précédent aux Indes, avec son apogée en 1920, année où le nombre de grévistes atteignit le chiffre énorme d'un million et demi. Les réformes Montagu-Chembford étaient destinées à faire face à cette menace grandissante en achetant la direction bourgeoise, et elles atteignirent cet objectif dans une certaine mesure, puisque la fraction de la bourgeoisie qui voulait une coopération sincère avec le gouvernement quitta le Congrès pour former le parti libéral en 1918. Mais la croissance du mouvement de masse obligea la bourgeoisie à choisir entre l'entrée dans les luttes et l'isolement par rapport aux masses. Lançant sous son propre drapeau le mouvement de résistance passive et, plus tard, le mouvement de désobéissance civile de masse de 1921, le Congrès s'engagea dans la lutte, mais seulement pour la trahir de l'intérieur.

Le mouvement de masse qui, en dépit de la timidité et de la mollesse de sa direction, était devenu une véritable révolte de masse contre le Raj britannique, fut soudain rapporté, alors qu'il était à son sommet, par le bourgeois Gandhi, et il s'en suivit pour les masses une période de démoralisation. Le caractère réactionnaire

traître de la direction bourgeoise apparut clairement dans la résolution Bardoli de 1922 qui condamnait la campagne de refus de paiement de la paysannerie et insistait pour que les rentes continuent à être payées aux landords, assurant aux zamindars - les landlords - que le Congrès « n'avait pas l'intention de s'en prendre à leurs droits légaux ». La bourgeoisie démontrait ainsi son attitude réactionnaire à l'égard de la question agraire qui constitue la force motrice de la révolution en Inde.

Avec l'aggravation des conditions de la fin des années vingt, la lutte de masse se développa de nouveau sur un rythme accéléré et le Congrès la conduisit de nouveau à la défaite (1930-1934). Les objectifs de ce nouveau combat furent d'avance, limités par Gandhi aux fameux onze points qui représentaient exclusivement les revendications les plus pressantes de la bourgeoisie indienne. Le mouvement se développa néanmoins en 1930 bien au-delà des limites assignées par le Congrès, avec une montée de grèves, de puissantes manifestations, le raid contre l'arsenal de Chittagong et les soulèvements de Peshawar et Sholapur. Gandhi déclara ouvertement au Vice-Roi qu'il combattait autant contre les formes grandissantes de révolte que contre l'impérialisme britannique. A partir de là, la bourgeoisie chercha à arracher à l'impérialisme des concessions pour prix de sa trahison de la lutte de masses dans laquelle elle voyait une menace réelle grandissante contre elle-même. L'accord Gandhi-Irwin fut un accord contre le mouvement de masses et ouvrit la voie à une répression épouvantable qui s'abattit sur le mouvement pendant son reflux en 1932-1934.

Depuis 1934, l'objectif de Gandhi et des dirigeants du Congrès a été d'empêcher la réapparition de luttes de masses contre l'impérialisme, tout en utilisant leur position de direction du mouvement national pour s'assurer les concessions qu'ils espèrent obtenir de l'impérialisme britannique. Ils voient dans les forces montantes de la révolte et particulièrement dans l'émergence de la classe ouvrière en tant que force politique, une menace pour leurs propres bases d'exploitation et suivent par conséquent une politique de plus en plus réactionnaire. En réorganisant l'administration du parti de façon à assurer à la bourgeoisie la position inexpugnable de direction, en 1934, ils ont transféré le centre des activités sur le terrain parlementaire et l'élaboration d'une nouvelle constitution de façon à assurer le maximum de bénéfices à la bourgeoisie, jusqu'à ce que l'intransigeance du parlement britannique et du gouvernement indien dans la situation de la guerre, ainsi que le retrait de nombre des concessions politiques sur l'autonomie locale, obligent à nouveau le Congrès à passer dans l'opposition en 1939. La bourgeoisie du Congrès engagea alors une campagne restreinte de désobéissance civile individuelle « non violente » avec des objectifs étroitement bourgeois et sous le contrôle direct de Gandhi personnellement. Elle espérait empêcher par cette initiative le développement d'une sérieuse lutte de masse contre l'impérialisme dont la direction ne peut que lui échapper.

L'instrument principal par lequel la bourgeoisie indienne cherche à maintenir son contrôle sur le mouvement national est le Congrès national indien, parti classique de la classe capitaliste indienne, qui cherche le soutien de la petite bourgeoisie et, si possible, des ouvriers, pour ses propres objectifs. En dépit du fait que, dans ces conditions, des éléments révolutionnaires et semi-révolutionnaires demeurent dans les rangs du Congrès, en dépit de ses effectifs de masse (cinq millions en 1939) et des déclarations programmatiques démagogiques (Assemblée constituante, réforme

agraire) répétées du Congrès, sa direction politique demeure exclusivement aux mains de la bourgeoisie, de même que le contrôle de l'organisation du parti, comme ce fut prouvé de façon dramatique à Tripuri et ensuite. Le Congrès National Indien, dans sa composition sociale, son organisation et surtout sa direction politique, peut être comparé au Guomindang qui conduisit la révolution chinoise de 1925-1927 à la trahison et la défaite.

La caractérisation du Congrès National Indien comme un parti pluri-classiste, comme le « Front unique national » ou « une plate-forme plutôt qu'un parti » est une duperie flagrante calculée seulement de façon à donner d'avance à la bourgeoisie la direction dans la lutte qui vient et la conclure à l'avance par trahison et défaite.

Les intérêts les plus réactionnaires de la bourgeoisie indienne trouvent une expression dans les nombreuses organisations qui coexistent avec le Congrès. Ainsi, la Fédération libérale (1918) représente ceux des éléments bourgeois qui coopèrent ouvertement avec l'impérialisme. Les intérêts fractionnels des classes propriétaires sont représentés par les diverses organisations communales, notamment la Ligue Musulmane (1905) et la Hindu Maha Sabaha (1925) qui sont dominées par les gros propriétaires fonciers et les intérêts bourgeois et poursuivent une politique réactionnaire sur toutes les questions sociales et économiques, obtenant un peu de soutien populaire par un appel au sentiment religieux et communaliste des masses arriérées.

L'intelligentsia petite bourgeoise

Du fait de leur position de dépendance à l'égard de la classe capitaliste et de l'absence de toute contestation de sa direction par le prolétariat, les divers éléments de la petite bourgeoisie urbaine et l'intelligentsia petite-bourgeoise ont toujours joué le rôle de satellites de la bourgeoisie. La radicalisation de la petite bourgeoisie sous l'impérialisme a trouvé son expression première et très forte dans le durable mouvement terroriste au Bengale et ailleurs, dont l'échec, malgré l'héroïsme de ses protagonistes, a finalement démontré la profonde incapacité de l'intelligentsia petite-bourgeoise à trouver une solution indépendante de ses propres problèmes.

Aujourd'hui, la petite bourgeoisie indienne trouve son reflet politique dans les diverses organisations dans les rangs ou sous l'influence du Congrès National Indien, comme le Forward Bloc, le Congress Socialist Party, le Radical Democratic Party de M.N. Roy, etc.

A l'intérieur du Congrès, les dirigeants petits-bourgeois se sont toujours laissés utiliser par la bourgeoisie comme une couverture devant les masses, en couvrant par leurs phrases radicales et leur démagogie irresponsable le gouffre qui sépare la direction réactionnaire du Congrès des espoirs et aspirations des masses. Ainsi, la démagogie de Bose et de Nehru, comme les phrases « socialistes » de M.N. Roy et du Congress Socialist Party, pour ne pas parler du « marxisme » des champions du Front national uni du Communist Party of India, ont à leur tour servi d'écran de fumée aux dirigeants gandhistes pour leurs propres manœuvres réactionnaires.

La capitulation humiliante du Congress Socialist Party devant la direction du

Congrès, la conversion de M.N. Roy et de ses Radicaux-démocrates en bellicistes impérialistes et le départ de la scène indienne de Subhas Chandra Bose constituent des symptômes de l'affaiblissement du rôle politique de l'intelligentsia petite-bourgeoise, qui, indépendamment des postures théâtrales qu'elle peut prendre devant les masses en temps normal, révèle, au moment de la montée de la crise, sa faillite politique et dont la raison d'être est d'être utilisée par la bourgeoisie pour tromper les masses.

La Paysannerie

La paysannerie constitue la grande majorité de la population indienne (70 %). La stagnation et la détérioration de l'agriculture, la faim grandissante de terre, les exactions du gouvernement, l'extension du landlordisme parasitaire, le poids accru de la dette rurale et l'expropriation consécutive des agriculteurs sont en train de conduire inexorablement la paysannerie sur une voie révolutionnaire. L'agitation paysanne, aboutissant souvent à de véritables soulèvements (Révolte des Santhals en 1855, Emeutes de Deccan en 1875) ont été un motif récurrent de l'histoire indienne. Au cours des deux dernières décennies et particulièrement depuis la crise économique mondiale (1929), le mouvement paysan est ascendant et a pris un caractère toujours plus radical.

C'est précisément la profondeur et l'étendue de la crise agraire qui met la révolution contre l'impérialisme à l'ordre du jour, lui donne la force et la portée nécessaires pour renverser le pouvoir dominant. La révolution agraire exige néanmoins la direction d'une autre classe pour élever la lutte au niveau d'une révolution nationale. L'isolement et la dispersion de l'économie paysanne, l'arriération historique et politique des masses rurales, le manque de cohésion à l'intérieur de la paysannerie, les objectifs opposés de ses différentes couches, tout cela se combine pour empêcher la paysannerie de jouer un rôle indépendant dans la révolution qui vient.

L'invasion des intérêts monétaires a gravement accéléré les tendances à la désintégration dans la paysannerie. La création d'une vaste armée de paysans sans terre, de métayers et d'ouvriers agricoles à la campagne a considérablement compliqué le problème agraire et rendu nécessaires des mesures révolutionnaires de la plus longue portée. L'antagonisme fondamental entre le landlord et le paysan n'a pas été réduit par l'entrée dans l'agriculture du capital financier, puisque cette dernière n'a apporté aucune amélioration, ni dans les méthodes de culture, ni dans le système de tenure de la terre. Au contraire, l'antagonisme paysan-landlord a été considérablement aggravé par l'extension des exigences parasitaires sur la terre et le renversement du landlordisme par le transfert de la terre au cultivateur demeure la tâche première de la révolution agraire. Cet antagonisme fondamental a été néanmoins doublé par un antagonisme nouveau qui se reflète dans l'augmentation d'un prolétariat agricole au sens strict du mot. En outre, l'invasion du capital financier a rendu plus pressant le problème des hypothèques et des dettes rurales dans certaines régions que dans d'autres, et l'ensemble de ces faits donnera sans doute à la révolution agraire, au moins dans certaines régions, un caractère anticapitaliste à une étape précoce.

La Direction de la paysannerie

La direction de la révolution, que la paysannerie ne peut pour sa part assurer, ne peut venir que d'une classe urbaine. Mais la bourgeoisie urbaine ne peut la fournir, puisque d'abord elle est profondément réactionnaire dans la question agraire, puisqu'elle prend une importante part, comme on sait, dans l'exploitation parasitaire de la paysannerie. Surtout, la bourgeoisie, compte tenu de sa faiblesse et de, sa dépendance à l'égard de l'impérialisme, est vouée à jouer dans la lutte qui vient pour le pouvoir un rôle contre-révolutionnaire.

La direction de la paysannerie dans la révolution agraire démocratique petite-bourgeoise qui est à l'ordre du jour immédiat ne peut donc venir que du prolétariat industriel, et une alliance entre le prolétariat et la paysannerie est une condition préalable fondamentale de la révolution indienne. Cette alliance ne peut être conçue sous la forme d'un « parti ouvrier et paysan » ou d'une « dictature démocratique » dans la révolution. Une alliance révolutionnaire entre le prolétariat et la paysannerie ne peut avoir le sens que de la direction par le prolétariat de la lutte paysanne, et, dans le cas de victoire révolutionnaire, de l'établissement de la dictature du prolétariat avec le soutien de la paysannerie.

Le Mouvement paysan

Le développement récent du mouvement paysan a conduit à la formation d'organisations de masse variées dans la paysannerie, dont les plus importantes sont les Kisan Sanghs (comités paysans) liés de façon lâche à l'échelle des districts, provinces et finalement à l'échelle de l'Inde dans le All-India Kisan Sabha qui comptait, en 1939, 800 000 membres. Ces associations, dont le caractère précis varie d'un district à l'autre, sont généralement aujourd'hui sous le contrôle et l'influence d'éléments de l'intelligentsia petite-bourgeoise qui, ainsi qu'on vient de le souligner, ne peuvent suivre une politique de classe indépendante de la bourgeoisie, bien que la pression de masses croissante sur elles se reflète dans le fait qu'elles sont obligées de lancer des mots d'ordre toujours plus radicaux. Il n'existe aucun moyen de déterminer d'avance le rôle exact des Kisan Sanghs dans la révolution qui vient. Il sera déterminé par le rapport des forces intérieur, lequel dépend à son tour dans une grande mesure de la conscience et du militantisme des couches inférieures de la paysannerie et de l'étendue du contrôle qu'elles exercent sur les Kisan Sanghs. Mais on peut affirmer d'avance, sur la base de l'expérience des révolutions indienne et chinoise que l'existence des Kisan Sanghs sur une échelle pourtant grande ne peut offrir de substitut aux organisations *séparées* de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles dans les soviets ruraux, sous la direction de la classe ouvrière urbaine. Seuls les soviets peuvent donner la garantie que la révolution agraire sera menée jusqu'au bout.

La Classe ouvrière

Le prolétariat industriel est le produit du capitalisme moderne en Inde. Sa rapide croissance depuis 1914 peut être illustrée par une comparaison entre les Factory Acts Statistics de 1914 et 1936 :

<i>Nombre d'usines</i>		<i>Nombre d'ouvriers employés</i>
1914	2936	950 973
1936	9329	1652 147

La force numérique du prolétariat industriel peut être évaluée à cinq millions, distribués essentiellement comme suit (chiffres de 1935) :

a) Ouvriers dans des usines équipées d'énergie.....	1 855 000
(y compris dans les Etats indigènes)	
b) Mineurs.....	371 000
c) Cheminots.....	636 000
d) Ouvriers du transport.....	361 000
e) Ouvriers de plantations.....	1 000 000

La classe ouvrière indienne est employée surtout dans l'industrie légère (coton, jute, etc.) mais aussi dans une certaine mesure dans les industries du fer, de l'acier, du ciment et du charbon. Le degré de concentration dans les établissements industriels est relativement élevé du fait du caractère récent du développement industriel et du caractère typiquement moderne de nombre des entreprises nouvelles. La place que le prolétariat occupe dans la société indienne ne peut être évaluée à partir de sa dimension réelle ; sa vraie mesure, c'est la place vitale qu'il occupe dans l'économie du pays.

Les salaires du prolétariat indien sont parmi les plus bas, ses conditions de vie les plus misérables, ses horaires de travail les plus lourds, les conditions dans les usines les pires, le taux de mortalité le plus élevé dans le monde civilisé. Le combat pour porter remède à ces conditions intolérables et pour se protéger contre l'aggravation brutale des conditions de leur exploitation conduit directement les ouvriers à la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le système capitaliste, dont la destruction est nécessaire à leur émancipation.

Les luttes de la classe ouvrière

L'histoire de la lutte prolétarienne en Inde remonte au siècle dernier mais le mouvement n'a pris un caractère organisé que dans la période de l'après-guerre. La première grande vague gréviste (1918-1921) a montré l'apparition de la classe ouvrière indienne comme force séparée et a donné au mouvement politique national pendant cette période une signification réellement révolutionnaire pour la première fois dans son histoire. En 1920, au sommet de la vague gréviste, l'Indian Trade Union Congress a été formé.

La seconde grande vague de grèves de fin des années vingt, particulièrement à Bombay, a montré un immense progrès dans le mouvement de la classe ouvrière,

marqué par un éveil grandissant aux idées communistes. Les millions, toujours plus nombreux, d'ouvriers indiens et l'influence grandissante des communistes, ont été à l'origine du fait que le mouvement a été scissionné, par ceux de ses dirigeants qui cherchaient la voie de la collaboration avec la bourgeoisie. Ainsi a été constituée en 1929 la réactionnaire Trade Union Federation. La politique des dirigeants ouvriers réactionnaires était facilitée par la désastreuse politique de « syndicats rouges » suivie par le parti communiste de l'Inde sur les instructions de la bureaucratie de l'Internationale communiste. Avec l'arrestation des dirigeants communistes sur la base d'une accusation forgée de toutes pièces (l'affaire de la conspiration de Meerut) et de la scission ultérieure du Trade Union Congress en 1931, la vague de lutte de la classe ouvrière a une fois de plus reflué. C'est pendant cette période (1930-1931) que le Parti communiste de l'Inde, qui jouissait de la confiance des travailleurs qui s'éveillaient, a commis la grave erreur politique de se tenir à l'écart du mouvement de masses qui prenait de nouveau des dimensions révolutionnaires.

La tendance à la reprise économique qui a commencé en 1936, jointe aux activités de masse en liaison avec la campagne électorale du Congrès ont provoqué une renaissance du mouvement de masse entré à nouveau alors dans une période de montée. Les ministères du Congrès ont vu ressurgir le mouvement de grève de la classe ouvrière avec la grève du jute du Bengale (1937) et celle du textile de Cawnpore (1938), résurgence qui n'a pu être arrêtée que par des mesures de répression accrues prises par le gouvernement depuis l'éclatement de la guerre. Mais pas avant que la classe ouvrière indienne ait clairement démontré son attitude à l'égard de la guerre impérialiste, particulièrement par la grève politique de masse contre la guerre de 80 000 travailleurs à Bombay.

Les Groupes de gauche

Le Communist Party of India qui seul aurait pu, au cours des deux dernières décennies, fournir la direction marxiste qui est avant tout nécessaire, a commis, au lieu de le faire, des erreurs irresponsables exprimant la politique bureaucratiquement conçue de l'Internationale communiste. Conformément à son objectif programmatique central erroné, la « dictature démocratique » du prolétariat et de la paysannerie, le C.P.I. a encouragé de 1926 à 1928 le développement de partis « ouvriers et paysans » aux dépens des partis ouvriers indépendants. Cette politique a été balayée en 1929 pour faire place à une politique sectaire ultra-gauchiste (dans la fameuse « troisième période » du Comintern), dont l'apparition s'exprima avec la scission des syndicats par la formation de « syndicats rouges ». Cette politique sectaire du C.P.I. conduisit à isoler de la lutte de masses de 1930-1931 et facilita d'autant la trahison de cette lutte par la bourgeoisie. Dans la période de reflux qui suivit (1934), le C.P.I. fut plongé dans l'illégalité et y est resté depuis. A partir de 1935, le C.P.I. (encore à l'initiative de l'Internationale communiste maintenant devenue ouvertement l'instrument de la bureaucratie soviétique) renversa une fois de plus sa politique et tendit la main à la bourgeoisie pour collaborer à travers la politique du Front national uni qui crédita la bourgeoisie d'un rôle révolutionnaire. Le C.P.I. fut transformé en une opposition loyale à l'intérieur du Congrès n'ayant aucune politique indépendante de cette organisation, un état de choses qui se prolonge aujourd'hui.

Faisant mécaniquement écho à tout nouveau mot d'ordre lancé par l'Internationale communiste pour répondre aux besoins de la politique changeante des bureaucrates soviétiques, le C.P.I. a démontré son caractère réactionnaire par son attitude à l'égard de la guerre impérialiste. Avec sa théorie fausse du front national uni, le C.P.I. est prêt à rééditer la trahison de la révolution chinoise en remettant la direction de la lutte révolutionnaire à la bourgeoisie traîtresse. Le Communist Party of India, du fait du prestige dont il jouit à cause de la révolution russe et de l'Union soviétique, est aujourd'hui l'influence la plus *dangereuse* à l'intérieur de la classe ouvrière indienne.

Prêchant ouvertement la collaboration avec la bourgeoisie et aujourd'hui avec l'impérialisme britannique en guerre, il y a le parti de M.N. Roy. Sa base se rétrécissant dans la classe ouvrière, Roy a cherché une audience dans la bureaucratie ouvrière qui soutient la guerre et dans la bourgeoisie elle-même.

Le Congress Socialist Party (1934) a suivi dès le début une politique de soumission totale à la bourgeoisie du Congrès et il n'a absolument aucune base dans la classe ouvrière. Abandonnant sa prétention à une existence indépendante, le C.S.P. a été ouvertement scissionné par les communistes qui l'avaient pénétré et n'est plus aujourd'hui qu'une coquille vide de toute substance politique.

A la gauche du Communist Party, dégoûtés par ses dirigeants bureaucratiques et sa politique réactionnaire, existent un certain nombre de petits partis et groupes sur des positions plus ou moins centristes. Ainsi le Bengale Labor Party (Bolshevik Party of India), le Red Flag Communist (Communist Party) dirigé par S.N. Tagore, etc. Sans politique révolutionnaire nette, sans avoir décisivement rompu sur le plan politique et d'organisation avec l'Internationale communiste, ces partis et groupes sont incapables d'offrir à la classe ouvrière la direction indépendante dont elle a besoin. Ces groupes comptent néanmoins bien des combattants éprouvés et des théoriciens marxistes capables, qui seraient très précieux dans un parti ouvrier révolutionnaire.

Ce parti ne peut être que le Bolshevik-Leninist Party of India, le parti de la IVe Internationale en Inde, qui, seul, avec sa stratégie révolutionnaire basée sur l'accumulation de l'expérience et sur la théorie de la révolution permanente en particulier, peut conduire à la victoire révolutionnaire la classe ouvrière de l'Inde. Ce parti doit encore être construit à une échelle de l'Inde tout entière, bien qu'il existe déjà de nombreux groupes dont la fusion dans le Comité pour la formation du Bolshevik-Leninist Party of India a fourni le noyau de cette formation.

En dépit de sa faiblesse subjective sur le plan de l'organisation et de la conscience, inévitable dans un pays arriéré et les conditions de répression qui l'entourent, la classe ouvrière est tout à fait capable de diriger la révolution indienne. Elle est la seule classe qui soit objectivement prête à ce rôle, non seulement en fonction de la situation indienne, mais, compte tenu du déclin du capitalisme à l'échelle mondiale, qui ouvre la voie à la révolution prolétarienne internationale.

La Révolution permanente

L'Inde est confrontée à une révolution bourgeoise-démocratique historiquement retardée, dont les principales tâches sont le renversement de l'impérialisme britannique, la liquidation du système agraire semi-féodal et le nettoyage des résidus féodaux dans la forme des Etats indigènes indiens. Mais, bien que les révolutions démocratiques bourgeoises qui se sont produites au cours des siècles précédents dans les pays avancés aient trouvé leur direction dans la bourgeoisie montante d'alors, la bourgeoisie indienne n'est apparue sur la scène qu'après que la bourgeoisie dans son ensemble ait épuisé dans le monde son rôle progressiste, est incapable de fournir une direction à la révolution qui se déroule aux Indes.

Liée au capital étranger et dépendant de lui depuis le début, la bourgeoisie indienne manifeste aujourd'hui tous les caractères d'une bourgeoisie surtout compradore, jouissant au mieux de la position de partenaire très secondaire dans la firme Impérialisme britannique et cie. C'est pourquoi, alors qu'ils s'étaient préparés à prendre la tête du mouvement anti-impérialiste à travers le Congrès National Indien, afin d'utiliser ce mouvement comme un moyen de marchandage pour obtenir des concessions de l'impérialisme, les dirigeants bourgeois ont réduit la perspective du mouvement et l'ont empêché de se développer sous la forme d'un assaut révolutionnaire contre l'impérialisme. Incapables, par la nature même de leurs positions, de s'engager dans une lutte révolutionnaire pour l'indépendance, et redoutant une telle lutte, les dirigeants bourgeois n'ont maintenu leur contrôle sur le mouvement de masse que pour le trahir au moment critique.

Deuxièmement, à la différence de la bourgeoisie révolutionnaire d'autrefois qui s'est dressée en opposition à la classe propriétaire féodale et en lutte constante contre elle, la bourgeoisie indienne s'est développée largement à partir de la classe des propriétaires fonciers elle-même et est en outre étroitement liée aux landlords à travers les hypothèques. Elle est donc incapable de mener les paysans dans la révolution agraire contre le landlordisme. Au contraire, comme le démontrent clairement la politique déclarée et les actions du Congrès aussi bien pendant les mouvements de désobéissance civile que sous les ministères du Congrès, ce sont de fermes soutiens des intérêts *zamindari*.

Finalement, à la différence des révolutions bourgeoises démocratiques d'autrefois, la révolution en Inde se développe à un moment où il existe dans le pays de grosses concentrations ouvrières. Le prolétariat industriel, qui compte cinq millions, occupe une position d'importance stratégique dans l'économie du pays, qui n'est pas mesurable par ses effectifs. Il est en outre important de ne pas oublier qu'une forte proportion, pas encore calculée, mais certainement très élevée, de ces ouvriers, est employée dans des entreprises qui emploient plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Le haut degré de concentration du prolétariat indien fait progresser considérablement sa conscience de classe et sa force d'organisation. C'est seulement dans les années d'après-guerre que la classe ouvrière indienne a émergé comme une force organisée à l'échelle nationale. Mais les vagues de grèves nombreuses et militantes de 1918-1921 et de 1928-1929 qui furent les précurseurs des mouvements

de désobéissance civile de masse de 1920-1921 et 1930-1933, attestent de la rapidité de son éveil. Ces ouvriers sont en conflit quotidien non seulement avec les propriétaires britanniques mais aussi avec la bourgeoisie indigène. Face à la menace de la classe ouvrière, la bourgeoisie indienne est devenue de plus en plus conservatrice et soupçonneuse. A chaque progrès de la conscience et de l'organisation ouvrières, la bourgeoisie s'est rapprochée des impérialistes et éloignée des masses. Il est clair qu'aucune des tâches de la révolution démocratique bourgeoise ne peut être résolue sous la direction de la bourgeoisie indienne. Loin de diriger la révolution bourgeoise-démocratique, la bourgeoisie indienne passera dans le camp de l'impérialisme et des landlords dès l'explosion de la révolution.

La petite bourgeoisie urbaine, quotidiennement déclassée et paupérisée sous l'impérialisme et subissant un déclin économique, ne peut même pas imaginer de jouer un rôle indépendant dans la révolution qui vient. Comme il n'existe cependant aucune perspective d'amélioration de ses conditions sous l'impérialisme, mais qu'elle doit en outre faire face à une réelle paupérisation, elle est contrainte de s'engager dans la voie révolutionnaire. La paysannerie, la classe numériquement la plus nombreuse et la plus atomisée, arriérée et opprimée, est capable de soulèvements locaux et de faire une guerre de partisans, mais elle a besoin de la direction d'une classe plus avancée et centralisée pour que cette lutte puisse être portée à l'échelon national. Sans une telle direction, la paysannerie à elle seule ne peut pas faire une révolution.

La tâche de cette direction retombe, par la nature des choses, sur le prolétariat indien, qui est l'unique classe capable de conduire les masses laborieuses à l'assaut de l'impérialisme, des landlords et des princes. La concentration et la discipline que lui vaut sa place même dans l'économie capitaliste, sa force numérique, la violence de l'antagonisme de classe qui l'oppose quotidiennement aux impérialistes qui sont les principaux détenteurs du capital en Inde, son organisation et son expérience de la lutte, ainsi que la position vitale qu'elle occupe dans l'économie du pays, comme le fait que ses conditions empirent brutalement sous l'impérialisme, tout cela rend la classe ouvrière indienne apte à cette tâche.

Mais la direction de la classe ouvrière dans la révolution démocratique-bourgeoise pose à la classe ouvrière la perspective de la prise du pouvoir et, outre l'accomplissement des tâches bourgeoises démocratiques depuis si longtemps nécessaires, de réaliser ses propres tâches socialistes. Ainsi la révolution démocratique-bourgeoise se développe-t-elle de façon ininterrompue en révolution prolétarienne vers l'établissement de la dictature du prolétariat comme unique forme d'Etat capable de supplanter en Inde la dictature de la bourgeoisie indienne. La compréhension du caractère combiné de la révolution indienne est essentielle pour l'élaboration planifiée de la stratégie révolutionnaire de la classe ouvrière. Si la classe ouvrière échouait dans sa tâche historique de s'emparer du pouvoir et d'instaurer la dictature du prolétariat, la révolution reculerait inévitablement, les tâches bourgeoises elles-mêmes ne seraient pas réalisées - et le pouvoir reviendrait au bout du compte aux impérialistes sans lesquels la bourgeoisie indienne ne peut se maintenir contre les masses hostiles. Un pays arriéré comme l'Inde ne peut accomplir sa révolution bourgeoise-démocratique qu'à travers l'instauration de la dictature du prolétariat. La justesse de cet axiome de la révolution permanente est démontrée par la révolution russe victorieuse d'octobre 1917 comme elle est confirmée

négativement par le destin tragique de la révolution chinoise de 1925-1927.

Plus encore, en Inde, où les impérialistes sont les principaux propriétaires du capital, l'assaut révolutionnaire des ouvriers contre l'impérialisme les opposera directement et ouvertement aux formes de propriété des impérialistes au moment où la lutte entrera dans sa phase ouvertement révolutionnaire. Les exigences de la lutte elle-même démontreront aux ouvriers dans le cours de l'assaut révolutionnaire ouvert contre l'impérialisme la nécessité de détruire non seulement l'impérialisme, mais les fondations du capitalisme lui-même. Ainsi, bien que la révolution indienne doive être bourgeoise par ses objectifs immédiats, les tâches de la révolution prolétarienne seront posées dès le début.

Mais la révolution ne peut être stabilisée même à cette étape. Le destin ultérieur de la révolution en Inde, comme en Russie, sera déterminé sur l'arène de la révolution internationale. Et l'Inde ne sera pas non plus capable par ses seules forces d'accomplir la tâche de réaliser la transition au socialisme. Non seulement l'arriération du pays, mais aussi la division internationale du travail et l'interdépendance - produit du capitalisme lui-même - des différentes parties de l'économie mondiale, exigent que cette tâche de l'établissement du socialisme ne puisse être réalisée qu'à l'échelle mondiale. La révolution victorieuse en Inde portera cependant un coup mortel à l'impérialisme le plus ancien et le plus étendu dans le monde, provoquera d'une part la crise la plus profonde dans le monde capitaliste tout entier et ébranlera jusqu'à ses fondements le monde capitaliste. D'autre part, elle inspirera et galvanisera pour l'action des millions de prolétaires et d'esclaves coloniaux à travers le monde et inaugurerà une ère nouvelle de la révolution mondiale.

Calcutta, fin 1941. Publié dans « Fourth International » en mars 1942

Le combat d'août 1942

par Rupsingh

Le mouvement commença le 9 août 1942. Les masses de Bombay et des autres villes de l'Inde se levèrent spontanément pour exprimer leur amertume et leur indignation contre le gouvernement lors de l'arrestation de dirigeants du congrès. Elles brisèrent la coquille de non-violence dans laquelle la foi dans le Mahatma et le Congrès les avaient emprisonnées si longtemps et révélèrent à un monde étonné que les masses de l'Inde étaient révolutionnaires. A Bombay, les masses se répandaient dans les rues, arrêtant les bus, les trams, et même les trains. Les étudiants des collèges arrêtaient le travail et se répandaient pour appeler les ouvriers dans les autobus, les trams et les trains à arrêter de les conduire. L'après-midi du jour suivant, le lundi, de petites barricades, sommairement construites, apparurent dans les rues de quelques parties de la ville, suffisantes pour empêcher le mouvement des véhicules motorisés de la police et des militaires. Bientôt, les masses, grisées par leur succès initial, s'en prirent aux postes de police, aux gares de chemin de fer et autres sièges du pouvoir gouvernemental. Les manifestations étaient spontanées, les masses agissaient spontanément, sous des dirigeants de hasard. Les plus actifs, les plus courageux et les plus déterminés dans la foule devenaient ses dirigeants.

La tempête éclate à Bombay

Les masses avaient pris complètement possession des rues et des places, le lundi et le mardi. La police n'était plus désormais capable de contrôler les masses et leurs activités. Les militaires apparurent dans les rues le mardi dans l'après midi. On instaura un couvre-feu. Des camions blindés et même des tanks patrouillaient dans les rues. L'après-midi du mercredi 12 août, les rues et les places de la cité furent « reprises. » par les militaires et la police en armes. Beaucoup de gens furent tués par les charges des *lathi*, par les fusillades de la police et des militaires et de façon générale dans les combats de rue. Il y eut un choc à Parel - avec des pertes des deux côtés - entre les forces armées et des ouvriers en grève. Ce fut l'unique incident important dans lequel les ouvriers de Bombay participèrent activement au cours de ces journées d'août riches en événements. Mais il s'agissait plus d'un débordement parti de la localité petite-bourgeoise de Dadar où la direction était aux mains des gens du Congrès.

De nombreuses usines de Bombay étaient fermées, en grande partie par leurs propriétaires, membres du Congrès. Les ouvriers, dans les autres usines, se tinrent à l'écart pendant quelques jours puis revinrent vite au travail. Même les usines contrôlées par les gens du Congrès ouvrirent rapidement. Les grèves durèrent dans un certain nombre d'entreprises plus petites.

La classe ouvrière de Bombay ne participa pas activement aux mouvements de masses dans les journées les plus critiques d'août. Le mouvement de masse était largement confiné aux masses petites bourgeoises. Comment expliquer cela ? Les

ouvriers de Bombay avaient l'expérience de deux terribles années d'un gouvernement du Congrès dans leur province. Son bilan de la législation anti-ouvrière de classe était encore frais dans leurs esprits. Les dirigeants du Congrès et leur programme n'inspiraient aucune confiance. D'autres facteurs étaient aussi à l'œuvre. Même si le coût de la vie allait augmentant, il y avait du travail. Il y avait très peu de chômage. Les gains familiaux au total étaient plus élevés que dans l'ancien temps. Les partisans de Roy et leurs syndicats dans la Fédération Indienne du Travail, les staliniens et des courants réactionnaires dans le Congrès des syndicats, tous condamnaient la lutte et demandaient aux travailleurs de ne pas y participer. Outre ces facteurs qui agissaient comme un frein sur leurs aspirations à soutenir le mouvement, il y avait la loyauté des travailleurs envers l'Union soviétique dans la guerre. Par une propagande intelligente, les staliniens avaient semé la confusion dans l'esprit des ouvriers qui avaient manifesté un haut degré de conscience de classe et de maturité politique lors de la grève contre la guerre d'octobre 1939.

A partir du lundi 10 août, le mouvement commença à se répandre de province en province. Les immenses réserves d'énergie révolutionnaire des masses explosaient partout sans plan ni système. Le mouvement se répandit dans un champ sans limites, de Peshawar au Cap Comorin et de Karachi aux frontières de la Birmanie occupée. A Bangalore, dans le Mysore, le mouvement de masse monta à un niveau très élevé. Les étudiants furent le fer de lance de l'attaque contre le pouvoir féodal indien et l'impérialisme britannique. Les ouvriers dans les usines, les mines et les ateliers de Mysore, soutinrent activement les masses petites-bourgeoises en déclenchant une série d'attaques contre le gouvernement du prince indien et le Raj britannique. Ils furent repoussés par les troupes et la police en armes. Nombre d'entre eux furent abattus, beaucoup furent blessés. La fermentation continua pendant des semaines.

Dans les régions de Tamil Nad et d'Andhra, la paysannerie et les masses petites-bourgeoises urbaines manifestèrent une grande vigueur, beaucoup de ressources et de capacité à lutter. A Ténali, Ramnad, Madras, Coimbatore et Madura, la classe ouvrière soutint le mouvement par une action gréviste. Kerala se tint à l'écart de la lutte (c'est le bastion stalinien dans le sud). Mais même là, les masses commencèrent à rejoindre le combat et les réunions et les manifestations staliniennes avaient été brisées par des foules violentes. Des zones de Karnatak, de Madras et de Bombay arrivèrent des rapports quotidiens d'attaques contre des gares de chemin de fer des bureaux de postes et d'autres institutions gouvernementales. Dans le Dekkan et le sud de l'Inde, les masses grondèrent de colère.

Bihar et Jamshedpur

Dans les provinces centrales et le Bihar, le mouvement de masses emporta tout au cours de la première semaine de lutte. Dans cette région, les staliniens n'avaient absolument aucune influence sur la classe ouvrière. Le dirigeant syndicaliste réformiste Ruikar contrôle ici les organisations de la classe ouvrière. Le Congrès de cette région était fortement soutenu par le « Forward Bloc » et des syndicats. Les ouvriers des usines de Nagpur et de toutes les villes des provinces centrales se mirent en grève pour soutenir le mouvement de masses dirigé par le Congrès. Mais la classe ouvrière n'entra pas en mouvement avec son programme, son drapeau, ses mots d'ordre. Elle fut entraînée dans le mouvement par la petite bourgeoisie qui soutenait la politique du Congrès. Ainsi fut perdue une magnifique occasion. La classe ouvrière soutenait les masses petites-bourgeoises en révolte, mais il n'y avait pas d'authentique parti

révolutionnaire ouvrier pour la conduire dans une attaque frontale contre l'impérialisme qui aurait placé les masses petites bourgeoises de cette région. sous sa direction. Les régions rurales des provinces centrales étaient en révolte active. Le gouvernement eut à reprendre ces régions rurales en y envoyant des « armées d'occupation ». Les incidents de Shimur sont encore frais dans la mémoire. Les atrocités commises par les troupes de l'impérialisme ne sont pas moins révoltantes que celles des voyous nazis en Europe Orientale.

Dans la troisième semaine d'août, tout le Bihar, des parties des Provinces-Unies et des Provinces centrales et même des parties du Bengale et de l'Orissa étaient dans un état de rébellion virtuelle. Dans ces régions, l'administration civile du gouvernement s'était effondrée. C'était particulièrement le cas dans les régions rurales de ces provinces. Le Bihar était le centre de la tempête. Dans différentes parties du Bihar, la paysannerie mit sur pied des gouvernements « swaraj » (ou « gouvernements du Congrès »). Leur juridiction ne s'étendit jamais au-delà de quelques villages. Et ils ne durèrent jamais plus que quelques jours. Mais ces éphémères « gouvernements paysans » qui apparurent dans les régions de l'Inde rurale les plus semi-féodales et les plus pressurées par les grands propriétaires, nous indiquent dans quel sens soufflait le vent. Il est vrai que « ces Etats paysans-embryonnaires » qui flottèrent sur la crête montante du mouvement de masses reconnaissent la direction de la bourgeoisie indienne. Mais cela ne diminue en rien la signification fondamentale de ces phénomènes qui se manifestèrent en Inde depuis la première semaine de la lutte. Ils nous enseignent que la paysannerie était debout et que ses membres puissants tremblaient. Le Kisan Sabha contrôlé par les stalinien était incapable de retenir les grandes masses paysannes. Il était incapable de les empêcher de marcher au secours de la petite bourgeoisie urbaine. En dépit de la propagande du Kisan Sabha stalinien, les paysans rejoignirent le combat et y participèrent activement.

Les ouvriers métallurgistes de Jamshedpur et les travailleurs de la zone charbonnière de Jharia se mirent en grève par sympathie avec les masses en révoltes. Les royistes et les stalinien, qui avaient reçu tous les encouragements possibles du gouvernement pour travailler dans ces endroits, mirent toute leur énergie à ramener les travailleurs vers les usines et vers les mines. Mais les métallos et les mineurs menèrent une lutte déterminée jusqu'au moment où ils furent épuisés, mourant de faim et obligés de se rendre devant des forces supérieures. Leur direction, dans les jours critiques, était aux mains de la bourgeoisie indienne du Congrès. Leurs mots d'ordre ne dépassèrent jamais les mots d'ordre bourgeois habituels du Congrès : « Libérez les dirigeants du Congrès » et « Gouvernement national ». Il n'apparut ni programme indépendant de la classe ouvrière, ni drapeau, ni mot d'ordre pour lui montrer l'issue de la crise. Ils furent la proie de la propagande chauvine de collaboration de classes de la bourgeoisie du Congrès. Leur volonté de lutte était éparpillée et paralysée. Ils ignoraient la ligne de marche, où frapper et comment frapper l'ennemi. Ils croyaient que la bourgeoisie du Congrès était leur amie. Ils ne firent aucun effort sérieux pour comprendre la lutte paysanne qui faisait rage dans les campagnes. Tandis que la confusion, l'hésitation et le doute régnaient dans la direction de la lutte à Jamshedpur et Jharia, les impérialistes frappaient durement coup sur coup contre le mouvement. Des troupes britanniques, avec des chars d'assaut, des avions et tous les instruments de la guerre moderne étaient massées. Le mouvement de masses fut obligé de battre en retraite et de reconnaître une défaite temporaire. Les impérialistes, non seulement terrorisèrent les masses par le déploiement de leur force armée, mais utilisèrent même des tanks et des avions pour

mitrailler les masses paysannes dans le Bihar et dans les provinces voisines.

S'il y avait eu un parti révolutionnaire ouvrier dans le Jamshedpur pendant ces jours critiques d'août, pour montrer aux ouvriers, clairement et concrètement, le chemin de la lutte, la lutte des masses qui commença à Bombay lors de l'arrestation du Mahatma Gandhi et des membres du comité d'action du Congrès aurait pris une tournure différente. Ce n'est que dans une action concrète que la classe ouvrière peut gagner la direction des masses petites bourgeoises. Jamshedpur fournissait à la classe ouvrière une occasion splendide d'arracher la direction à la bourgeoisie indienne du Congrès. Peut-être la classe ouvrière apprendra-t-elle, après les erreurs qu'elle a commises à Jamshedpur, avant que la nouvelle vague du mouvement de masses la ramène à nouveau dans la lutte. Il est un point important dont nous devons nous souvenir. Les masses une fois mobilisées devraient être aussitôt lancées à l'attaque. On ne peut pas garder les masses mobilisées pendant trop longtemps. Si les masses mobilisées ne sont pas menées à l'offensive, alors les hésitants, les sceptiques, les timides commencent à influencer les masses et, même avant l'ennemi, ils frappent le premier coup. C'est le devoir de ceux qui organisent la révolution de voir que les masses mobilisées sont jetées dans le combat au moment où le mouvement de masses est à son apogée. A cette étape, les hésitants, ceux qui doutent et même les timides rejoignent la lutte si la direction est courageuse et audacieuse dans la façon de lancer l'attaque contre l'ennemi.

A l'heure la plus critique dans la première phase de la lutte de masse, le haut commandement du Congrès à Bombay ne savait même pas ce qu'il fallait penser. Les socialistes du Congrès, qui avaient sauté dans la brèche lors de l'arrestation des dirigeants du Congrès, étaient plus désireux de plaire à la bourgeoisie de Bombay que de déclencher et de mener une lutte sérieuse et déterminée contre un ennemi impitoyable et expérimenté, l'impérialisme britannique. On pouvait s'y attendre.

Un instrument servile de la bourgeoisie

Le Parti socialiste du congrès a toujours été un parti petit-bourgeois dans sa composition comme dans son orientation politique. Dans les journées les plus décisives de la lutte, alors qu'il occupait une position lui permettant de peser sur le cours des événements par une direction audacieuse et courageuse, il ne chercha pas à élever les masses ni les organisateurs de la lutte à un stade supérieur. Le Parti socialiste du congrès ne tenta pas d'intégrer la classe ouvrière dans la vie politique en mettant en avant un programme d'action concret et déterminé répondant à ses revendications et permettant d'intensifier la lutte en l'enrichissant des capacités de sacrifices et d'organisation dont dispose la classe ouvrière quand elle est effectivement mobilisée. Dès le début, le Parti socialiste du congrès a politiquement fait faillite. Fidèle à son caractère petit-bourgeois le Parti socialiste du congrès a été un instrument servile de la bourgeoisie indienne. Il s'est dissous dans le Congrès. Il n'a ni organisations ni programme. Les nouveaux problèmes qui se présentent dans une situation rapidement changeante exigent des solutions. Les partis et les groupes sont jugés sur leurs actes non sur leurs paroles.

Le mouvement des masses a du se replier. Mais dans plusieurs districts du Bihar la résistance continue. Le mouvement s'est étendu du Bihâr au sud des

provinces unies et à la région orientale des provinces centrales. Atteignant l'Orissa il a ensuite touché la région de Madras. Dans les régions essentiellement agraires du Bihâr et de l'Orissa la mobilisation reste puissante.

Dans ces régions où les relations sociales ont encore un caractère semi-féodal, où la paysannerie est écrasée par la rente, les impôts et des taux d'intérêts usuraires, la lutte a pris le caractère d'une profonde révolte paysanne. L'échange inégal entre la ville et la campagne a conduit l'économie rurale à un point de rupture. Le paysan doit payer un prix exorbitant pour les produits qu'il achète. Il ne perçoit qu'une fraction réduite du prix auquel sont vendus les produits agricoles. De plus, le contrôle des prix des produits agricoles par le gouvernement a empêché toute hausse de ceux-ci. Le résultat c'est l'écartement maximum des deux lames des ciseaux. Le fossé entre les prix industriels et les prix agricoles ne cesse de se creuser. La tentative d'imposer des amendes collectives aux villages pourrait, de plus, constituer la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Une crise agraire de grande proportion mûrit à la campagne. Tous les facteurs concourent à accélérer son mûrissement. Le mouvement de désobéissance civile a arraché la paysannerie à sa torpeur séculaire.

Ce n'est que lentement que l'Assam et le Bengale ont rejoint le mouvement. Dans ces provinces les étudiants sont au premier rang de la lutte et la petite-bourgeoisie y est peu à peu entraînée. Dans les trois premiers mois de la lutte la classe ouvrière n'a pas joué un rôle décisif.

Dans ces régions les divergences entre le Parti du congrès et le Forward Bloc ont été résolues sur le terrain de l'activité. Les organisations clandestines du Congrès se sont placées, pour l'essentiel, sous le contrôle du Forward Bloc. Le Parti socialiste révolutionnaire - en fait un parti nationaliste radical qui arbore un drapeau socialiste - collabore avec le Forward Bloc pour intensifier la mobilisation des masses et y intégrer les couches déclassées de l'intelligentsia.

La paysannerie, au Bengale et en Assam, est maintenant entraînée dans la lutte. Pourtant une féroce répression s'est abattue. Les arrestations, les emprisonnements, les fusillades, l'usage du fouet sont aujourd'hui la routine quotidienne de l'administration coloniale. Des amendes collectives s'ajoutent aux impôts qui frappent la paysannerie. L'impérialisme a accru ses forces de polices et leur a confié des pouvoirs étendus. Des unités militaires sont cantonnées dans toutes les villes et même dans certains villages. Les forces combattantes de la libération se forment. Des groupes armés, des guérilleros opèrent dans de larges territoires. Ils n'ont pas d'entraînement et peu d'armes mais bénéficient d'un large soutien des ouvriers et des paysans. On fabrique des grenades artisanales et le nombre de lanceurs augmente. En un mot ce qu'on appelle le « sabotage » occupe une place centrale.

La bourgeoisie indienne est vouée à la subordination

Le mouvement reste à cette étape sous la direction de la bourgeoisie. Le fait que le Congrès soit une organisation de masse ne doit pas masquer son caractère de classe. Le Parti du congrès est le parti de la bourgeoisie. La présence d'éléments révolutionnaires honnêtes au sein du Congrès ne transformera pas celui-ci en parti révolutionnaire. Le Congrès n'empruntera pas la voie de la Révolution. Dans les

conditions modernes , celles de la domination impérialiste, la bourgeoisie coloniale ne peut être une classe révolutionnaire.

Elle peut lutter pour mettre fin à la domination coloniale britannique mais pour devenir soumise à l'impérialisme allemand, japonais ou américain.

Les chroniques de Wendell Wilkie (commentateur américain) sur les « buts de guerre » sont instructives. Les secteurs les plus agressifs de l'impérialisme américain désirent la liquidation de l'Empire britannique. Ils préfèrent commercer avec « l'Inde libre ». La « diplomatie du dollar » est consciente de sa force et tient à ce que les limitations et les barrières douanières de l'empire colonial soient levées dans le cours de la guerre. C'est pourquoi les éléments les plus lucides de la bourgeoisie américaine sont prêts à soutenir la revendication « d'indépendance » présentée par la bourgeoisie indienne .

Classe venue trop tard, la bourgeoisie indienne est condamnée à la servilité. Elle peut changer de maîtres mais elle ne sera jamais le maître de son domaine. Ce qui déterminera le point jusqu'où la bourgeoisie indienne se dressera contre l'empire britannique et rompra ses liens avec lui, ce seront les développements de la guerre impérialiste et les modifications dans la situation internationale et non les événements en Inde même.

Si le mouvement des masses se développe rapidement et si la paysannerie se range sous le drapeau rouge de la classe ouvrière pour combattre jusqu'au bout l'impérialisme, alors ce seront les flammes de la révolution qui éclaireront le caractère contre révolutionnaire de la bourgeoisie indienne .

Le parti du Congrès ne peut renverser l'impérialisme. Il ne peut donner « l'indépendance nationale » aux masses de l'Inde. La politique du congrès est une politique de pression : il veut que les britanniques installent un « gouvernement national ». La bourgeoisie indienne n'entend pas combattre pour le renversement de l'impérialisme britannique afin d'imposer le « gouvernement national » sauf si les développements de la guerre la conduisent à devenir un instrument servile des impérialismes allemand, japonais ou américain. C'est pourquoi elle n'a pas rompu tous les ponts avec le gouvernement britannique. La bourgeoisie nationaliste qui grogne à l'égard de ceux qui sont au dessous d'elle et tremble face en de ceux qui sont au dessus ne peut mener une lutte révolutionnaire pour renverser la domination impérialiste britannique. Les militants honnêtes qui se sont jetés corps et âmes dans le mouvement qui soulève tout le pays doivent en avoir conscience.

Le « Forward Bloc » constitue la réaction la plus radicale de la bourgeoisie indienne, émergeant encore de son origine petite bourgeoise le « Forward Bloc » est très étroitement lié à la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne, même à des couches de petits propriétaires fonciers et de paysans prospères (.....) Ce parti politique dont dirigeant Subha Chandra Bose est exilé, se prononce pour la rupture de tous les liens avec l'empire britannique. Il considère que la victoire des puissances de l'Axe donnera à l'Inde « la liberté » et « l'indépendance nationale » le « Forward Bloc » donne son appui à la lutte aujourd'hui engagée et agit avec énergie pour l'organiser (.....)

La ligue des grands propriétaires féodaux et le Maha Sabaha

La Ligue musulmane représente les princes féodaux et les grands propriétaires fonciers de l'Inde. Là est la couche la plus subordonnée à l'impérialisme britannique et la plus sûre pour lui. Il est vrai que de larges secteurs de la petite bourgeoisie et même des secteurs arriérés de la classe ouvrière se rangent sous la bannière de Jinnah et de la ligue musulmane.

Les staliniens ont contribué à ces ralliements par leur frauduleuse campagne « unité du Congrès et de la Ligue musulmane ». La Ligue musulmane en dépit de son caractère de masse récemment acquis, demeure à ce jour une organisation semi-féodale qui masque son hideux caractère de classe par sa propagande communautaire et religieuse pour le Pakistan. C'est le point d'appui le plus solide pour la domination chancelante de l'empire britannique en Indes. Elle a condamné le mouvement d'août dès le début. Son objectif est de découper l'Inde en principautés féodales. Cependant, les secteurs les plus avancés de la bourgeoisie musulmane et de l'intelligentsia soutiennent le parti du Congrès (...)

L'attitude du Maha Sabaha a pu surprendre mais pour qui comprend le caractère de classe de ce groupement communaliste et religieux qui vise à recréer dans l'Inde du 20^{ème} siècle « la grandeur passée de l'Hindoustan pré-féodal et féodal », leur politique n'a rien d'étonnant. Le Hindu Maha Sabaha est le parti politique des princes hindous et des grands propriétaires hindous. Son opposition à l'impérialisme britannique est essentiellement une réaction aux liens étroits noués par le gouvernement britannique avec la Ligue musulmane (....) Les féodaux hindous tiennent à avoir une Inde dominée par eux tout comme les grands propriétaires musulmans souhaitent une domination musulmane sur les régions où ils se trouvent en majorité. Fondamentalement, leur caractère de classe est identique, rien n'interdit qu'ils tombent d'accord et l'impérialisme britannique est capable de les réunir si une invasion japonaise ne vient pas compliquer les choses. (...)

Dans les deux dernières années le Hindu Maha Sabaha a grandi en nombre et en capacité de combat. De nombreux éléments petits-bourgeois, déçus par la politique du Congrès, se sont tournés vers lui. Le Maha Sabaha a un impact sur la jeunesse rurale. Son organisation de « volontaires » (service d'ordre), le RSS est puissante. Elle donne déjà, par son hostilité à l'égard de l'organisation de la classe ouvrière, des signes de fascisme. L'idéologie fasciste dans les pays coloniaux constitue une couverture des intérêts semi-féodaux. (...)

Du côté de l'impérialisme

Les Royistes condamnent totalement le mouvement. Ils donnent un soutien inconditionnel à l'impérialisme britannique dans l'actuelle guerre impérialiste :

« Etant engagé dans une guerre contre la puissance de l'Axe, le gouvernement de l'Inde est un facteur de la guerre civile » a déclaré M.N.Roy, « il doit déclarer la guerre aux forces de la réaction dans ce pays...Le gouvernement est du côté du peuple. C'est une bataille entre les forces de la révolution et de la contre-révolution, à l'échelle internationale et nationale » (*Independant India*, 2 novembre 1942).

Roy proclame clairement que pour lui les masses et le Congrès sont du côté de la réaction et de la révolution, tandis que le gouvernement de l'Inde est du côté du progrès et, en fait, de la révolution. Aussi Roy soutient le gouvernement et accepte la

terreur déchaînée par l'impérialisme britannique. N'appelle-t-il pas le gouvernement de l'Inde à déclarer la guerre aux masses de l'Inde ? Roy et son parti, le Parti démocratique radical de l'Inde, apportent leur soutien complet à la campagne de terreur, de fusillades, d'emprisonnements, d'amendes collectives déclenchée contre les masses des villes et des campagnes. Et la répression de l'activité de la classe ouvrière ? Comme l'autruche qui cache sa tête dans le sable, Roy se rassure en disant qu'il n'y a pas de classe ouvrière en Inde. (..)

Roy a un passé, celui d'un révolutionnaire, son présent est d'être un roquet de l'impérialisme britannique en Inde.

Le rôle du Parti communiste

Le Parti communiste de l'Inde a joué un rôle traître et ignoble depuis que l'entrée en guerre de l'Union Soviétique l'a amené à soutenir l'impérialisme britannique.

Les staliniens ont remué ciel et terre pour tenter d'empêcher le Congrès de lancer une campagne de désobéissance civile. A la réunion du Congrès à Bombay, tous les amendements présentés par les staliniens visaient à contourner la question principale en soulevant celle d'un règlement des problèmes communautaires. Ils furent battus.

Quand la lutte commença, le PC se confina dans ses locaux, bénéficiant de son statut de « parti légal ». Le 11 août, le dirigeant du PC, Joshi fit une déclaration hypocrite.

Il lui était impossible de s'adresser aux masses sans condamner la répression gouvernementale et sans réclamer la libération des dirigeants du Congrès emprisonnés. Mais simultanément Joshi fit clairement savoir que le PC ne soutenait pas le mouvement. Il cherchait à détourner l'attention des masses vers des négociations constitutionnelles avec le gouvernement britannique dans l'objectif d'établir un « gouvernement national ». Sans aucun doute les staliniens savent qu'un gouvernement national ne peut être établi que par le mouvement démocratique des masses détruisant la domination impérialiste britannique. Ne savent-ils pas que l'impérialisme britannique ne veut, ni ne peut renoncer à sa main mise sur l'Inde, qu'il n'abdiquera pas en faveur des masses de l'Inde. Le « gouvernement national » dont ils parlent n'est rien d'autre qu'un front uni entre le Parti du congrès bourgeois et les féodaux de la Ligue musulmane pour soutenir l'impérialisme britannique et perpétuer l'exploitation des masses.

Lorsque fut passée la première vague du mouvement, les staliniens ont propagé dans la population récalcitrante une « campagne d'unité ». C'était en fait une campagne de soutien à la guerre impérialiste.

« Derrière la revendication nationale d'un gouvernement national - déclare le manifeste du Parti communiste de l'Inde (*People's war, 4 octobre 1942*) - grandit le Front national du peuple indien de Sir T.B.Sapur (un politicien d'extrême-droite) au Parti communiste, regroupant les chambres patronales, les syndicats, les organisations

paysannes et étudiantes - tous se prononçant pour que l'unité entre le Parti du congrès et la Ligue musulmane soit l'axe de notre front national ».

Les staliniens essayent de nier la lutte de classes en demandant aux capitalistes des chambres patronales et aux syndicats de s'unir, comme ils demandent aux paysans de s'unir avec les propriétaires fonciers de la Ligue musulmane. On demande aux exploités, ouvriers et paysans, de soutenir les exploiteurs pour construire un vaste front national mis au service de l'impérialisme britannique par Sir Sapur et Joshi dirigeants du PC !

On rappelle aux travailleurs « que le maintien de la production constitue leur devoir patriotique ». On demande aux paysans de « construire l'unité du village, d'écarter l'anarchie et de préserver la paix ». Ils doivent coopérer avec les propriétaires fonciers et les marchands pour « régler la question des prix ». Les staliniens veulent que s'établissent dans les villages l'unité des masses paysannes et de leurs exploiteurs. Ils demandent aux paysans de préserver la « paix au village ». Mais c'est de la paix impérialiste qu'il s'agit, celle qui est responsable de la misère, la « paix » qui les a conduit à la révolte. Est-ce la solution aux maux de la paysannerie, au manque de terres, aux loyers scandaleusement élevés, au fardeau des impôts trop lourds. Les staliniens se refusent à admettre que se sont là les causes qui poussent les paysans à la révolte contre le gouvernement et contre l'ordre des choses existantes.

La question n'est pas de « préserver la paix » et « d'écarter l'anarchie du village », mais au contraire d'unir les brasiers encore isolés des révoltes paysannes en un seul incendie : une révolte paysanne à l'échelle de la nation.

La tâche d'un parti de la classe ouvrière c'est de donner une direction à ces révoltes paysannes dispersées en y prenant part. A ce moment de la lutte, c'est le seul moyen de démontrer à la paysannerie l'hégémonie du prolétariat dans cette phase démocratique bourgeoise de la révolution en Inde. C'est la seule manière de mettre en cause la direction exercée par le Parti du congrès représentant la bourgeoisie. Si la classe ouvrière se place à la tête de ces révoltes paysannes elle établirait sa direction sur l'ensemble des masses petites bourgeoises et la victoire de la révolution serait rendue possible. Une fois commencée la révolution ira jusqu'à sa conclusion logique : la révolution prolétarienne établissant la dictature du prolétariat avec l'appui des masses paysannes et de la classe ouvrière internationale.

Un « Front national » pour soutenir l'impérialisme

Les staliniens développent une campagne chauvine du pire type « Chittagong a été bombardée, des maisons indiennes sont parties en fumée » (*People's war 1^{er} novembre 1942*). « L'envahisseur (japonais) a versé le sang indien sur le sol de l'Inde ». Pas un mot sur les avions anglais qui ont mitraillé les villages au Bihar. C'est une propagande raciste, anti-japonaise et pro-britannique. Il n'y a pas trace d'anti-impérialisme là dedans, même pas vis à vis de l'impérialisme japonais.

La lutte des masses est explicitement condamnée : « Nous nous opposons avec audace à la campagne actuelle », dit Joshi dans *People's War du 29 novembre 1942*. Il n'y a pourtant pas besoin « d'audace » pour s'abriter derrière les baïonnettes impérialistes britanniques. La lâcheté et la trahison suffisent pour se placer dans le

camp impérialiste contre les masses. En Inde, les staliniens ont démontré que leurs colonnes vertébrales étaient aussi souples que leurs principes. Leurs publications et leurs discours témoignent de confusion et de contradictions, d'opposition entre leurs proclamations et leur pratique. (...)

Le parti stalinien a aidé l'impérialisme britannique à gagner la première manche en trahissant la confiance que les masses avaient en lui. Mais leur perfidie leur a coûté cette confiance.

Joshi voudrait faire croire au monde que la position du P.C indien est aujourd'hui plus forte qu'hier. Il explique « si le mouvement actuel était un véritable mouvement national, nous n'aurions pas dû nous renforcer mais disparaître. Comme parti de la classe ouvrière, n'en déplaise à Joshi et à ses acolytes le P.C indien a fait son temps. Un parti qui, face à un puissant mouvement des masses se range du côté de l'impérialisme a perdu tout droit à se proclamer parti de la classe ouvrière, encore moins parti révolutionnaire.

M. Joshi se donne du courage en assurant que : « des centaines de militants déçus du Congrès viennent nous voir pour trouver une orientation ». Il est certes vrai que des centaines de jeunes militants du Congrès issus de la petite bourgeoisie et déçus par la politique de la direction bourgeoise du Congrès cherchent une orientation. Mais les staliniens ne peuvent que leur offrir de rejoindre le camp de l'impérialisme britannique, les guider vers l'organisation féodale de Sinnah. Pas un seul militant sincère et conscient du Congrès ne prendra cette voie, celle des agents de l'impérialisme à moins que démoralisé il cherche la protection des baïonnettes de l'impérialisme britannique.

Le P.C de l'Inde a été légalisé et est autorisé à agir parce qu'il agit comme instrument du gouvernement britannique. Il travaille à constituer un front uni de soutien à l'impérialisme britannique. Ce front est déjà effectif, il regroupe, avec les staliniens, la Ligue musulmane, le Hindu Maha Sabha et d'autres politiciens réactionnaires. Les staliniens font de frénétiques efforts pour que le Congrès - la bourgeoisie nationaliste - les rejoigne. Peut être réussiront-ils mais le jour où ils parviendraient à entraîner le Congrès dans leur « front uni » de défense de l'impérialisme britannique les masses ne se rangeraient plus sous sa bannière. Que M. Joshi comprenne que le Congrès n'est pas la seule organisation qui a soutenu et qui soutient le mouvement du peuple indien contre la domination impérialiste.

Texte paru dans « Fourth International » en octobre 1944.

La situation politique actuelle aux Indes

Thèses du Comité Politique du Parti Bolchevik-Léniniste des Indes et de Ceylan, adoptées le 4 Août 1944.

La deuxième guerre mondiale impérialiste a été aux Indes, au sens le plus direct, le facteur gouvernant de la situation, en particulier depuis l'entrée en guerre du Japon. D'une part il y a eu une corrélation aisément discernable entre les principaux développements de la situation militaire internationale, et les principaux développements de la situation politique aux Indes. Par ailleurs le développement général de la situation militaire - défavorable à l'impérialisme anglo-saxon pendant une longue période, puis lui étant favorable - a eu des conséquences directes sur la situation économique aux Indes, conséquences à effet moins rapide cependant que dans le cas de la situation politique.

L'événement le plus dramatique et le plus spectaculaire qui se soit déroulé aux Indes au cours de l'année dernière a été la famine au Bengale, famine qui a décimé plusieurs millions d'ouvriers agricoles et les couches les plus pauvres de la paysannerie. Elle a marqué le point culminant de ce processus accéléré - dont l'inflation et le dépouillement du pays de ses principaux stocks de ravitaillement ont été les caractères les plus marquants - par lequel l'impérialisme britannique a transféré sur le dos des masses hindoues toujours misérables, une proportion intolérable du fardeau de son effort de guerre poursuivi en Afrique du Nord, dans le Moyen-Orient et dans le Sud-Est asiatique. Ce fût l'épisode dramatique de la pénurie générale de ravitaillement aux Indes qui, aggravé par une administration et une distribution défectueuses, provoqua également la famine dans le Malabar, l'Orissa, le Kashmir, l'Andhra et d'autres régions plus petites. Une pressuration générale de toutes les provinces sauva les régions de super-production comme le Punjab et, le Sind. Telle a été la mesure, en termes de souffrances humaines, des intolérables « sacrifices » imposés par un impérialisme britannique qui va s'affaiblissant régulièrement dans cette zone de l'exploitation capitaliste, la principale après l'Afrique qui demeure encore totalement en proie à cette exploitation. Ceci a mis en relief également le chaos économique extrême (reflété par le développement intensif de la thésaurisation et du marché noir) et la désorganisation administrative (provoquant la crise actuelle au Bengale) qui ont accompagné le travail fébrile consistant à transformer rapidement et impitoyablement l'économie hindoue en économie de guerre, pour servir les besoins militaires de l'impérialisme britannique.

La transformation de l'économie des Indes en économie de guerre s'est encore poursuivie au cours de l'année dernière, mais en se ralentissant. La famine chez les paysans et une poursuite de la transformation sans consolidation des gains déjà acquis auraient mis en péril cette transformation même. La famine parmi les paysans et, chez les ouvriers, une importante série de courtes grèves en corrélation avec l'intolérable pénurie des denrées de consommation courante, amenèrent le gouvernement à prendre

une série de mesures. Celles-ci, parallèlement à certaines facilités d'importation provoquées par la nouvelle tournure de la situation militaire, permirent au gouvernement, dès le début 1944, d'arrêter le cours catastrophique de la crise qui menaçait les Indes d'un effondrement économique. Le cours de l'inflation a ainsi été considérablement ralenti, bien qu'il n'ait pas encore été complètement stoppé. (L'émission de papier-monnaie s'accroît toujours de dix à 20 millions de roupies par semaine.)

Le ravitaillement et les autres produits élémentaires de consommation sont maintenant distribués d'une manière plus rationnelle - quoiqu'ils n'atteignent qu'un niveau de simple subsistance - au moyen d'un rationnement plus étendu dans les principales villes. Un système de contrôle des prix plus généralisé, bien qu'encore considérablement inefficace a contribué à arrêter quelque peu la montée des prix d'un certain nombre de produits de consommation civile. Simultanément, un accroissement des importations, notamment des céréales et d'un certain nombre de produits de consommation civile, parallèle à la réduction massive (résultat de la victoire anglo-américaine en Afrique du Nord) des besoins de ravitaillement au Moyen Orient, a augmenté la quantité actuelle des stocks de ravitaillement disponibles et contribué à diminuer quelque peu la rarefaction de ces nécessités. La désorganisation générale de l'économie et de l'administration, conséquence de la transition rapide d'une économie de paix à une économie de guerre a été ainsi notablement mise en échec, bien qu'elle continue à prévaloir de manière importante en de nombreuses régions (le Bengale en étant encore la principale) et dans des branches diverses de l'économie (charbon par exemple). La perspective d'une situation économique destructive conduisant rapidement à la précipitation de luttes de masses, perspective qui semblait proche en 1943 a donc reculé au cours de 1944. Il n'y a aucune raison d'anticiper un brusque changement de ce côté dans la période de l'avenir immédiat.

La paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine

Le fardeau toujours plus lourd de l'effort de guerre intensifié pèse sur le dos des masses. La pénurie des produits de première nécessité, provenant du détournement des marchandises de la consommation civile à la consommation militaire est encore aiguë, bien qu'il y ait eu quelque amélioration de la situation sur ce point. En outre, bien que l'inflation ait été retardée, et, avec elle, une hausse brusquée du coût de la vie, le retard lui-même s'est présenté au moment d'une telle chute de la valeur monétaire (la roupie est réduite au vingtième de sa valeur) et d'une telle hausse du niveau des prix (l'index des prix est trois fois plus élevé que celui d'avant-guerre) qu'il n'a signifié aucune amélioration des conditions de vie des masses, mais seulement un retard dans la crise qui a déjà amené d'importantes couches de la population à un état de dénuement total. Le rationnement ne peut apporter de la nourriture aux plus appauvris; pas plus que le contrôle des prix ne peut apporter des quantités de ravitaillement indisponibles. En dépit de diverses mesures prises à contrecœur par le gouvernement, le marché noir demeure florissant, de même que la thésaurisation, la spéculation et les profits excessifs, et continuera à prospérer tant que la pénurie et l'incertitude provoquées par la guerre continueront d'exister. Comme l'impérialisme britannique, affaibli par la guerre, intensifie son exploitation, les couches déjà paupérisées des masses tombent dans la mendicité ou périssent littéralement.

Les conditions résumées ci-dessus ont frappé la petite bourgeoisie urbaine avec une force dévastatrice. Sans doute beaucoup de petits commerçants sont-ils prospères et il y

a eu aussi un accroissement relatif du volume d'emploi de la main-d'œuvre des classes moyennes en particulier dans les administrations gouvernementales civiles et militaires. En dépit de cela, si l'on considère en général les standards de vie de la petite bourgeoisie, on constate qu'ils ont été bouleversés et le processus d'appauvrissement accéléré. Les conditions objectives entraînent ainsi ces couches de la population sur la route révolutionnaire comme cela a été démontré au cours de la « lutte d'août » (1942) au cours de laquelle, elles et les étudiants en particulier, ont été partout à l'avant-garde. Leur attitude subjective a subi cependant une transformation depuis cette époque. La défaite totale les a complètement démoralisées, et, sauf une petite partie dont la conscience politique est largement développée, elles ont temporairement tourné le dos à la politique.

La grande majorité de la paysannerie n'a tiré aucun bénéfice de la hausse des prix, des denrées agricoles. En réalité le poids le plus lourd du fardeau de la guerre pèse sur les paysans pauvres et sans terres, c'est-à-dire sur la partie de la population la moins apte à le supporter. Prises dans les tenailles des prix agricoles assez stables bien que quelque peu en hausse, et des prix toujours plus élevés des produits industriels, la couche la plus pauvre et la plus dépourvue de la paysannerie moyenne a été amenée au dénuement, à la famine et à la misère. Même dans les régions les plus dépourvues, où les prix du ravitaillement ont dépassé de 10 à 25 fois ceux d'avant-guerre, ce sont les couches supérieures de la paysannerie, et particulièrement les riches, qui ont bénéficié de la hausse des prix des produits agricoles. Le résultat du jeu de ces différents facteurs a été une accusation plus aiguë des différences dans la paysannerie. Les paysans pauvres et ceux des classes moyennes inférieures ont dû vendre leurs terres aux paysans riches ou à ceux des classes moyennes supérieures non seulement au Bengale frappé par la famine, mais aussi par exemple dans le Sind à l'agriculture prospère. Ceci s'est opéré sur une telle échelle qu'une législation a dû être introduite dans ces provinces - tentative qui eut été vaine même si elle n'eut été malhonnête - pour arrêter le développement de ces procédés. Les conditions objectives entraînent ainsi la paysannerie pauvre et sans terre vers une solution révolutionnaire de leurs problèmes. Cependant ces conditions sont aujourd'hui inhumaines à un tel degré qu'elles les privent de tout pouvoir d'action, la volonté d'agir mise à part. Les affamés ne peuvent se battre - pas plus que ceux qui sont trop bien nourris. Arrivés à ce stade, c'est vers la paysannerie moyenne que nous devons nous tourner pour l'action politique. La lutte d'août l'a bien démontré car, dans les régions où s'est soulevée la paysannerie, c'est surtout cette partie d'entre elle qui est passée à l'action. Cependant, dans ce cas également, la répression qui suivit entraîna une démoralisation générale. D'autres facteurs doivent intervenir avant que la paysannerie ne bouge de nouveau.

Le Proletariat

La classe ouvrière a été directement touchée par l'accroissement des prix et par la pénurie de produits de première nécessité, mais à un degré qui n'est pas comparable à celui qui a frappé la petite bourgeoisie urbaine. Nous y voyons deux raisons: tout d'abord la chute des salaires bruts, compensée seulement en partie par l'indemnité de vie chère, a été effectivement équilibrée par le groupement de plusieurs gains dans une seule famille. L'embauche industrielle s'est accrue nettement et rapidement pendant la guerre. Le volume de l'embauche générale des travailleurs a probablement doublé, et dans chaque famille les adultes se trouvent donc aujourd'hui munis d'un emploi.

D'autre part, le gouvernement - intéressé comme il l'est à une production de guerre ininterrompue, et anxieux d'éviter un malaise général dans la classe ouvrière, malaise pouvant préluder à un autre soulèvement des masses - le gouvernement a délibérément poursuivi une politique d'apaisement vis à vis du prolétariat industriel, en lui fournissant, quoique souvent avec retard, les quantités minima de nécessités élémentaires à des prix contrôlés. Des magasins de céréales d'abord, vendant par la suite d'autres produits de première nécessité ont été ouverts dans les principaux ateliers et usines et le gouvernement, en donnant priorité au ravitaillement de ceux-ci visait à prévenir des pénuries indûment prolongées ou sévères à l'excès. Cette politique suivie par la rapide suppression de tout militantisme ouvrier (arrestation des meneurs de grèves, etc.) et aidé comme l'a été l'impérialisme britannique par la bureaucratie des syndicats et les staliniens qui partout agissent ouvertement en agents de l'impérialisme britannique, le gouvernement a réussi à éviter toute action générale ou prolongée de la classe ouvrière.

Des luttes économiques sporadiques ont cependant eu lieu dans toutes les régions industrielles à propos du ravitaillement, de l'indemnité de vie, chère et des questions de primes. Le total des travailleurs ayant pris part à ces luttes au cours des neuf mois qui suivirent novembre 1942 atteint un chiffre très élevé. Mais ces luttes ont été généralement courtes et à caractère de protestation. De là leur impossibilité de se développer en une série systématique et organisée de mouvements axés sur des questions générales comme celles du ravitaillement, de l'indemnité de vie chère ou des primes sur lesquels l'opinion de la classe ouvrière est certainement unanime, sinon très profondément ancré. Mais en même temps elles ont mené à certaines concessions sur ces mêmes questions et ont servi à démontrer que malgré l'effet démoralisateur de la défaite d'août et son influence sur la classe ouvrière, l'abatement qui a prévalu sur les masses petites-bourgeoises n'a pas submergé la classe ouvrière d'une manière aussi décisive. Il faut en voir la raison dans le fait que la classe ouvrière, considérée dans son ensemble et bien que sympathisante, n'est pas entrée dans l'action militante (sauf en certains cas isolés: Tata, Nazar) pendant la lutte d'août. Ceci a été sans doute la cause principale de la défaite d'août, mais ce même fait a empêché en même temps la défaite d'exercer une influence profonde sur les perspectives de la classe ouvrière et sur son attitude pour la lutte. Ainsi la classe ouvrière ne reste pas tranquille, elle est même agitée. Mais cette agitation ne va pas jusqu'à l'action consciente indispensable aujourd'hui même dans les luttes économiques localisées, étant donné que celles-ci, dans les conditions actuelles de la guerre, tendent à se transformer rapidement en action politique.

Etant donné l'amélioration temporaire de la situation économique, on ne peut guère prévoir de profondes luttes prolétariennes dans l'immédiat, à moins d'événements imprévus, qui changeraient la situation.

La bourgeoisie et landlords hindous ont largement profité de la guerre et - continuent à s'enrichir, malgré les taxes excessives sur le profit, l'augmentation de l'impôt sur le revenu et les mesures gouvernementales contre le marché noir. Mais l'augmentation de leurs ressources principales de richesse ne correspond aucunement avec une expansion industrielle. Quoique les exigences de la guerre ont amené l'impérialisme britannique à autoriser une certaine extension de certaines branches de l'industrie pour subvenir aux besoins de la guerre, cette expansion ne correspond même pas aux nécessités militaires. Les intérêts à long terme du capital financier britannique empêchent toute expansion importante de l'industrie hindoue.

En conséquence, le Gouvernement prévient délibérément toute expansion de ce

genre en utilisant les emprunts forcés, l'impôt sur l'excédent des bénéfices, l'instauration de monopoles à caractère semi-gouvernemental la limitation du commerce, le blocage des marchandises soit directement ou en refusant toute facilité de transport, le contrôle des changes, l'importation de denrées de consommation pouvant être fournies par l'industrie hindoue au lieu de marchandises importantes dont cette même industrie a un besoin urgent, etc., etc.

L'attitude de la bourgeoisie hindoue vis-à-vis de l'impérialisme britannique a été fortement influencée par son estimation de la situation militaire. Rien ne le démontre mieux que les fluctuations de la politique du temps de guerre du parti de la bourgeoisie hindoue, l' « Indian National Congress ».

A la déclaration de la guerre, le « Congrès » était au pouvoir dans 7 des 12 provinces de l'Inde. Ces « Congress Governments » qui étaient entrés en fonctions en 1937 avec l'intention politique déclarée de rompre intérieurement la Constitution, se trouvèrent pris au contraire dans le cadre d'acier de l'administration impérialiste, et on put constater qu'ils appliquaient sans mauvaise volonté cette Constitution, en coopération active avec le Vice-Roi, les Gouverneurs et l'Administration (Civil Service).

La politique du parti du Congrès, lorsque ce dernier fut en fonction, si elle a été un peu moins réactionnaire à beaucoup d'égards, que celle de l'administration impérialiste dans le passé (concessions à la paysannerie, remise en liberté des prisonniers politiques, etc.), s'est avérée, dans les questions essentielles, sans différence avec celle de l'impérialisme lui-même, notamment vis-à-vis de la classe ouvrière.

La Bourgeoisie hindoue

A Bombay, à Madras et dans les Provinces Unies (Cawnpore) les « Congress Governments » n'hésitèrent pas à tirer sur les grévistes; et le gouvernement de Bombay, en dépit d'une opposition organisée de la classe ouvrière, présenta et fit voter rapidement une loi syndicale réactionnaire, qui frappait directement le droit fondamental de la classe ouvrière, le droit de grève. Il est certain que ces souvenirs amers ont joué un rôle déterminant dans l'attitude de la classe ouvrière lors de la « lutte d'août », qui, bien que spontanée, fut dirigée uniformément au nom du Congrès National Hindou.

La déclaration de la guerre trouva donc les « Congress Governments » et avec eux le Congrès lui-même, considérablement dépouillés de leur prestige et avec une influence décroissante sur les masses. Le Gouvernement s'y trouva également dans une impasse. Avec leurs pouvoirs limités et leurs moyens financiers limités, ils se trouvèrent incapables de continuer, même au moyen des mesures timidement libérales qu'ils savaient nécessaires pour endormir les masses. Ils se trouvèrent au contraire fortement engagés dans l'administration routinière d'un régime auquel ils étaient censés s'opposer.

La guerre donnera à l'Etat-Major du Congrès le moyen de se tirer de l'impasse qui se formait. Prenant comme argument le fait que l'Inde avait été entraînée dans la guerre sans être consultée - ce qui, bien entendu, était vrai, mais point surprenant - l'Etat-Major ordonna aux « Congress Governments » de rendre les guides du pouvoir, ce qu'ils firent, à des degrés variés de mauvaise volonté et de retard, prenant grand soin d'aplanir le chemin pour l'administration directe par les impérialistes britanniques.

Ayant ainsi acquis la liberté de mouvement nécessaire, l'Etat-Major du Congrès se mit à la tâche afin d'arriver aux buts de guerre de la bourgeoisie hindoue, c'est-à-dire l'utilisation des difficultés de temps de guerre de l'impérialisme britannique et Cie, en demandant à l'impérialisme britannique de définir ses buts de guerre, notamment en ce qui concerne l'Inde. Cette manœuvre était destinée à provoquer une déclaration sur les conditions de marché proposées par l'impérialisme britannique. Celui-ci déjoua aisément la manœuvre par des platitudes.

Le Congrès fut donc obligé d'exprimer ses propres propositions. Ceci fut fait en juillet 1940 dans une motion votée à l'assemblée du Congrès national indien (AICC) à Poona. Dans cette motion manifestement influencée par les victoires allemandes en Europe, le Congrès offrit la coopération en échange d'une déclaration sans équivoque de l'indépendance de l'Inde et de la formation d'un gouvernement national. Comme introduction à cette demande, et pour démontrer la sincérité du Congrès dans son offre d'aide à la guerre, le Mahatma Gandhi, pacifiste déclaré, fut relevé de ses fonctions de chef du Congrès. La seule réponse donnée par l'impérialisme britannique de l'offre du Congrès fut exprimée par le Vice-Roi Linlithgow en août 1940. C'était une proposition d'élargir le Conseil Exécutif du Vice-Roi et une réitération hautaine de la détermination de la Grande-Bretagne à rester au pouvoir aux Indes, arguant de son rôle de « protection des intérêts des minorités ».

Placé dans cette situation, le Congrès dut rechercher les moyens d'exercer une pression sur son partenaire récalcitrant. Il se heurta alors à une difficulté. Il est important de noter que le Congrès, à ce moment ou plus tard, ne définit jamais la guerre comme guerre impérialiste, et que les leaders du Congrès exprimèrent ouvertement leur sympathie pour les puissances alliées. Le Congrès devait ainsi rechercher une manière de montrer son opposition qui n'embarrassât pas l'effort de guerre britannique. La solution fut trouvée, comme il fallait s'y attendre, par le Mahatma Gandhi.

La solution fut... « le satyagraha individuel » (le « combat pour la vérité ») . Ceci dans le but formel de prévenir toute action de masse et toute atteinte à l'effort de guerre. A partir d'octobre 1940, des hommes choisis dans le Congrès allèrent crier des slogans après avoir informé les autorités de leurs intentions. Evidemment ils furent promptement arrêtés. Cependant cette politique fut poursuivie jusqu'en décembre 1941, date à laquelle elle fut supprimée après la remise en liberté de tous les prisonniers satyagrahi. Le Congrès recherchait un autre moyen - lorsqu' arriva l'avènement de Pearl Harbour.

La tactique de Gandhi

L'avance rapide des Japonais à travers le Pacifique et jusqu'aux portes des Indes transforma la situation politique aux Indes. Le prestige de l'impérialisme britannique fut rudement secoué, de même le sens du pouvoir britannique inébranlable. Les voix des masses s'élevèrent, et avec elles le sens bourgeois de l'opportunité. Proportionnellement l'intransigeance de l'impérialisme britannique se relâcha visiblement, et il rechercha un arrangement avec le Congrès dans le but de se consolider.

Tel fut l'arrière-plan de la mission Cripps. Quoique les propositions de Cripps fussent théoriquement une offre de statut de Dominion pour l'après guerre, elles étaient

en réalité hérissées de conditions qui annulaient pratiquement l'offre. Une condition, en particulier, stipulait qu'avant tout « transfert de pouvoirs », un traité devra être signé qui « couvrira toutes les questions s'élevant nécessairement du transfert complet des responsabilités des mains des Britanniques à celles des Hindous... (et) qui prévoira, en accord avec les assurances données par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, la protection des minorités raciales et religieuses. »

Avec cette clause vague et de grande -portée, l'impérialisme britannique conservait un pouvoir de manœuvre qui lui permettrait d'insister sur presque toutes les conditions qu'il choisirait d'imposer, et même de se dérober complètement hors des propositions. En outre, aucun changement au statut de l'Inde n'était envisagé pendant la guerre. Au contraire, bien que les « leaders des principaux groupes du peuple hindou », étaient invités à participer aux « conseils de leur pays », ceci n'apportait pas de différence à une offre précédente du Conseil Exécutif du Vice-Roi, par le fait que le Conseil demeurait consultatif et que les pouvoirs du Vice-Roi demeuraient toujours aussi absolus. Les négociations de Cripps avec le Congrès se rompirent à propos de cette question des pouvoirs du Vice-Roi.

Cependant, la véritable raison de l'échec des négociations était le brusque changement dans la situation militaire. La menace de l'application de la « tactique de la terre brûlée » dans le cas de l'invasion japonaise attendue, avait poussé brusquement vers la gauche certaines parties de la bourgeoisie hindoue. En outre, l'avance japonaise avait non seulement durci l'attitude de la bourgeoisie hindoue vis-à-vis de l'impérialisme britannique, mais encore l'avait changée radicalement. Envisageant la possibilité au succès d'une invasion japonaise aux Indes, la bourgeoisie hindoue commença de considérer non seulement la modification des conditions de son association avec l'impérialisme britannique, mais encore l'éventualité d'un changement de partenaires : c'est-à-dire la possibilité du remplacement de l'impérialisme britannique par l'impérialisme nippon. En d'autres termes, la bourgeoisie se prépara à franchir l'obstacle afin de pouvoir décider de quelle manière sauter le moment venu.

A partir de ce moment, les événements se déroulèrent rapidement. Le Comité Exécutif du Congrès se réunit en juillet et annonça ses dernières conditions pour un accord avec l'impérialisme britannique. Celles-ci étaient « le retrait du Gouvernement britannique aux Indes » immédiatement et la négociation d'un traité entre « l'Inde libre » et la Grande-Bretagne, pour « l'établissement de relations futures et la collaboration des deux pays en tant qu'alliés dans la tâche commune de se dresser contre l'agresseur ». Toutefois était associée à ces conditions la menace déclarée d'une lutte de masses par la « non-violence » si elles n'étaient pas acceptées. Une assemblée du A.I.C.C. fut convoquée en août pour ratifier cette décision. Avec la situation militaire qui empirait pour la Grande-Bretagne, le Congrès était passé de l'aide conditionnelle à l'opposition déclarée. Il appartenait à l'impérialisme britannique de jouer le coup suivant. La réponse de l'impérialisme britannique fut catégorique et dramatique - pas de paroles, mais des actes. Le matin même qui suivit l'assemblée de l'A.I.C.C. du 8 août à Bombay, au cours de laquelle le Congrès avait autorisé une action de masse sous la conduite du Mahatma Gandhi pour forcer l'impérialisme britannique à accepter les conditions du Congrès, le Gouvernement frappa ce dernier au moyen d'une série étendue d'arrestations simultanées qui paralysèrent complètement l'organisation du Congrès.

Le mouvement du 9 août

L'action du Gouvernement provoqua une réponse des masses inattendue, rapide, générale et violente. Ce fut le soulèvement de masses qui commença le 9 août 1942. Ce soulèvement avait le caractère d'une rébellion spontanée contre le pouvoir britannique. Il est important de noter, cependant, d'une part, qu'il ne s'étendit pas dans d'importantes provinces comme le Punjab; et, que d'autre part, sauf dans certaines régions comme le Bihar du Nord, les Provinces Unies de l'Est, les districts d'Orissa et de Midnapore la révolte ne dépassa jamais les proportions d'une démonstration violente. Ceci provenait des perspectives que la bourgeoisie elle-même avait présentées aux masses généralement par l'entremise du Congrès et en particulier par l'intermédiaire du Mahatma Gandhi. Ces perspectives étaient exactement comprises dans le slogan de ce dernier « quittez l'Inde » qui était davantage une invitation aux Britanniques à quitter l'Inde qu'un appel aux masses à les en chasser. En d'autres termes, les projets du Congrès n'étaient pas de rejeter le Gouvernement impérialiste et de s'emparer du pouvoir, mais, au maximum, de paralyser l'administration du gouvernement afin de s'attribuer une portion déterminée du pouvoir.

Cette analyse des projets du Congrès en août n'est en aucun cas réfutée par le slogan du 8 août « l'action ou la mort » (Do or Die) lu dans le contexte de l'action « non violente » et de la rébellion « déclarée » dans lequel le Mahatma Gandhi l'avait inclus. Le slogan « l'action ou la mort » n'était pas en lui-même un appel à une attaque organisée de masse contre la puissance impérialiste britannique, mais un appel à l'action individuelle du type anarchiste - Que chacun se considère libre et agisse comme s'il était libre - tel était le conseil de Gandhi lui-même.

La raison principale pour laquelle le mouvement d'août ne dépassa pas d'une manière significative les limites des perspectives de la bourgeoisie réside dans l'échec de la classe ouvrière de passer à l'action militante d'une façon décisive. Cet échec a été dû surtout à l'absence d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière pour conduire les masses. Il n'y a pas de doute que le Parti Communiste a agi en freinant la classe ouvrière. Et sans doute y avait-il méfiance de la classe ouvrière quant à la direction bourgeoise, à Bombay particulièrement. Mais si l'on considère le fait que la classe ouvrière a effectivement démontré sa solidarité par un arrêt généralisé du travail, elle serait sans doute passé à l'action, *militante* s'il eût existé un parti de la classe ouvrière pour lui fournir une direction militante. Tel qu'il se présentait, sans la participation d'un parti de la classe ouvrière militante, le mouvement était voué à l'échec.

Il échoua d'une façon désastreuse. Le mouvement fut violent, mais le Gouvernement s'y opposa avec une énorme démonstration de violence organisée, jamais égalée aux Indes depuis la Grande Mutinerie de 1857. En certains endroits, dans le Bihar par exemple, le mouvement atteignit des proportions révolutionnaires, de petits états furent pour de courtes périodes rejetés comme de l'écume sur la crête d'une vague rapide. Les proportions atteintes par la lutte en intensité eurent pour conséquence des proportions similaires dans la chute de la défaite complète. Et surtout étant donné que les petits bourgeois qui dirigeaient le mouvement et les petits bourgeois qui combattaient - ce fût principalement un soulèvement petit bourgeois - manquaient de l'avant-garde de la classe ouvrière avec ses perspectives révolutionnaires solides et se trouvaient liés par la perspective bourgeoise de la « politique de pression » distincte de la politique -révolutionnaire, c'est-à-dire liés par une action violente, sans but révolutionnaire précis,

ils se détachèrent de la lutte au moment de leur défaite, déconcertés et troublés. Passant d'un sentiment de désappointement au sentiment de la futilité de son action, la petite bourgeoisie non seulement s'éloigna de la lutte, mais aussi de la politique. Autrement dit elle fut complètement démoralisée.

Pendant ce temps, la bourgeoisie avait une fois de plus changé son fusil d'épaule. L'effondrement de la lutte de masses avait été suivi d'un tournant aigu de la situation militaire. Les Japonais sont certes encore aux portes de l'Inde, mais ils n'y frappent plus. Les Allemands ont été repoussés depuis El Alamein et Stalingrad à travers toute l'Afrique du Nord d'une part et toute la Russie d'autre part. Les Russes s'approchent des frontières orientales de l'Allemagne. Les armées anglo-américaines ont débarqué et avancé en Italie, débarqué et consolidé une tête de pont en Normandie. Dans le Pacifique, le Japon est repoussé de sa ligne de défenses insulaires extérieures à sa première ligne de défenses intérieures. Partout l'Axe est sur la défensive ou bat en retraite; et l'impérialisme anglo-américain, conscient de sa puissance écrasante, envisage triomphalement la victoire et la domination incontestée du monde.

Après la lutte d'août

La bourgeoisie hindoue a réagi rapidement devant ce changement de la situation favorable à l'impérialisme britannique. Une fois de plus elle est descendue de l'obstacle sur lequel elle s'était juchée, pour tomber aux côtés de l'impérialisme anglo-américain. Bien qu'elle jette encore des coups d'œil furtifs dans la direction des impérialistes américains (depuis longtemps déjà elle a fait appel à Roosevelt pour sortir de « l'impasse » politique où sont placées les Indes) elle a au moins pour le moment décidé ouvertement de lier son sort à celui de l'impérialisme britannique. Cependant, toujours prêts à se vendre au plus offrant, elle regarde toujours de tous côtés pour voir si quelques petites concessions ne peuvent être sauvées du naufrage des espoirs de 1942.

Le premier signe de ce changement dans l'attitude de la bourgeoisie se produit en fait déjà pendant la lutte d'août. Effrayée par la violence des masses, elle serra vivement les cordons de la bourse du Congrès au reçu d'une assurance officieuse du gouvernement stipulant que la tactique de la « terre brûlée » ne serait pas appliquée aux Indes dans le cas d'une avance japonaise. Des signes plus manifestes du changement de l'attitude de la bourgeoisie apparurent cependant plus tard, sous la forme d'une tapageuse campagne de presse pour la sortie hors de « l'impasse » politique. Ceci en fait était une demande adressée à l'impérialisme de prendre l'initiative, de reprendre des négociations avec ce même Congrès où il venait d'être écrasé, comme Churchill l'avait toujours préconisé. L'impérialisme fut intraitable. Il exigea la « reddition inconditionnelle », le ton des journaux, dès lors, marqua un changement significatif. Après une demande de libération des membres directeurs du Congrès emprisonnés, vint une demande de facilités pour permettre à la direction emprisonnée au Congrès de se réunir afin de faire de nouvelles propositions.

L'impérialisme demeura toujours intraitable; il ne désirait pas négocier de quelque manière que ce fût. Il demandait que la direction du Congrès se présente vêtue de haillons et couverte de cendre pour accepter les conditions que lui (impérialisme britannique) était prêt à imposer. L'impasse subsista donc.

Le Plan de Bombay

Pendant ce temps, avec ou sans accord politique, la bourgeoisie entrait en collaboration étroite avec le gouvernement. L'économie détermine la politique. Non seulement la bourgeoisie tirait des bénéfices de la guerre, mais envisageait aussi le monde d'après-guerre. Ayant échoué à réaliser son ambition du pouvoir, elle tenait au moins à occuper certaines positions stratégiques de la machine administrative afin de sauvegarder et si possible d'avancer quelque peu ses intérêts. En d'autres termes, elle désirait que le Congrès fut en fonctions une fois de plus. Le problème résidait dans la façon de frayer un chemin à un accord politique.

La bourgeoisie, ou plutôt sa partie dominante, la grande bourgeoisie, les Tatas et les Birlas, résolurent ce problème par un coup de maître - le Plan de Bombay. Ce plan, dont la forme présente un schéma de l'industrialisation de l'Inde, est en fait un projet pour l'exploitation plus systématique de l'Inde par une combinaison du capital anglo-américain et du capital hindou. C'est également un plan de propagande pour replacer une fois de plus l'opinion des masses à suivre la bourgeoisie au moyen de promesses abondantes de prospérité sous une direction bourgeoise (le plan présente le relèvement du standard de vie des masses comme son but, quoi qu'il n'indique pas les moyens de réaliser ce but, sauf en tant que sous-produit hasardeux de la recherche bourgeoise du profit). Par dessus tout, c'est la base de la réouverture des négociations par le Congrès pour un accord de reddition. Les auteurs du plan soulignent la nécessité d'un « Gouvernement National », c'est-à-dire d'un gouvernement d'exploiteurs indigènes sous domination de l'impérialisme britannique, comme instrument indispensable pour la réalisation de leur projet.

La manœuvre est audacieuse - et elle a réussi. En détournant l'attention de la « politique » à « l'économie », ses auteurs ont réussi à créer l'atmosphère d'une reddition du Congrès qui peut ressembler à quelque chose comme une « paix honorable » - un retour à la fonction publique pour « servir le peuple ». Et dans cette atmosphère le Mahatma Gandhi, maître stratège du Congrès, est de retour une fois de plus

Depuis son élargissement, le Mahatma Gandhi a fait trois avances successives dans la direction préconisée par la bourgeoisie - et les impérialistes. Il a annoncé que la clause sanctionnelle de la résolution d'août était périmée; ceci signifie que le Congrès a abandonné son rôle d'opposant actif. Il a condamné la violence de ceux qui l'ont suivi et fait appel aux « résistants » pour se rendre au gouvernement. Il a ainsi de ce fait condamné la lutte d'août elle-même, car celle-ci a été universellement violente; organisée autant qu'elle ait été organisée au tout, et soutenu par des éléments clandestins. Enfin, il a proposé de nouvelles conditions comme base de négociations avec le gouvernement.

Les conditions offertes maintenant par le Mahatma Gandhi ont une signification à double portée. Elles abandonnent la demande faite aux Britanniques de quitter l'Inde; elles offrent une coopération totale dans la guerre. Tout ce que Gandhi se borne à demander pour maintenant est un « gouvernement national » central, qui devra diriger l'administration civile de manière à servir l'effort de guerre impérialiste (l'administration militaire y compris les transports, etc., etc., est hors de ses attributions).

L'impérialisme a déjà fait savoir, par l'intermédiaire de M. Amery que ces conditions ne constituent pas une base suffisante pour des négociations immédiates(...) Il demande toujours en substance la reddition inconditionnelle. Le Congrès sera-t-il

d'accord sur ce point?

Telle est la question immédiate qui se pose dans la politique hindoue. Et une seule réponse peut y être formulée: le Congrès capitulera; seule demeure à trouver la formule appropriée qui lui sauvera la face. Le Congrès aura ainsi effectué un tour complet, avec la situation militaire, il sera une fois de plus en fonctions, et cette fois sans l'intention de rompre la Constitution à l'intérieur, mais au contraire pour l'appliquer.

Quelles sont les conséquences probables du prochain accord Congrès-Gouvernement, a) sur les partis politiques et b) sur les masses?

En ce qui concerne les partis politiques - le Congrès, en réalisant cet accord et cette reprise de fonctions, se discréditera une fois de plus à la fois aux yeux des masses et aux yeux des sections les plus radicales de ses propres membres, étant donné notamment que ceux qui ont vraiment combattu pendant la lutte demeureront probablement dans les prisons impérialistes. Cette section radicale manifeste déjà un mécontentement non dissimulé devant les manœuvres opérées par le Mahatma Gandhi vers la reddition. Ainsi, lorsque l'accord interviendra, une portion de ce groupe s'éloignera vraisemblablement du Congrès à la recherche d'une autre organisation, qu'elle soit déjà existante ou qu'elle doive être créée. De plus, une fois le Congrès à nouveau en fonctions, et d'une part prenant ainsi sur ses propres épaules la responsabilité des mesures répressives de temps de guerre du gouvernement impérialiste, d'autre part s'associant directement dans l'esprit des masses avec l'exploitation intensifiée et la misère provoquée par la guerre impérialiste; les masses désillusionnées se détourneront du Congrès à la recherche d'autres dirigeants. En bref, les intellectuels radicaux et les masses petites bourgeoises qui ont jusqu'alors suivi le Congrès non seulement l'abandonneront, mais se dresseront contre lui.

Et le Parti Socialiste Congressiste (Congress Socialist Party-C.S.P.)? Il est important de noter que la conduite officielle de la lutte d'août vint de cette organisation hybride de radicaux petits-bourgeois qui s'accrochent encore aux cordons du tablier de la bourgeoisie. La lutte a découvert le masque de leur idéologie limitée et de leurs méthodes inefficaces, spécialement après le recul du mouvement de masses. La direction du C.S.P. comprit la nécessité de la violence, mais ne sut pas la mener d'une manière organisée dans un but révolutionnaire. De là l'orgie de destruction négative non accompagnée d'une tentative constructive de prise du pouvoir.

Les dirigeants du C.S.P. reconnurent trop tard la nécessité d'une action de la classe ouvrière; mais ils ne savaient pas - ou s'ils le savaient n'osèrent utiliser - l'appel à l'argument de classe pour l'action militante (car ceci aurait précipité sur leurs têtes le juste mécontentement de leurs maîtres bourgeois). Au contraire, lorsque la lutte rétrogradait déjà, ils firent appel à la classe ouvrière pour quitter les usines et retourner aux villages, cherchant ainsi à utiliser les ouvriers comme de simples gages dans leur plan visant à maintenir artificiellement la lutte. Il n'est pas étonnant, de ce fait, que la classe ouvrière ne se soit pas émue des derniers appels du C.S.P.

La direction du C.S.P. se trouva ainsi à la tête d'un soulèvement paysan d'une admirable combativité, qui cependant ne put se développer plus sérieusement, car il s'accrochait au mot d'ordre du Congrès : pas de menace à la propriété. En conséquence la seule méthode donnant un caractère plus profond et plus large à la lutte des paysans

ne fut jamais utilisée. « La Terre aux Paysans » ne fut jamais stipulé par le C.S.P., mais seulement « Refuser de payer l'impôt sur la terre », « Contre le Gouvernement, mais non contre la propriété », tel fut le contenu de sa politique pour la paysannerie.

*Le Parti Socialiste du Congrès
(Congress Social Party C.S.P.)*

Lorsque le mouvement de masse commença à se retirer de l'impasse créée par les perspectives limitées et la répression du gouvernement, la seule manière selon laquelle le C.S.P. imagina de continuer et de raviver le combat fut l'aventurisme. Les bandes de partisans combattant en guérilla, qui non seulement luttèrent contre le gouvernement, mais obligeaient au moyen de menace les paysans désormais réticents à les aider, caractérisèrent la méthode du C.S.P. dans les campagnes. Un groupe de saboteurs lançant des bombes à l'occasion, caractérisèrent la méthode employée, dans les villes. Mais ces méthodes consistant à « poursuivre » la lutte individuellement et à « électrifier » les masses défaites pour les engager une fois de plus dans la lutte échouèrent misérablement comme elles devaient fatalement échouer. Le mouvement de masses se mourait et aucune des méthodes du C.S.P. ne pouvait lui redonner la vie. Ainsi les dirigeants du C.S.P. qui, par la force des circonstances (les dirigeants bourgeois officiels ayant été jetés en prison par l'impérialisme) reçurent d'une manière inattendue une chance de mettre en pratique les paroles « révolutionnaires » prouvèrent complètement qu'ils étaient simplement incapables, en pratique, de dépasser les limites de la « politique de pression » des bourgeois et que, quoi qu'ils fussent d'étiquette « socialiste », ils n'étaient en fait que « congrès ».

Cependant, en dépit de ces faits, le C.S.P. a gagné en prestige et en influence parmi les adhérents radicaux du Congrès les plus jeunes en raison de sa rupture avec la tradition de non-violence du Congrès et son effort déterminé à donner à la lutte à la fois une organisation et une direction. Mais avec la défaite de la lutte d'août et spécialement le retour du Mahatma Gandhi à la politique active ayant pour conséquence le renforcement de l'aile droite du Congrès, le C.S.P. se trouve en posture de plus en plus anormale dans le Congrès. Lorsque viendra l'accord Congrès-Gouvernement, il se trouvera dans un dilemme.

Un tel accord entraînera la coopération du Congrès à la guerre de l'impérialisme britannique et la participation du Congrès à l'exploitation des masses. Il sera impossible au C.S.P., s'il demeure fidèle à sa tradition d'août, d'appuyer une telle politique. Et il est extrêmement douteux que l'Etat-Major du Congrès tolérera, dans une telle éventualité, qu'il ne dresse en opposition organisée au sein du Congrès. Le C.S.P. sera ainsi obligé de choisir - et ce choix ne peut que mener à la disparition politique du C.S.P. en tant qu'organisation distincte, car il devra soit se rendre à l'aile droite réactionnaire du Congrès ou quitter ce dernier définitivement. La prévision la plus valable est celle d'une scission au sein du C.S.P. L'aile droite du C.S.P. s'est déjà rendue à l'Etat-Major réactionnaire du Congrès. C'est donc l'aile gauche du C.S.P. qui ne verra forcée de choisir. Si elle se rend, elle est politiquement condamnée. Si elle se retire, cependant, il importe de savoir si elle peut entraîner avec elle assez d'adhérents pour lancer une nouvelle organisation qui constituerait un développement entièrement nouveau de la politique hindoue pour autant qu'il marquerait l'apparition de l'équivalent hindou du Parti Socialiste Révolutionnaire de la Russie tsariste (l'influence qu'a pu posséder le C.S.P. s'est toujours exercée parmi les couches supérieures de la paysannerie et non sur les

couches les plus inférieures de la classe ouvrière), Il est actuellement impossible de déterminer l'issue probable de cette question, étant donné particulièrement que les dirigeants de l'aile gauche et la plupart de ses adhérents actifs sont dans les géôles impérialistes et incapables de faire quoi que ce soit en ce qui concerne les manœuvres actuelles vers la reddition. Quoi qu'il advienne, le C.S.P. en tant que tel n'a pas d'avenir politique, même s'il a un passé.

Le Parti Communiste des Indes, poursuivant sa politique d'aide inconditionnelle à l'effort de guerre impérialiste britannique, s'est opposé ouvertement et activement à la lutte des masses, se faisant ainsi l'instrument de la politique britannique aux Indes. Le rôle confusionniste et diversionniste joué par les Staliniens au paroxysme de la lutte des masses a été d'un prix incalculable pour l'impérialisme britannique, notamment du fait qu'ils empêchèrent la classe ouvrière de prendre la direction, ce qui seul aurait pu donner à la lutte des masses l'impulsion d'une attaque effective contre le pouvoir impérialiste.

Leur rôle de traîtres a eu pour résultat la perte pour eux de l'influence politique qu'ils avaient pu acquérir sur les masses pendant leur illégalité. Mais il leur est toujours possible d'agir en tant que frein sur la classe ouvrière au cours de ses luttes économiques en raison de leur contrôle bureaucratique d'un nombre considérable de syndicats et des possibilités d'activité et de propagande légale que l'impérialisme britannique trouve à sa convenance de leur accorder.

Ils sont actifs aujourd'hui au service de l'impérialisme britannique. Dans le domaine économique, ils poursuivent une campagne pour une production accrue et ininterrompue. Dans le domaine politique, ils font des tentatives fébriles pour détourner le mécontentement causé par la pénurie et la hausse du coût de la vie loin de ses causes véritables: la guerre impérialiste et l'impérialisme en suggérant que tout cela est dû à des « agents de la 5^e colonne » ou à la thésaurisation ou aux stupidités de la bureaucratie qu'ils séparent de son cadre impérialiste. Toutefois leur principale activité, politique est l'organisation de la plus honteuse « campagne d'unité » de collaboration de classes dirigée dans le but de gagner l'appui des masses à un « gouvernement national » sous l'impérialisme, qui ne pourrait que représenter une alliance des féodaux, de la bourgeoisie hindoue et des impérialistes contre les masses elles-mêmes. Avec la signature de l'accord Congrès-Gouvernement, les Staliniens entreprendront également pleinement la tâche d'être les coolies de la bourgeoisie hindoue. Il est fort probable qu'ils chercheront à entrer dans le Congrès National Hindou. Mais si oui ou non le P.C. est accepté au sein du Congrès, il jouera dans la classe ouvrière le rôle d'un agent du Congrès bien plus efficace que le C.S.P. l'a fait ou ne le fera jamais. .

Un accord Congrès-Gouvernement aura sans doute d'importantes modifications dans les organisations politiques féodales, c'est-à-dire la Ligue Musulmane et le « Hindu Maha Sabha ». Pendant la « lutte d'août », l'impérialisme britannique, devant lequel se dressait une révolte de masse et l'opposition de la bourgeoisie hindoue, s'appuya plus lourdement que jamais sur ces organisations féodales. Il utilisa tous les moyens, notamment pour renforcer la Ligue Musulmane et pour la patronner vers une position politique. En même temps, le reflux de la lutte des masses, de même que l'appauvrissement de la petite bourgeoisie entraîna une certaine dérive d'éléments petits-bourgeois dans ces organisations et l'accroissement de leur influence parmi la petite bourgeoisie. Au cours des derniers mois, cependant, un certain changement de

position s'est déjà opéré, particulièrement en ce qui concerne celles de la Ligue Musulmane.

Après la défaite catastrophique du mouvement de masse et le recul tournant à la reddition du Congrès, la valeur de la Ligue Musulmane en tant qu'arme politique des impérialistes se trouve étrangement réduite, et l'importance de l'appui que lui accordait le gouvernement diminué en conséquence. C'est de toute évidence, à cause de l'appui donné par l'impérialisme au Premier Ministre musulman du Punjab que M. Jinnah fut contraint de compter avec lui. De plus, l'impérialisme, tout en utilisant la revendication du « Pakistan » comme un bâton pour frapper la bourgeoisie du Congrès, a néanmoins proclamé aussi qu'elle s'opposait à la vivisection de l'Inde. Une alliance des bourgeoisies anglaise impérialiste et hindoue demande une Inde consolidée en vue de l'exploitation et non une Inde balkanisée. La Ligue Musulmane est donc en déclin, mais n'est pas un facteur négligeable dans la politique hindoue.

Elle a, sans conteste, obtenu aujourd'hui, pour des raisons diverses, une véritable popularité parmi les masses musulmanes. Il n'est naturellement pas certain qu'elle la conservera car, en même temps qu'elle parvient aux fonctions les plus hautes dans l'impérialisme anglais, on constate d'une part une tendance à la scission dans sa direction (par exemple, récemment dans le Punjab, le UP et le Sind) d'autre part une certaine diminution de sa popularité parmi les masses qu'elle déçoit. C'est probablement la conscience de ces faits qui poussa M. Jinnah à accepter une rencontre avec le Mahatma Gandhi pour discuter les récentes propositions de ce dernier en vue d'un accord. Cet accord se produira-t-il entre le Congrès et la Ligue Musulmane, il est impossible de le prédire, mais le fait qu'à l'Assemblée législative centrale leurs ailes respectives ont récemment coopéré dans l'opposition est une indication importante pour l'avenir. Cependant, si un accord Congrès-Ligue a lieu, la position de la Ligue parmi les masses, après un renforcement momentané, continuera à s'affaiblir, étant donné, surtout, qu'elle ne sera plus capable d'utiliser aussi efficacement que naguère la solution Pakistan comme moyen de détourner l'attention de sa politique réactionnaire et répressive.

Solutions possibles.

Quelles seront -les conséquences probables parmi les masses du futur accord Congrès-Gouvernement. Libérera-t-il des forces qui transformeront l'attitude actuelle des masses ?

La situation actuelle aux Indes est caractérisée par l'apathie généralisée de la masse, conséquence de la défaite d'août. Parmi la petite bourgeoisie cela devient de la démoralisation et l'abandon de la politique. Toute perspective d'une reprise du mouvement de masse est repoussé dans un avenir incertain. Deux faits cependant sont réconfortants.

En premier lieu, la démoralisation générale, bien qu'elle ait également influencé le prolétariat, ne l'a pas atteint au même point. Il est significatif que la vague de grève pour la question du ravitaillement ait suivi la lutte d'août; qu'il y ait eu depuis d'importantes luttes par grève (par exemple la grève des Docks du Karachi) qui dans quelques cas ont été très longues (par exemple la grève du textile à Nagpur) ; et que, récemment même,

des grèves sporadiques sur des questions de ravitaillement, par exemple les « pots-de-vin » les salaires proportionnels (dearness allowance) ont eu lieu. Bien que la classe ouvrière, elle aussi, soit politiquement apathique, elle n'est certainement pas démoralisée et est même prête à entrer en action pour des buts économiques qui la touchent, directement dans la lutte pour la vie.

En second lieu, il n'y a jamais eu à l'égard de l'impérialisme britannique plus de haine chez les masses actuellement. Une haine si profonde qu'elle accueillerait avec joie (et c'est là son aspect réactionnaire) un changement d'exploiteur impérialiste parce qu'un changement impliquerait la fin de l'impérialisme britannique. Cette haine se reflète également dans l'attitude des masses vis-à-vis de la guerre, attitude qui, si elle n'est pas d'opposition active, reflète une indifférence complète et déterminée, c'est-à-dire que cette guerre n'est pas leur guerre. Et toute la propagande du Front National de guerre, des Staliniens et des Royistes réunis n'a pas été capable d'amener un changement notable dans l'opinion des masses à cet égard.

La situation politique actuelle est profondément contradictoire. C'est pour une grande part une question de facteurs subjectifs et non de conditions objectives. Et ce facteur subjectif peut subir une transformation rapide dans le cas d'un changement violent dans la corrélation des forces, extérieurement ou intérieurement il est impossible de prédire si un changement violent aura lieu prochainement. Mais le cadre de la guerre mondiale impérialiste, dans lequel se développe la situation politique hindoue, rend de brusques changements toujours possibles. Tant qu'un changement n'aura pas eu lieu, l'attitude actuelle des masses ne changera pas. Et tant qu'un changement d'attitude des masses n'aura pas eu lieu, soit par suite de lente évolution moléculaire à l'intérieur des masses, soit rapidement par suite de quelque brusque changement dans la corrélation des forces, le travail des masses doit nécessairement ne poursuivre sur la base du programme des revendications démocratiques élémentaires.

Le retour du Congrès au pouvoir va probablement déterminer un changement dans les disposition des masses. L'occasion qui se présentera de s'engager dans la politique « constitutionnelle » va mettre fin à la démoralisation de la petite bourgeoisie urbaine et la faire revenir à l'activité politique. En particulier, la demande de libération de tous les prisonniers politiques va sans doute lui fournir un solide palier pour l'agitation générale. Dans la paysannerie, surtout dans les couches où la répression d'août n'a pas frappé avec toute sa force, des luttes isolées pour des buts élémentaires vont probablement surgir. Avant tout, dans la classe ouvrière, en raison du niveau moral relativement plus élevé, des luttes économiques sporadiques vont probablement éclater. En participant à ces luttes, la tâche du parti sera d'étendre leur portée, lorsqu'elles auront pour bases des buts généraux comme les salaires, le ravitaillement, la prime de vie chère, et le boni, et utilisant l'arrestation des meneurs de grèves, arriver à des buts politiques plus généraux, comme par exemple l'élargissement de tous les prisonniers politiques.

Par la suite, une agitation soutenue sur des questions telles que le droit d'organisation indépendante pour les syndicats, la liberté de parole et de réunion, le droit de grève, etc., doit être menée systématiquement en tant que moyen pour ressusciter le syndicalisme militant. Dans la mesure où cette résurrection a lieu, elle amène également une résurrection du mouvement de la classe ouvrière en général car, dans les conditions actuelles, toute activité syndicale militante doit amener à poser des buts politiques. Par-dessus tout, dans tout son travail d'agitation et de propagande, le parti doit garder au

premier plan la fin de l'impérialisme et de la guerre impérialiste. L'établissement d'un « gouvernement national » au centre et de gouvernements constitutionnels dans les provinces fournirait à l'impérialisme une façade derrière laquelle il pourrait manœuvrer et par là réduire la violence des luttes anti-impérialistes par suite de l'entrée en opposition ouverte de la petite bourgeoisie. Dans cet état de choses, le parti doit aider les masses non seulement à combattre le rôle de traître du congrès bourgeois, mais aussi à voir derrière la façade le véritable pouvoir qu'il recouvre en fait: à savoir l'impérialisme. Le parti doit donc, dans toute son activité, d'une façon claire et concrète, lier tous les buts à cette question de la guerre impérialiste entraînant l'exploitation intensifiée, et liée à toutes les conditions économiques et politiques.

Reproduction de IV° Internationale, nouvelle série, n° 20-21, de juillet-août 1945

CONFERENCE DU CERMTRI

Le « *cahier du CERMTRI* » n° 97, publié en juin 2000 et intitulé « **La Révolution Proletarienne en Hongrie (Mars - août 1919)** », a été réalisé à partir de la thèse de notre ami Dominique Gros, intitulé « **Les Conseils Ouvriers, espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie 1917-1920** ».

L'intérêt que de nombreux camarades ont manifesté sur l'histoire de cette révolution, souvent méconnue et pratiquement totalement ignorée des historiens de notre pays, nous a amené à réfléchir sur la manière de faire connaître plus complètement les travaux de notre camarade.

L'importance de la révolution hongroise et ses enseignements méritent certainement plus qu'un simple rappel historique. Dans le prolongement direct de la révolution d'octobre 1917, en liaison avec les bouleversements qui secouent l'Allemagne, c'est incontestablement un épisode majeur du mouvement révolutionnaire mondial.

Un événement qui va à l'encontre de tous ceux qui expliquent que la révolution russe ne serait qu'un accident isolé qui ne pouvait qu'aboutir au « totalitarisme ».

Pendant cinq ans le plus intense bouillonnement révolutionnaire depuis 1848 a déferlé sur l'Europe. Partout, ouvriers, soldats et paysans ont formé leurs conseils, leurs comités de grève, leurs rassemblements, leurs manifestations. Avec plus ou moins de bonheur ils ont exigé le contrôle de la production, affronté la police, occupé les usines. Mais la contre-révolution l'a emporté, la révolution austro-hongroise, peut-être plus que les mouvements d'autres pays, démontre que la « spontanéité » des masses ne suffit pas.

Il est incontestable que la Révolution hongroise ouvre une large discussion sur tous les aspects du développement révolutionnaire du mouvement des masses et des racines des défaites du prolétariat. C'est pourquoi le bureau de notre association a proposé à notre ami de tenir une conférence dans nos locaux du CERMTRI, nous nous félicitons de son accord et nous vous invitons à vous inscrire nombreux :

REVOLUTION et CONTRE-REVOLUTION EN HONGRIE (1917-1920)

**par Dominique GROS,
maître de Conférence à l'Université de Bourgogne (Dijon)**

Samedi 25 novembre 2000

à 14 h 30

28 rue des Petites-Ecuries

75010 PARIS

(métro Château-d'Eau

Cahier du CERMTRI n°97 :

Erratum, ajouter en début de page 83 : « C'est dans les années 1923-1924, au moment où ce type de discussion débouche sur les... erreurs » (la suite sans changement)

Imprimé au siège de l'association, 28 rue des Petites-Ecuries – 75010 Paris

Directeur de la publication : Pierre Levasseur
Revue trimestrielle

Abonnement : 120 pour 4 numéros (dont 20 F de cotisation)
150 F avec droit de consultation

*
* *

☎ 01 44 83 00 00 – e-mail : cermti@wanadoo.fr

Internet : <http://asoc.wanadoo.fr/cermti>